Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement d'Occitanie

Séance du 9 mars 2023

Rapport au CRHH

Table des matières

Bilan 2022 en Occitanie....4
1. Hébergement et logement accompagné....5
1.1 Evolution de l'offre régionale d'hébergement et de logement adapté....6
1.1.1 Mieux accueillir, pour mieux orienter....6
1.1.2 Consolider l'offre d'hébergement et de réinsertion sociale....8
1.1.3 Adapter l'offre d'accompagnement aux besoins des publics les plus vulnérables....11
1.2 Le Logement d'abord....14
1.2.1 Bilan de la programmation quinquennale 2018-2022....14
1.2.2 Favoriser les transitions vers le logement autonome....16
1.2.3 Soutenir le maintien dans le logement....17
1.2.4 Développer l'offre de logements de transition....18
1.3 Le soutien financier du BOP 177....19
1.3.1 La programmation initiale 2022....19
1.3.2 Exécution des crédits au 31 décembre 2022....20
1.3.3 Le financement de mesures spécifiques....22
2. Parc public....25
2.1 Contexte général....25
2.2 Bilan quantitatif : une nette reprise de la production globale....28
2.3 Bilan territorialisé 31
2.4 Bilan qualitatif....34
2.5 Logements mis en service....35
2.6 Plan de relance : Bilan des restructurations et rénovations énergétiques. .35
2.7 Bilan du fonds friches : effets sur la production de logements sociaux....35
Conclusion....36
3. Parc privé : Des résultats 2022 très positifs....37
3.1 Bilan par priorités d'intervention de l'Anah....40
3.2 Bilan territorial de l'intervention de l'Anah....50
4. Rapport d'activité du bureau et de la commission spécialisée de l'hébergement et de l'accès au logement....54

4.1 Bureau.....54
4.2 Commission spécialisée de l'Hébergement et de l'Accès au Logement (CSHAL).....54
Programmation régionale 2023.....56
5. Hébergement et logement accompagné.....57
Les éléments seront présentés en CRHH plénier du 9 mars 2023.....57
6. Parc public.....57
6.1 Le cadrage national.....58
6.2 Répartition des autorisations d'engagement.....62
7. Programmation ANAH 2023.....70
7.1 Répartition régionale des objectifs et des crédits.....71
7.2 Modalités de répartition et de suivi des objectifs et des crédits :.....72
7.2.3 Autres domaines d'intervention.....75
7.3 Répartition des aides consacrées à l'humanisation des structures d'hébergement.....76
7.4 Calcul dotation.....76
7.5 Mise en œuvre de la programmation 2023.....77
7.6 Tableaux de répartition initiale des objectifs et des dotations 2023.....78
.....79
Annexes.....80

Bilan 2022 en Occitanie

1. Hébergement et logement accompagné

Préambule

Lancé en 2017, le plan quinquennal pour le logement d'abord a doté la France d'une stratégie ambitieuse de réforme de sa politique publique de lutte contre le sans-abrisme, en proposant une approche globale qui emporte des évolutions structurelles fortes pour les dispositifs, les pratiques, les modes de pilotage et de financement. Avec la création le 1er janvier 2021 du Service public de la rue au logement, qui ambitionne de réduire significativement et durablement le nombre de personnes sans domicile, un nouveau pas a été franchi dans la structuration de cette politique publique et des moyens sans précédent ont été mobilisés, sur le plan national et local, par les services de l'Etat et l'ensemble de ses partenaires pour accélérer l'accès au logement social et la production de logements adaptés.

Afin d'accompagner cette dynamique, la refonte de la gouvernance des SIAO a été poursuivie et a abouti - en mars 2022 - à la publication d'un référentiel de missions rénové. Cette évolution se poursuivra en 2023 avec la mise en œuvre des nouvelles feuilles de route départementales et la livraison de nouveaux outils et indicateurs, indispensables à la consolidation des outils de pilotage tels que les observatoires.

En Occitanie, la mobilisation de l'ensemble des acteurs a permis l'attribution en 2022 de plus de 2 100 logements à des personnes issues de l'hébergement généraliste, sans abri ou en abri de fortune ainsi que la création, sur la durée du quinquennat, de plus de 3 300 places d'intermédiation locatives (IML) et de pensions familles portant le parc régional à plus de 8 000 places de logement adapté.

De manière à soutenir l'évolution structurelle du parc d'hébergement d'urgence, un travail a été parallèlement engagé dans chaque département de manière à assurer la déclinaison opérationnelle de trajectoires et consolider une véritable transformation des parcours et des pratiques d'accompagnement en partenariat avec les acteurs du secteur de l'Accueil – Hébergement – Insertion (AHI).

Malgré un doublement de la capacité du parc régional depuis 2017 et la pérennisation de 400 places d'hébergement d'urgence en moins de deux ans, la demande reste cependant élevée. Les nuitées hôtelières ont continué de progresser pour dépasser la barre des 3 000 places, soit près de 27% du parc régional qui compte une capacité moyenne de 11 254 places sur l'année 2022. La plupart de ces nuitées se concentrent dans les métropoles où le niveau de recours à l'hôtel - souvent incontournable pour répondre aux besoins de mise à l'abri des publics les plus vulnérables - constitue un sujet majeur de préoccupation, notamment en période hivernale. Cette année encore, des dispositifs exceptionnels ont été déployés, avec le soutien des collectivités, des bailleurs sociaux ainsi que des salariés et bénévoles des associations dans le cadre du dispositif grand froid et du plan d'urgence enfance à la rue.
Plusieurs événements majeurs ont également marqué la politique de l'hébergement d'urgence et du logement adapté au cours de l'année. Il s'agit tout d'abord du conflit ukrainien qui a conduit près de 10 000 personnes à solliciter – au plus haut de la crise – le soutien de la région l'Occitanie. Près de la moitié ont été prises en charge dans des dispositifs pilotés par l'État, par les collectivités territoriales ou chez des citoyens qui sont nombreux à avoir proposé un toit à ces familles déplacées.
L'année 2022 a également été marquée par une série de mesures visant à renforcer l'attractivité des métiers de l'accompagnement social et médico-social et à en améliorer les conditions d'exercice parmi lesquelles une revalorisation salariale des métiers de la filière socio-éducative des secteurs sanitaire, médico-social et social, avec compensation financière de l'Etat. Cette mesure, concernant notamment le secteur de l'AHI, a mobilisé de manière importante les services déconcentrés et leurs

opérateurs sur le 2d semestre 2022, avec un important travail de réajustement tarifaire des dispositifs autorisés et subventionnés.
Enfin, une concertation importante a été engagée au niveau national par la Dihal de manière à rénover la tarification des CHRS. Cette réforme, ambitionnant de construire un modèle plus juste, de simplifier le pilotage du parc et de donner davantage de marges aux gestionnaires dans l'emploi des financements alloués aura vocation à se poursuivre en 2023 et à prendre toute sa place dans le contexte du nouveau plan quinquennal du Logement d'abord et de la politique nationale de lutte contre le sans-abrisme, présentés en conseil des ministres le 1er février dernier.

1.1 Evolution de l'offre régionale d'hébergement et de logement adapté

1.1.1 Mieux accueillir, pour mieux orienter

Renforcer l'offre d'accompagnement et la rendre accessible

- **Favoriser l'expression des personnes accueilles et accompagnées**

Apparues dès 2010, les instances de participation des personnes accueillies et accompagnées ont été officiellement reconnues par décret du 26 octobre 2016 et déclinées dans chaque région. Véritable outil de démocratie participative, le Conseil Régional des Personnes Accueillies / Accompagnées (CRPA) d'Occitanie a fêté cette année ses 10 ans. Il se compose actuellement de 6 délégués et de 4 membres actifs qui se mobilisent bénévolement tout au long de l'année sur l'ensemble du territoire occitan afin de diffuser, promouvoir et rendre accessible la participation des personnes en situation de précarité auprès des instances consultatives locales et des établissements.
Au cours de l'année 2022, 4 plénières ont été organisées avec le soutien de la FAS et du cabinet CISAME autour des enjeux d'accès à la santé, d'accès au logement ou encore de la situation des femmes à la rue. Au terme de ces dernières, les observations des personnes concernées ont systématiquement été restituées aux services de l'Etat afin de faire évoluer les politiques publiques de lutte contre les exclusions et permettre à chacun d'exercer pleinement sa responsabilité citoyenne.

- **Structurer l'offre de domiciliation**

Souvent identifiée comme l'une des premières étapes de l'accès aux droits pour les personnes sans domicile stable, la domiciliation a fait - au cours de l'année 2022 - l'objet d'un investissement particulier des services déconcentrés en faveur d'une montée en puissance et en visibilité de l'offre.
La reconduction de moyens budgétaires dédiés a notamment permis de soutenir l'augmentation du nombre d'élections de domicile et de réduire de manière significative les délais d'attente pour les personnes concernées. Par ailleurs, la perspective prochaine de renouvellement de nombreux PDLAHPD - dont les schémas de domiciliation constituent une annexe obligatoire - a conduit la DREETS à proposer dès le 1er trimestre 2022 une démarche d'animation régionale en appui et soutien aux départements. Les groupes de travail réunis sur le sujet ont confirmé le réel besoin d'améliorer la connaissance de l'offre territoriale et de tendre à une meilleure harmonisation des pratiques. Afin d'accompagner cette réflexion stratégique et fournir aux départements les éléments de diagnostic indispensables à l'élaboration de leurs nouveaux schémas, une étude régionale sur la domiciliation a été lancée fin 2022. Elle sera complétée, en 2023, par la conduite de focus groupes et d'entretiens avec les personnes concernées, pour être en mesure de mieux adapter ce service à leurs besoins.

- **Favoriser l'accès de tous à l'information**

Les crédits issus de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté ont permis de soutenir le déploiement en Occitanie de nouveaux outils et services à destination des publics sans abri, dont le Soliguide. Cette plateforme numérique, accessible depuis n'importe quel poste informatique ou smartphone, offre une cartographie à jour des lieux et services utiles et accessibles aux personnes en situation de précarité et à leurs accompagnants. En 2022, le département de l'Hérault a été le 1er à déployer cet outil qui sera étendu en 2023 à deux nouveaux départements occitans. Sur proposition du CRPA, une cartographie régionale des accueils de jour a également été soutenue par le Commissaire à la lutte contre la pauvreté. Elle sera, avec les lieux de distribution alimentaire, les structures domiciliataires et les points conseils budget, prochainement accessible sur l'application.

Poursuivre l'accompagnement des Services intégrés d'accueil et d'orientation (SIAO), clé de voute du nouveau service public de la rue au logement

- **De nouvelles feuilles de route centrées autour de la coordination des parcours**

Le travail engagé avec les SIAO dans le cadre de l'instruction du 31 mars 2022 a permis d'engager une véritable transformation des processus d'orientation, des pratiques des acteurs ainsi que la rénovation de la gouvernance et des partenariats. Dans plusieurs départements, tels que l'Aude, le Gard ou encore les Pyrénées-Orientales, cette démarche a donné lieu à l'organisation d'ateliers associant autour des SIAO et des services déconcentrés de l'Etat, les services de l'ARS, des collectivités territoriales ainsi que les partenaires associatifs locaux de manière à co-construire de nouvelles feuilles de route centrées sur la notion de parcours et sur les besoins spécifiques des publics vulnérables, notamment en matière de soins.

- **Une dynamique de consolidation des SIAO qui se poursuit**

Comme en 2021, les moyens alloués aux SIAO ont été à nouveau renforcés en 2022 afin de soutenir leurs missions de coordination des acteurs. Dans le cadre du nouveau Contrat d'Engagement Jeunes en Rupture (CEJR), les effectifs des 13 SIAO d'Occitanie ont été complété à hauteur de 8.7 ETP (435 000 € en année pleine). Ce renfort va permettre d'investir de nouvelles fonction d'appui dans la recherche de solutions concrètes pour le public jeune et de garantir la capacité des SIAO à assurer le suivi des cohortes dans une logique de partenariat avec les chefs de file des consortiums. Pour mémoire, le CEJR vise en Occitanie l'accompagnement d'environ 2 300 jeunes sur 3 ans et leur soutien personnalisé, sur les volets de l'insertion professionnelle, de la mobilité et de l'accès au logement.

- **Améliorer la connaissance des publics et de leurs besoins**

Le développement de la veille sociale se poursuit également, avec un élargissement territorial des maraudes, un travail sur la professionnalisation des équipes et la coordination des partenariats dans une recherche de solutions adaptées aux situations les plus complexes. Ce travail pluridisciplinaire, qui s'inscrit sur le long terme, apporte de vraies réponses sur les territoires. Une réflexion régionale sur l'élargissement des observatoires de l'habitat à l'hébergement et à l'offre d'accompagnement des publics les plus défavorisés a par ailleurs été lancée fin 2022. Certains départements se sont d'ores et déjà engagés, notamment dans le cadre de l'élaboration de leurs nouveaux PDALHPD, dans cette voie indispensable à une meilleure territorialisation des besoins. Ces observatoires pourront par ailleurs utilement se nourrir des données issues du SI-SIAO dont la modernisation et la fiabilisation est en cours. Au niveau régional, un travail a enfin été engagé avec le Service Etudes-Statistiques-Evaluation (SESE) de la DREETS, de manière à extraire les indicateurs les plus utiles au pilotage de la politique régionale d'hébergement logement et en assurer une consultation facilitée aux services départementaux.

Soutenir l'humanisation des structures d'accueil

Le programme d'humanisation soutient la réhabilitation des structures d'hébergement ainsi que le niveau de qualité des centres d'hébergement, dans la perspective de garantir des conditions d'accueil et d'hébergement plus respectueuses des personnes. Au-delà de la transformation du bâti, il permet également de repenser les modalités de fonctionnement et le projet social des structures, en y associant les résidents dans une logique de décloisonnement des secteurs de l'hébergement et du logement.
Si la pandémie et son impact sur le secteur de la construction ont impacté de manière défavorable la programmation, une reprise a pu être constatée fin 2022 comme en témoignent les nouveaux projets soumis à la Commission régionale de validation (CRV) pilotée par la DREETS. Au titre de l'année 2022, 8 M€ ont été consacrés au niveau national à l'humanisation des structures d'accueil. En Occitanie, 5 établissements ont bénéficié de subventions à leurs travaux de rénovation, pour un montant total de 798 239 €. 115 logements sont concernés :

Département	Commune	Demandeur	Nbre de logements	Subvention
09	PAMIERS	ASS HERISSON BELLIOR	33	22 370 €
31	TOULOUSE	CITE CARITAS	45	163 369 €
46	CAHORS	LOT HABITAT	15	262 500 €
65	TARBES	ASS A. PEYRIGUERE	22	350 000 €

Enfin, le Conseil d'Administration de l'Anah a introduit par délibération du 15 juin 2022 la possibilité de financer des projets de travaux avec relocalisation partielle ou totale des places. Cette nouvelle disposition offre la possibilité de maintenir la capacité d'hébergement si la rénovation du bâti initial n'est pas socialement, techniquement ou économiquement pertinente ou qu'elle entraine une réduction du nombre de places, situation à laquelle sont fréquemment confrontées les gestionnaires d'établissements du secteur AHI. Cette décision devrait permettre de faciliter - dès 2023 - l'émergence de nouveaux projets en région.

1.1.2 Consolider l'offre d'hébergement et de réinsertion sociale

Déployer la stratégie régionale de transformation du parc

- **Accompagner les gestionnaires dans la mise en œuvre d'outils stratégiques de pilotage**

Dispositif majeur du secteur de l'AHI, les CHRS ont un rôle fondamental dans la politique du Logement d'abord au travers notamment de leur engagement dans la fluidité des parcours vers le logement. La qualité de la prise en charge des personnes concernées, l'adaptation de l'offre ainsi que la performance des organisations font aujourd'hui partie de leurs enjeux prioritaires.

Depuis plusieurs années, cette dynamique a été soutenue par la conclusion de contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) entre l'Etat et les organismes gestionnaires. A ce jour 10 CPOM ont été signés, dont 4 en 2022 (Aveyron, Ariège, Gard et Haute-Garonne). En raison du contexte sanitaire, et plus récemment des contraintes liées à la crise ukrainienne, le délai national de conclusion des CPOM a été repoussé de 2 ans, soit au 31/12/2024. Ces modifications donneront lieu à la publication d'un nouvel arrêté de programmation régionale.

- **Poursuite de la CHR-isation**

L'année 2022 a permis de poursuivre l'effort de transformation de places d'hébergement d'urgence subventionnées en places autorisées. 315 places d'urgence sont concernées, selon différentes modalités :

- 33 places ont été constituées par extension non importante, ne nécessitant pas de contractualisation. Elles concernent plusieurs établissements de l'Hérault et, dans une proportion moindre, de l'Aveyron ;
- 282 places ont été créées suite à la conclusion d'un CPOM, dont 84 issues d'extensions importantes dans des établissements du Gard et 198 par transformation stricto sensu d'un CHU en CHRS. S'agissant de cette dernière modalité, 151 places concernent un même établissement (Croix Rouge, Haute Garonne).

- **Résorption et encadrement du recours à l'hôtel**

De manière à agir sur les coûts unitaires et améliorer la qualité de l'accompagnement, en particulier pour les publics les plus vulnérables (femmes victimes de violences, grands marginaux, etc), des objectifs de transformation ont été fixés à chaque département dans le cadre de sa trajectoire.

En Haute-Garonne, 2 appels à projets ont notamment été programmés sur les années 2022 et 2023 de manière à créer 320 places d'hébergement d'urgence pérennes en substitution de nuitées hôtelières, pour personnes isolées en chambre single. Des publics actuellement pris en charge à l'hôtel pourront ainsi être accueillis au sein de véritables structures d'hébergement, aptes à mettre en place un accompagnement social adapté et ainsi accélérer leur parcours d'insertion.

Au regard de la persistance d'un niveau élevé de recours à l'hôtel, la stratégie régionale définie fin 2021 implique également de travailler sur la fluidité et la qualité de l'accompagnement à l'hôtel.

De manière à améliorer la connaissance des publics accueillis, des équipes mobiles pluridisciplinaires composées de travailleurs sociaux et de professionnels de santé ont été mises en place dans plusieurs départements, notamment dans le Gard et en Haute-Garonne. En lien étroit avec les SIAO, l'intervention de ces équipes permet de faciliter l'identification des droits des personnes accueillies et de procéder à des réorientations plus rapides vers le logement.

La passation de marchés publics de commande de nuitées permet également d'agir sur la qualité de la prise en charge via la formalisation de cahiers des charges fixant le niveau de prestations minimales exigibles. En cas de manquement ou de défaillance du co-contractant, des pénalités pourront être appliquées. Après un appel d'offre infructueux en 2021, la Haute-Garonne a renouvelé en 2022 la passation de deux marchés publics de commande et de gestion de nuitées hôtelières. Ces marchés, notifiés fin 2022, sont en vigueur depuis le 1er janvier 2023.

Développer les dispositifs d'aller-vers

- **Des tiers lieux pour favoriser l'accès à l'alimentation des personnes hébergées à l'hôtel**

Dans le cadre du plan de relance, plus de 1,7M€ ont été mobilisés en fonctionnement comme en investissement de manière à soutenir les parcours vers le logement et l'insertion des personnes vulnérables. 5 opérateurs ont été retenus dans les départements du Gard, de la Haute-Garonne et l'Hérault afin de faciliter les modalités de restauration des personnes hébergées à l'hôtel. La montée en charge de ces « tiers-lieux », adossés sur des accueils de jour ou mobiles, s'est faite progressivement à compter de la fin 2021 et tout au long de l'année 2022.
Conçus comme des lieux de sociabilité, ces espaces adaptés à un accueil tout public constituent une véritable « porte d'entrée » vers l'accompagnement social et favorisent le décloisonnement des secteurs de l'aide alimentaire, de l'hébergement, de l'accompagnement pour une meilleure prise en

compte des besoins des personnes en situation de précarité. La dimension participative a également été intégrée afin de favoriser l'implication des bénéficiaires.

- **Le CHRS hors les murs**

Répondant aux paradigmes du Logement d'abord, le CHRS hors les murs permet de développer un accompagnement global centré sur les besoins de la personne prenant en considération l'ensemble de ses dimensions, en débutant là où elle se trouve (rue, squat, hôtel…) et là où elle en est de son parcours. L'essaimage de ce dispositif d'accompagnement vers le logement, sans passer par l'hébergement, a été poursuivi tout au long de l'année 2022, notamment dans le cadre des travaux d'élaboration des CPOM (Hérault et Pyrénées-Orientales).

Accompagner l'effort national d'accueil des publics déplacés en provenance d'Ukraine

Depuis le début des conflits armés, 4 millions d'Ukrainien ont dû fuir leur pays et près de 200 000 d'entre eux ont été accueillis par la France. L'Occitanie a contribué de manière importante à cet effort humanitaire, accueillant encore fin 2022 près de 7 500 déplacés, bénéficiaires de la protection temporaire internationale (BPT).

- **Mobilisation de solutions d'hébergement ad hoc**

Face à l'urgence de la mise à mise à l'abri de ces ménages particulièrement vulnérables, majoritairement composés de femmes seules avec enfants, des moyens supplémentaires ont été mobilisés par l'Etat et les collectivités territoriales partenaires d'un même élan de solidarité nationale. La très forte mobilisation des opérateurs de l'Etat, des partenaires associatifs locaux ainsi que des citoyens dans l'accueil et l'accompagnement de ces publics est également à souligner.

Dès le 24 février, les services des DDETS-PP, sous l'autorité des préfets de départements, ainsi que la DREETS et la DREAL se sont mobilisés aux côtés du SGAR dans la gestion de cette crise, suivie conjointement au niveau national par la Dihal et la DGEF. Des dispositifs d'accueil de jour, de SAS / HUB ainsi des hébergements ad hoc ont été largement déployés à l'initiative des Préfets sur l'ensemble des départements occitans.

Au 31 décembre 2022, la capacité du parc régional dédié à ces publics s'établissait à 76 places d'accueil de jour, 210 places de SAS / HUB et 1 788 places d'hébergement, avec un taux d'occupation de 84 %.

- **Mise en œuvre d'un plan régional d'action pour le relogement des publics déplacés**

De manière à accélérer l'accès au logement des déplacés ukrainiens et faciliter leur insertion socio-professionnelle, une cible de captation de 660 logements a été fixée fin mai 2022 par la Dihal à la région Occitanie. Un important travail de recensement des potentialités d'offres de logements mobilisables, à court terme, a immédiatement été engagé sur chaque département, en partenariat étroit avec les collectivités locales et les bailleurs sociaux.
De manière à soutenir le travail de qualification et de fiabilisation de l'offre, un guide du relogement a été réalisé par les services de la DREAL et de la DREETS. Fin décembre 2022, l'Occitanie recensait près de 680 logements occupés avec une mobilisation particulièrement importante de certains territoires tels que l'Aveyron (69 logements), le Gard (85 logements), la Haute-Garonne (63 logements), l'Hérault (136 logements) et le Tarn (90 logements).

- **Assurer la solidarité nationale et intra régionale**

En sus de répondre aux besoins de mise à l'abri localement exprimés, l'Occitanie a aussi contribué au titre de la solidarité nationale au desserrement de publics déplacés en provenance d'ile de France (223 BPT) et de PACA (910 BPT). Le département des Hautes-Pyrénées - et plus particulièrement la ville touristique de Lourdes - a pris une place essentielle dans ce dispositif avec l'accueil de plus de 400 BPT.

Plusieurs opérations de desserrement ont également été mises en œuvre entre départements occitans, de manière à réorienter des ménages ukrainiens des secteurs les plus sollicités (Hérault, Haute-Garonne et Pyrénées-Orientales) vers des zones moins tendues (Gers, Lot, Lozère, Tarn et Tarn-et-Garonne).

1.1.3 Adapter l'offre d'accompagnement aux besoins des publics les plus vulnérables

Déployer les dispositifs à destination des femmes et des ménages avec enfants sans solution de logement

- **Maintien des capacités d'hébergement d'urgence pour les femmes en pré ou post-maternité**

En 2021, un appel à projet piloté par la DREETS avec le soutien des crédits de la stratégie pauvreté avait permis d'ouvrir, en complément de l'intervention des conseils départementaux, 100 places d'hébergement d'urgence réparties sur 11 départements à destination de femmes enceintes ou sortantes de maternité et de leurs accompagnants (conjoints et fratries). L'ouverture de ces places d'hébergement d'urgence répondait à plusieurs objectifs : une mise à l'abri sans délai, un accompagnement sanitaire et social si nécessaire ainsi qu'une passerelle vers le logement pérenne en fonction de chaque situation administrative et personnelle.

Ces capacités ont été maintenues tout au long de l'année 2022.

- **Renforcer l'offre de mise à l'abri et d'accompagnement des femmes victimes de violences (FVV)**

Afin de poursuivre l'effort national de lutte contre les violences conjugales, 78 places dédiées aux femmes victimes de violences (40 places d'hébergement d'urgence et 38 mesures ALT) ont été ouvertes en Occitanie en 2022 portant à 251 le nombre de places FVV créées depuis le Grenelle. Ces places permettent, grâce à un financement bonifié, d'apporter le soutien et l'accompagnement indispensables à l'accompagnement de ce public en grande vulnérabilité. A signaler plus particulièrement cette année dans les Pyrénées-Orientales, département particulièrement carencé, la création d'un centre sécurisé de 12 places d'hébergement d'urgence dédiées. En Ariège, le dispositif innovant de la Maison des Cîmes alliant une résidence sociale à destination de femmes avec enfants en situation de vulnérabilité et un espace de vie sociale à destination de tous les habitants d'un territoire rural a également pu être consolidé.

Le travail a été poursuivi avec le réseau des déléguées régionale et départementales aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) sur la caractérisation des besoins et les partenariats à constituer, au niveau local, en matière d'accompagnement des victimes.

Plusieurs départements se sont enfin mobilisés sur l'éviction des auteurs de violences : dans le Tarn et Garonne, le procureur de la république a notamment soutenu le développement expérimental de places d'HU dédiées, adossées à des mesures de placement et de suivi psycho-social.

- **Accompagner le développement d'une offre de logement adapté pour les familles avec enfant(s) sans abri**

Depuis une dizaine d'années, les dispositifs d'hébergement et de logement adapté doivent faire face à la diversification des publics accueillis. La part des familles avec enfants ne cesse de progresser, tandis que les dispositifs - conçus à l'origine pour accueillir principalement des hommes isolés - s'avèrent encore largement inadaptés.

De manière à faciliter un accès direct au logement, soutenu par un accompagnement social adapté aux besoins et difficultés des familles, une étude commanditée par la Plate-forme d'Observation Sociale (POS) Occitanie au Cabinet FORS a été restituée en juin 2022.

A partir de données collectées dans les départements du Gers, du Lot, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales, de bonnes pratiques ont pu être identifiées et une série de recommandations a été émise de manière à mieux identifier, soutenir et accompagner en région les familles sans abri dans leurs parcours d'insertion.

Poursuivre le développement d'une offre de prise en charge adaptée aux situations de vulnérabilité liées à la santé physique et mentale

Les enseignements de la crise sanitaire ont fait émerger de nouvelles perspectives en termes de prise en charge des populations les plus démunies. L'année 2022 a notamment permis de créer et renforcer en Occitanie des dispositifs « à l'interface du sanitaire et du social », tenant compte des parcours diversifiés des personnes, que ce soit dans le repérage, la prise en charge et jusqu'à la fin de l'accompagnement.

- **Une nouvelle offre de prise en charge des publics sans abri sur leurs lieux de vie et d'accueil**

Réunies les 27 et 28 septembre 2021, les assises de la santé mentale et de la psychiatrie se sont conclues par l'annonce d'un vaste plan d'urgence, doté de 30 mesures et d'un budget d'1,9 milliard d'euros répartis sur cinq ans. La mise en œuvre de la mesure n°9 visant à « faciliter la prise en charge psychologique des personnes en situation de précarité dans les centres d'hébergement et lieux d'accueil » a conduit l'ARS Occitanie à engager dès 2022 et en concertation étroite avec les services déconcentrés, le renforcement des Equipes Mobiles Psychiatrie Précarité (EMPP) présentes dans les 13 départements de la région. A horizon 2024, 36 psychologues supplémentaires interviendront ainsi dans les structures de premier accueil et d'hébergement, afin de garantir l'accès aux soins des publics sans domicile et réduire les risques de ruptures de parcours.

- **Des moyens supplémentaires pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé**

Sous l'impulsion du Ségur de la santé (mesure n°27) et de la Stratégie pauvreté, d'important moyens ont été déployés en 2022 afin de renforcer l'offre de lits haltes soins santé (LHSS) existante mais également développer de nouvelles modalités de réponse « d'aller-vers » par le biais de la création d'équipes mobiles santé précarité (EMSP) et ESSIP (Equipe Spécialisée de Soins Infirmiers Précarité). Au terme d'une procédure d'appel à projet pilotée par l'ARS Occitanie, 43

places de LHSS, 40 accompagnements ESSIP et 9 EMSP ont ainsi pu être soutenus sur la plupart des départements. On signalera notamment – parmi les bonnes pratiques - le projet d'EMSP lauréat en Tarn et Garonne, qui associe autour d'un opérateur du champ sanitaire, et en étroite coordination avec le SIAO, l'ensemble des partenaires de l'Accueil-hébergement-insertion (AHI) et du Dispositif national d'accueil des demandeurs d'asile (DNA) du département, ainsi que deux projets de LHSS exclusivement dédiés aux femmes sans abri (Haute-Garonne et Hérault).

- **Essaimage du dispositif « Un Chez Soi D'abord » (UCSD)**

Transposition française du « Housing First », le dispositif « Un chez soi d'abord » (UCSD) permet depuis 2018 aux personnes sans abri les plus fragiles souffrant de troubles psychiques et cumulant les plus grandes difficultés d'accéder directement à un logement ordinaire où elles sont accompagnées au quotidien par une équipe médico-sociale pluridisciplinaire. Fin 2022, le dispositif comptait 34 sites (3 670 places) dont 2 en Occitanie : Toulouse (150 places) et Montpellier (100 places). Malgré les difficultés importantes signalées sur la captation de logement et le recrutement du personnel, le modèle UCSD a vocation à être déployé dans la prochaine programmation notamment en zone rurale et ville moyenne, où de nombreux besoins sont exprimés, ainsi qu'à destination des jeunes.

Faciliter l'insertion par le logement des personnes réfugiées

- **Se mobiliser pour l'accueil des réinstallés**

La « réinstallation » consiste à accueillir, à la demande du Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations-Unies (HCR) et en relation étroite avec l'Organisation internationale des migrations (OIM), des personnes originaires de pays tiers qui ont dû fuir leur pays d'origine, pour qu'elles obtiennent une protection et des perspectives de vie meilleure en France.
Dans le cadre des engagements souscrits par l'Union européenne, la France s'est engagée en 2022 à accueillir 5 000 réfugiés réinstallés. En dépit d'une révision à la baisse de cet objectif, consécutive au conflit ukrainien, l'Occitanie a - grâce à son important réseau d'opérateurs (13) mobilisés sur la quasi-totalité des départements - pu maintenir un haut niveau d'accueil avec la prise en charge, au 31 décembre 2022, de 387 personnes. La mobilisation du logement et l'accompagnement des publics réinstallés pendant une durée de 12 mois incombent aux opérateurs associatifs qui sont financés par des crédits européens du Fonds « Asile, migration et intégration » (FAMI).

- **Construire des parcours d'accompagnement global aux réfugiés autour d'un guichet départemental unique**

Le programme d'accompagnement global et individualisé des réfugiés (AGIR), qui se déploie progressivement jusqu'en 2024 sur l'ensemble du territoire métropolitain, marque un engagement sans précédent de l'Etat pour accélérer l'autonomie des bénéficiaires de la protection internationale (BPI) par l'accès au logement et à l'emploi. Il consiste en un guichet unique départemental de l'intégration des réfugiés visant à assurer à ces derniers un parcours d'intégration sans rupture.
Un accompagnement global, d'une durée maximum de 24 mois, permet de faciliter l'accès aux droits (droit au séjour, prestations sociales et familiales, accès à la santé, notamment mentale, soutien à la parentalité, accès à un compte bancaire, échange de permis de conduire, ...), d'être accompagné vers le logement adapté à sa situation personnelle et familiale, vers l'emploi et la formation.

AGIR a été déployé fin 2022 sur trois départements occitans (Gers, Pyrénées-Orientales, Gard) et

sera étendu en 2023 à 5 nouveaux territoires. Il a vocation à se substituer à tous les dispositifs locaux antérieurs visant le même objet.

- **Mieux évaluer la qualité de l'accueil et de l'accompagnement dans les dispositifs d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés**

Depuis 2015, la France fait face à un afflux migratoire croissant avec un doublement du nombre de demandes d'asile. Face à cette situation, une refonte globale de la politique migratoire française est devenue indispensable impliquant au premier rang une adaptation physique de l'offre d'accueil, déclinée localement dans le cadre de schémas régionaux d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés (SRADAR).
En Occitanie, la capacité du parc régional d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés atteignait à la date du 31 décembre 2022 une capacité totale de 8 003 places réparties entre plusieurs dispositifs (centres d'accueil des demandeurs d'asile, hébergement d'urgence des demandeurs d'asile, programme régional d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile et centres d'accueil et d'examen des situations). Par ailleurs et dans une perspective d'amélioration des conditions d'accompagnement et d'insertion des publics réfugiés les plus vulnérables, l'offre en centre provisoire d'hébergement (CPH) s'est développée, atteignant une capacité de 620 places.
Dans ce contexte, la question de la qualité d'accueil des publics migrants et de l'adaptation du parc à la prise en charge des besoins spécifiques est aujourd'hui au cœur des enjeux de manière à garantir une réelle prise en considération de leurs vulnérabilisés et garantir la fluidité des parcours.
L'élaboration d'un référentiel commun d'évaluation de la qualité de la prise en charge et de l'accompagnement a été engagée fin 2022 sous le pilotage de la Mission Régionale d'Inspection Contrôle Evaluation (MRIICE) de la DREETS. Dans le respect des textes et instructions en vigueur, cette démarche vise à définir des axes régionaux d'amélioration de la qualité de prise en charge des publics migrants, entendue dans son acception la plus élargie (participation des usagers, projet et parcours, santé mentale, gestion des événements indésirables graves et bientraitance, partenariats et la continuité des parcours, etc.). Par une meilleure approche des risques, elle vise également à proposer des pistes concrètes d'amélioration et à définir des objectifs communs pour l'élaboration des contractualisations pluriannuelles à venir sur le champ des étrangers, grâce à l'émergence d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs partagés.

1.2 Le Logement d'abord

1.2.1 Bilan de la programmation quinquennale 2018-2022

La stratégie du Logement d'abord et son plan quinquennal qui s'est clôturé fin 2022 constitue une politique prioritaire du gouvernement destinée à favoriser l'accès au logement des publics les plus vulnérables.
Pendant 5 ans, le plan a permis à l'ensemble des acteurs de la chaîne de l'hébergement et du logement de travailler de manière simultanée sur les questions de production de logements abordables et adaptés, de repérage, d'orientation et d'accompagnement des personnes sans domicile dans un objectif de prévention des ruptures.
Le baromètre « offrir un logement aux sans-abri », permettant de suivre cette réforme, est basé sur 4 indicateurs répartis en 2 blocs :

Bloc fluidité *(= attributions de logement)*	**Bloc création de places** *(= logement adapté)*
Indicateur 1 : Attributions de logements sociaux en faveur des ménages hébergés dans l'hébergement généraliste	Indicateur 3 : Créations de nouvelles places d'intermédiation locative (IML)
Indicateur 2 : Attributions de logements sociaux en faveur des ménages "sans abri ou en habitat de fortune"	Indicateur 4 : Créations de nouvelles places de pensions de famille/résidences accueil (PF/RA)

Bloc fluidité

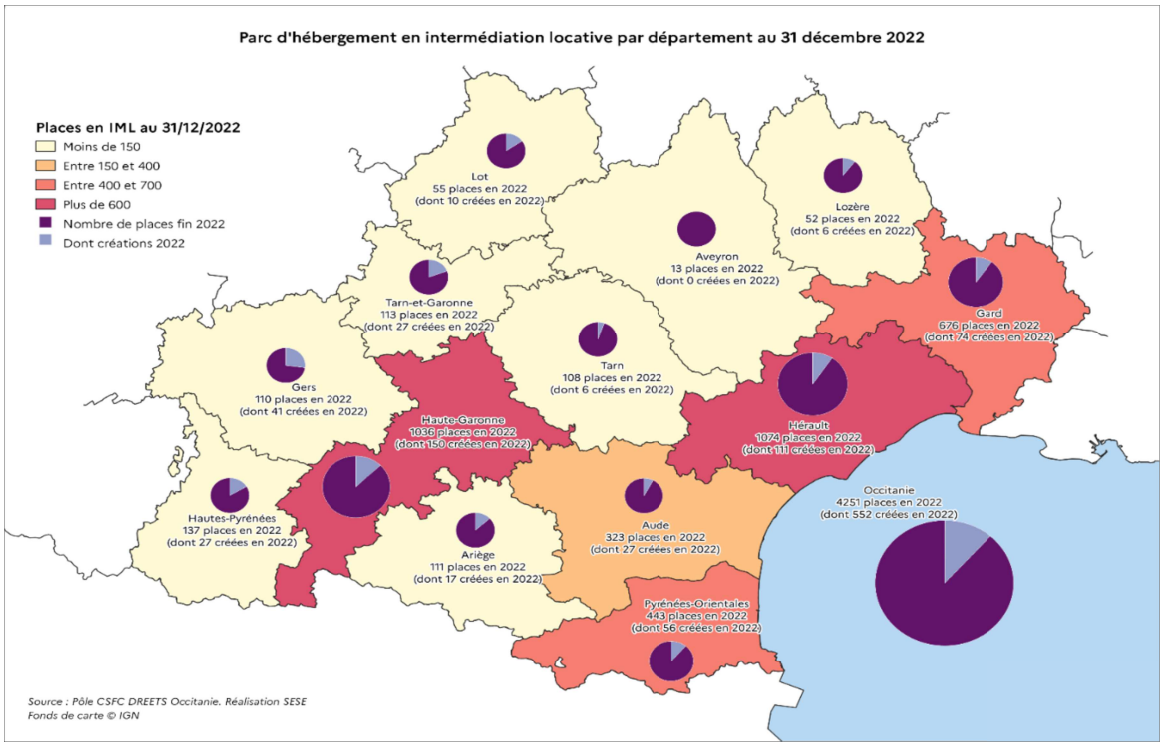
Les objectifs « fluidité » sont définis annuellement par la Dihal. En 2022, ils représentaient pour l'Occitanie l'attribution de 1 500 logements sociaux en faveur des ménages hébergés dans l'hébergement généraliste et de 740 en faveur des ménages sans abris ou en habitat de fortune.

Au 31 décembre 2022, ces objectifs sont atteints à hauteur de :

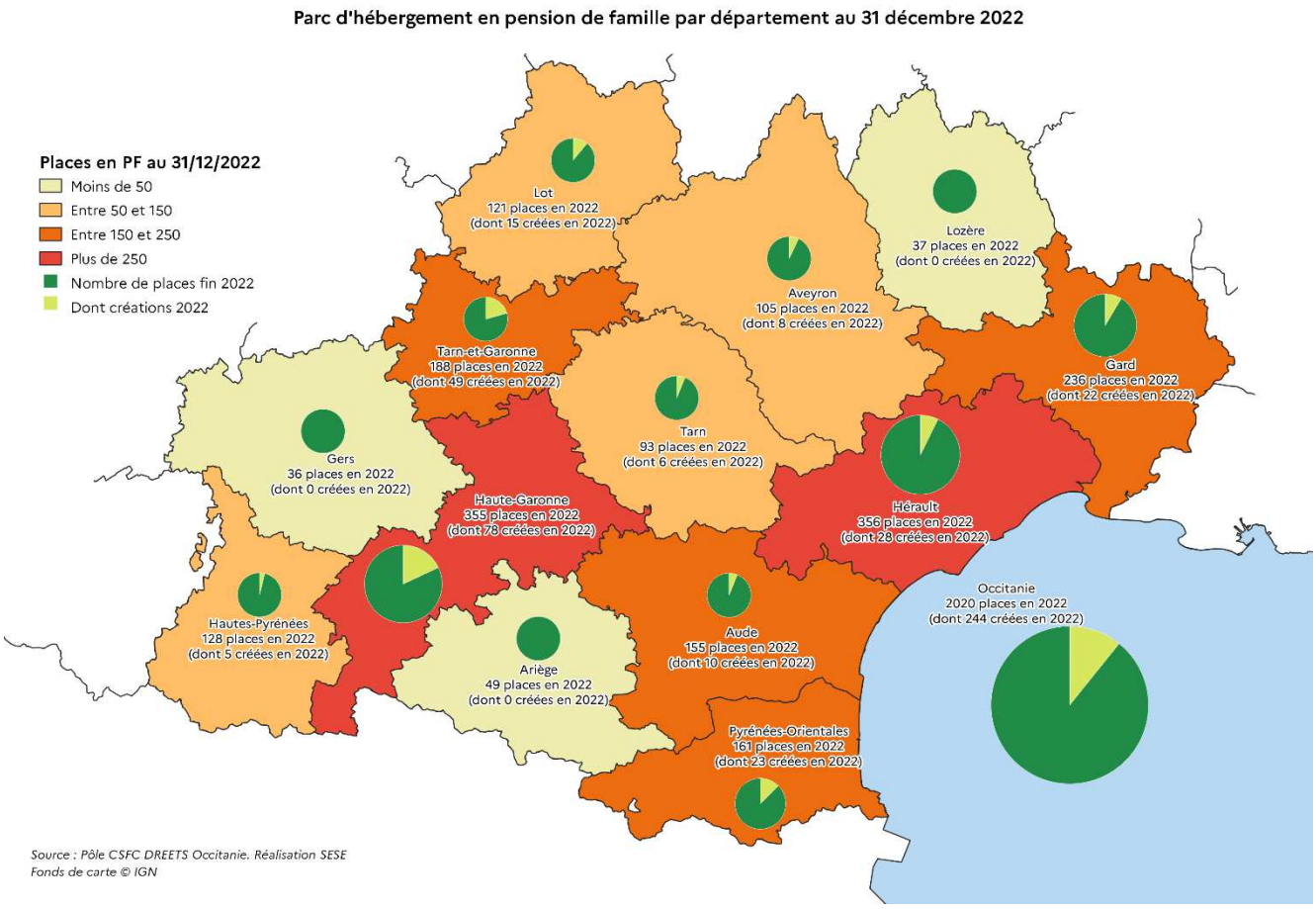
- 94 % de l'objectif annuel pour les ménages hébergés dans l'hébergement généraliste (1 403 attributions) pour une moyenne nationale de 93%
- 99 % de l'objectif annuel pour les ménages sans abri – en abri de fortune (734 attributions) pour une moyenne nationale de 99.5 %

Bloc création de places

En matière d'intermédiation locative, la région a dépassé son objectif quinquennal (2 426 places) avec la création de 2 789 places depuis 2018, soit un résultat de 115 % (moyenne nationale : 93 %). La location / sous-location reste toutefois le modèle largement majoritaire, avec un mandat de gestion qui peine à se développer (7.5 % des places).



S'agissant des pensions de familles, un retard est observé par rapport aux objectifs initiaux (550 places produites pour un objectif de 607, soit un taux de réalisation de 60 % pour une moyenne nationale de 72%). Le contexte sanitaire a eu pour effet de ralentir un certain nombre de travaux (dépôt des dossiers, examen administratif des permis, lancement des chantiers). Par ailleurs, la pénurie de matières premières et l'augmentation du coût de l'énergie ont contribué à bouleverser de nombreuses programmations.
Un rattrapage a cependant pu être constaté sur l'année 2022 avec la livraison de 244 nouvelles places (44% des places livrées sur le quinquennat) et la présentation en Commission régionale de validation (CRV) de nouveaux projets.



1.2.2 Favoriser les transitions vers le logement autonome

Accompagner Vers et Dans le Logement (AVDL)

Visant initialement à financer des actions d'accompagnement et de maintien dans le logement des ménages reconnus prioritaires DALO, le Fonds National d'Accompagnement Vers et Dans le Logement (FNAVDL) a été intégralement refondu en 2020 et élargi aux ménages en grande difficulté (personnes à la rue et en centres d'hébergement, victimes de violences conjugales, jeunes sortants de l'ASE…) susceptibles d'éprouver des difficultés similaires. Les actions financées s'inscrivent dans le cadre de partenariats renforcés entre opérateurs de l'AHI et bailleurs. Au niveau

régional, le pilotage du FNAVDL (3.27 M€) est assuré par la DREAL en étroite concertation avec la DREETS, Habitat Social en Occitanie et Action Logement.
Les premiers conventionnements, établis suite à l'appel à projet lancé en 2020, ont été prolongés en 2022. Un bilan des résultats obtenus en 2021 a été dressé au printemps de manière à déterminer les enjeux identifiés, par rapport aux objectifs fixés, ainsi que les opportunités ou difficultés rencontrées dans une démarche d'amélioration continue. Mobilisées à titre expérimental en Haute-Garonne sur les publics hébergés à l'hôtel depuis novembre 2020, ces mesures AVDL ont permis l'accompagnement de 293 ménages (soit 649 personnes) dont 95 ont été effectivement relogés (soit 196 personnes).
Sur cette base, un nouvel appel à projet a été lancé par la DREAL fin 2022, avec une date limite de retour des candidatures fixée au 26 février 2023.

Soutenir la professionnalisation des opérateurs dans le domaine de la gestion locative sociale

Le mandat de gestion reste peu développé en Occitanie, en raison du faible nombre d'opérateurs labellisés pour la gestion locative sociale (ILGLS) et de la sous-représentation des agences immobilières à vocation sociale (AIVS). Le sujet porté par la DREAL et la DREETS depuis plusieurs années évolue cependant favorablement et plusieurs initiatives ont pu voir le jour en 2022, s'appuyant notamment sur des partenariats renforcés avec les collectivités locales (Haute-Garonne avec la Métropole de Toulouse, Gers).
Outre le développement d'une offre professionnelle apte à soutenir le portage du mandat de gestion, une réflexion régionale a également été engagée autour de la mise en place d'un référentiel tarifaire de l'intermédiation locative (RT-IML). Ce sujet, qui devait faire en 2022 l'objet de groupes de travail pilotés par la DREETS, a été suspendu du fait de l'actualité (crise ukrainienne et Ségur). Il sera cependant repris en 2023 de manière à évaluer la meilleure manière d'inciter les opérateurs à développer l'IML en mandat de gestion notamment sur les territoires non tendus.

1.2.3 Soutenir le maintien dans le logement

Renforcement de la prévention des expulsions locatives

De manière à renforcer le dispositif de prévention des expulsions locatives et lui redonner tout son sens, des équipes mobiles de prévention des expulsions locatives (EMOPEX) ont été déployées depuis la fin de l'année 2021 sur 26 départements en France dont l'Hérault et la Haute-Garonne. Ces équipes pluridisciplinaires interviennent, dans une dynamique d'aller vers et de remobilisation des locataires des parcs privés et publics, en amont du déclenchement de la procédure judiciaire.

Portée dans le cadre de la politique nationale du Logement d'abord avec le soutien financier de la stratégie pauvreté, cette expérimentation qui donne des résultats satisfaisants – notamment en termes de coûts publics et sociaux évités - a vocation à être poursuivie.

Expérimentation du dispositif de soutien budgétaire « Aide-budget »

Depuis 2019, les points conseil budget (PCB) offrent aux ménages rencontrant des difficultés financières des services gratuits, universels et inconditionnels allant d'un simple conseil à un accompagnement renforcé. En 2022, l'Etat a poursuivi son soutien financier aux 48 PCB d'Occitanie à hauteur de 15 000 € an / PCB et a renouvelé 21 labels arrivés à échéance.

Suite aux recommandations de la mission parlementaire en matière de prévention du surendettement et de développement du microcrédit, le dispositif expérimental « aide budget » a également été déployé en 2022 sur les 6 PCB labellisés du département de l'Hérault. Ce dispositif vise à faciliter la détection précoce des difficultés financières rencontrées par certains publics, en mobilisant de manière transversale différentes catégories d'acteurs (établissements bancaires, fournisseurs d'énergie et bailleurs sociaux) et en s'appuyant de manière forte sur l'expertise du réseau labellisé de PCB.

1.2.4 Développer l'offre de logements de transition

Investir de nouveaux outils pour faciliter l'accès des jeunes au logement

- **Un nouveau dispositif d'accompagnement global pour les jeunes en rupture**

En cohérence avec la stratégie gouvernementale du Logement d'abord, un appel à projet contrat d'engagement jeune (CEJ) « jeunes en rupture » a été lancé le 30 avril 2022. Conçu dans une démarche d'aller vers et reposant sur la construction d'un projet personnalisé, adapté aux besoins et au projet de chaque jeune, ce nouveau dispositif d'accompagnement global qui a vocation à se poursuivre en 2023 et 2024 s'appuie sur la mobilisation d'un triptyque insertion professionnelle, mobilité et logement.
L'enveloppe mobilisable en Occitanie a été portée à 7 423 364 € grâce à la mobilisation de crédits Stratégie pauvreté, dont 1 121 345 € affectés au financement d'un accompagnement adapté vers une solution de logement ou d'hébergement transitoire vers un logement pérenne (17 projets concernés). Pour une approche transverse et globale, la majorité des porteurs de projets ont fait le choix de se constituer en consortium.

- **Poursuivre le développement d'une offre de transition à destination des jeunes actifs**

Au 31 décembre 2022, le parc régional de résidences sociales hors pensions de famille comptait 5 605 places, dont 226 ont ouvert au cours de l'année. 467 logements jeunes ont été financés, soit 97% des financements PLAI accordés au titre des résidences sociales en Occitanie en 2022.
Deux départements ont par ailleurs lancé des appels à projets pour la création de Foyers Jeunes Travailleurs :

- Pyrénées-Orientales : création d'un établissement de 130 places (AAP - janvier 2022)
- Tarn et Garonne : création d'un établissement de 90 places (AAP – décembre 2022)

Cette dynamique, s'inscrivant dans le cadre de l'Acte II du Logement d'Abord et de la feuille de route nationale relançant le développement de l'offre en résidences sociales, semble bien engagée. En effet et sur la base d'une enquête conduite en septembre 2022 auprès des 13 départements, une capacité de création de 667 places supplémentaires de résidence sociale a d'ores et déjà pu être identifiée sur l'année 2023 dont près de 80% à destination de jeunes travailleurs. La Lozère devrait notamment créer son 1er FJT.
De nombreuses initiatives sont par ailleurs venues soutenir le développement d'une offre de transition à destination des jeunes en situation de précarité tels que le déploiement de places d'IML dédiées aux Jeunes en Rupture, (Hérault) ou le déploiement de places de CHRS insertion dédiées aux jeunes de moins de 25 ans en situation de précarité, en lien avec les orientations du PDLAHPD et la stratégie départementale de lutte contre la pauvreté (Aveyron).

- **Renforcer les partenariats pour prévenir les ruptures de parcours à la majorité**

Dans le cadre des Conventions d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi (CALPAE), l'Etat s'est engagé auprès de plusieurs Conseils départementaux de manière à favoriser l'accès au logement des jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance (ASE).
En Haute-Garonne, 10 places de « résidence habitat jeune » ont été créées dans le courant de l'année 2022. Ce dispositif, cofinancé à part égale par l'Etat et la Caisse d'Allocations familiales, assure à ses bénéficiaires - signataires d'un contrat « jeune majeur » - la mise à disposition d'un logement autonome et un suivi éducatif renforcé au quotidien. L'expérimentation de sous-location, lancée en 2020 auprès de jeunes sortants de l'ASE, a également été reconduite en 2022 et de nouvelles modalités d'accompagnement ont développées afin de favoriser leur émancipation. 20 jeunes bénéficient actuellement du dispositif.

Dans le Lot, des partenariats ont été noués avec de nombreux acteurs, notamment les FJT, deux bailleurs sociaux et des « résidences autonomie » de manière à s'assurer qu'aucun jeune ne sorte de l'ASE sans logement stable.
Enfin dans les Pyrénées-Orientales, 18 jeunes ont pu bénéficier de formes d'accompagnement innovantes autour du « savoir habiter » et d'un suivi individualisé sur des aspects variés comme la santé ou la gestion du budget. Des logements, individuels ou en colocation, leur ont également été proposés.

Réévaluation des moyens dédiés aux résidences sociales

Les modalités de mise en œuvre de la compensation financière des employeurs par l'Etat ont conduit à une revalorisation du forfait journalier des pensions de famille et résidences accueil. Depuis le 1er avril 2022, le forfait est porté à de 18 à 19,5 € par jour et par place.
A l'issue d'une enquête nationale lancée fin 2021 visant à mettre à jour les besoins des résidences sociales généralistes, FTM et FJT, un montant complémentaire de 214 051 € a également été alloué à la région Occitanie à compter de 2022 de manière à réévaluer l'enveloppe dédiée à l'aide à la gestion locative sociale (AGLS) et la porter au niveau réactualisé des besoins.
Destinée à soutenir le financement de l'accueil, la médiation et la liaison avec les résidents sur site, cette aide est répartie selon un barème national, en fonction de la capacité des structures.

1.3 Le soutien financier du BOP 177

1.3.1 La programmation initiale 2022

Le montant des crédits notifiés en début d'année par la Dihal s'élève à 146 316 070 € en autorisation d'engagement (AE) et à 146 809 137 € en crédits de paiement (CP) au regard d'un report de crédits 2021 sur 2022 à hauteur de 493 068 €.

Il est composé de trois volets :

- **101 870 868 € correspondant aux crédits du socle régional hors CHRS ajusté** dont 214 051 € fléchés pour la revalorisation de l'aide à la gestion locative sociale (AGLS) ;
- **41 794 638 € correspondant à une part de la DRL-CHRS 2022** (DRL 2021 à laquelle s'ajoutent le montant lié à l'actualisation de la masse salariale et les crédits liés aux transformations de places d'hébergement d'urgence en places CHRS prévues en cours d'année) ;
- **2 650 565 € dédiés au financement de mesures spécifiques reconduites en 2022** (équipes et chargés de mission prévention des expulsions, hébergement des grands

marginaux, tiers-lieux alimentaires et mise en œuvre accélérée du logement d'abord sur les territoires de Toulouse Métropole et de Montpellier Méditerranée Métropole).

Au-delà de cette programmation initiale, des crédits complémentaires ont été délégués pour un montant total de 46 744 541 €. Une distinction peut être opérée entre les crédits venant abonder la dotation socle et les crédits fléchés relatifs à des dispositifs ou de projets particuliers comme suit :

- **Sut les crédits relevant du socle : 19 320 817 €**
  - 10 455 703 € au titre du solde de la DRL 2022 hors revalorisation Ségur,
  - 682 275 € pour la revalorisation à compter du 1er avril 2022 des places en pension de famille ouvertes au 31 décembre 2021,
  - 1 531 204 € pour financer les nouvelles places en pension de famille et en intermédiation locative ouvertes en 2022,
  - 310 000 € pour l'ouverture de 48 nouvelles places pour femmes victimes de violences,
  - 1 965 368 € au titre des compléments apportés à la DRL-CHRS dans le cadre de la revalorisation Ségur,
  - 4 376 267 € pour les revalorisations salariales Ségur dans le secteur subventionné.

- **Crédits relevant du volet hors socle : 27 423 724 €**
  - 2 676 000 € pour la résorption des bidonvilles,
  - 134 983 € au titre de l'ingénierie,
  - 14 380 € dédiés aux fédérations locales des centres sociaux.
  - 5 580 649 € pour le logement des personnes déplacées d'Ukraine,
  - 719 122 € pour l'accompagnement des réfugiés,
  - 1 184 757 € pour la mise en œuvre des Contrats Engagement Jeunes- jeunes en rupture (CEJ-JR) dont 253 750 € pour soutenir les SIAO et 931 000 € sur le volet logement,
  - 8 000 000 € au titre de la dotation complémentaire notifiée par la DIHAL à l'issue du dialogue de mi gestion,
  - 50 000 € pour la mise en œuvre accélérée du logement d'abord (Nîmes Métropole),
  - 20 556 € pour les permanents syndicaux des CHRS,
  - 43 277 € au titre du Fonds national d'aide aux impayés,
  - 9 000 000 € au titre de la dotation de fin de gestion allouée par la DIHAL à l'issue du dialogue de gestion de novembre 2022.

Après les reprises de crédits effectuées par le RPROG en fin d'année (50% des CP délégués au titre du volet logement des CEJ-JR et une part des crédits dédiés au logement des déplacés ukrainiens après l'actualisation de la prévision de dépense 2022), **le budget 2022 du BOP 177 s'établit à 181 577 420 € en AE et à 181 604 984 € en CP.**

1.3.2 Exécution des crédits au 31 décembre 2022

Au 31 décembre 2022, des montants de 181 540 151,27 € et 180 893 250,96 € ont été respectivement engagés et payés. **Ils correspondent à des taux de consommation de 99,97% en AE et de 99,60% en CP.**

Les crédits disponibles sont ainsi de 37 268,73 € en AE et de 711 733,04 € en CP dont 34 677,36 € en AE et 706 080,36 en CP sur l'UO31.

Un report de crédits à hauteur de 671 403 € a été sollicité auprès de la DIHAL.

Une comparaison avec l'exécution au 31 décembre 2021 met en évidence un écart de 12,2 M€ (AE).

Cette augmentation significative du budget 2022 s'explique principalement par les mesures de revalorisations salariales du secteur de l'AHI décidées dans le cadre du Ségur (6,3 M€) et les moyens exceptionnels alloués pour le logement des personnes déplacées d'Ukraine (4,48 M€). L'obtention de crédits supplémentaires pour la résorption des bidonvilles (1,1 €), majoritairement en faveur du département de l'Hérault, peut également être soulignée.

L'année 2022 a été marquée par la mise en place d'une nouvelle nomenclature budgétaire, plus détaillée (actions de résorption des bidonvilles ou de prévention des expulsions locatives, hébergement des femmes victimes de violences ou sortant de maternité bien identifiées par exemple) qui traduit aussi la volonté de la DIHAL de mettre l'accent sur l'accompagnement des ménages (création de lignes budgétaires spécifiques pour l'hôtel et les CHRS) en vue d'un accès au logement issue de la stratégie hébergement logement définie dans l'instruction de la ministre du Logement du 26 mai 2021 relative au pilotage du parc d'hébergement et au lancement d'une campagne de programmation pluriannuelle de l'offre pour la mise en œuvre du Logement.

La mise en place de cette politique se concrétise également sur le plan budgétaire.

En effet, il est constaté une progression des dépenses de 2,55 M€ sur le poste dédié à l'accompagnement hors CHRS auxquelles s'ajoutent 1,3 M€ pour l'accompagnement des ménages à l'hôtel et concomitamment, une diminution importante des dépenses liées à l'hébergement hors CHRS (-12 M€) dont -1,77 M€ pour l'hôtel même s'il demeure à un niveau encore élevé.

Enfin, l'augmentation des dépenses de veille sociale (2,24 M€) est à souligner.

BOP 77 - CREDITS CONSOMMES AU 31/12/22 PAR ACTION ET PAR UNITE OPERATIONNELLE

UO	Total UB2 - Prévention des droits	Total UB3 - Veille sociale	Total UB4 - HU	Total UB5 - CHRS	Total UB6 - Logement adapté	Total UB7 - Conduite et animation Politique AHI	Ukraine	Exécution AE
UO ARIE	- €	705 884 €	1 079 400 €	1 443 835 €	884 918 €	- €	50 146 €	4 164 183 €
UO AUDE	4 129 €	1 504 634 €	3 121 080 €	2 212 749 €	2 000 635 €	0 €	456 188 €	9 299 415 €
UO AVEY	10 334 €	387 598 €	329 632 €	1 400 896 €	1 017 873 €	0 €	466 931 €	3 613 264 €
UO GARD	169 577 €	2 368 510 €	7 721 248 €	3 793 972 €	3 085 128 €	57 010 €	408 671 €	17 604 116 €
UO HGAR	865 302 €	2 779 001 €	42 347 610 €	13 832 595 €	7 586 294 €	20 556 €	642 371 €	68 073 728 €
UO GERS	45 000 €	365 667 €	817 729 €	693 990 €	924 988 €	0 €	122 075 €	2 969 449 €
UO HERA	2 609 241 €	3 516 077 €	15 073 079 €	10 289 978 €	8 708 182 €	0 €	538 720 €	40 735 276 €
UO LOT	0 €	506 451 €	389 939 €	1 591 311 €	1 237 908 €	0 €	248 168 €	3 973 777 €
UO LOZE	0 €	719 968	369 551	513 953 €	532 378	5 000 €	133 970	2 274 820 €
UO HPYR	32 600	516 730	2 069 057	1 497 621 €	1 320 774	0 €	221 170 €	5 657 952 €
UO PORI	5 500 €	959 711 €	3 212 737 €	3 908 892 €	2 699 586 €	0 €	327 902 €	11 114 328 €
UO TARN	0 €	708 914	972 445	1 360 712 €	1 435 224	0 €	640 524	5 117 819 €
UO TGAR	45 000 €	1 200 046 €	1 888 682 €	1 308 063 €	1 276 623	0 €	220 899 €	5 939 312 €
UO - OCCITANIE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 002 712 €	0 €	1 002 712 €
Total régional	**3 786 683 €**	**16 239 191 €**	**79 392 187 €**	**43 848 568 €**	**32 710 511 €**	**1 085 278 €**	**4 477 735 €**	**181 540 151 €**

1.3.3 Le financement de mesures spécifiques

Le Ségur

Le 18 février 2022, une conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social réunissant le gouvernement et les représentants des conseils départementaux, a permis de présenter une série de mesures destinées à renforcer l'attractivité de ce secteur confronté à une dégradation de ses conditions de travail, notamment depuis la crise sanitaire, et exposé à de fortes tensions de recrutement.

Ce rendez-vous social, s'inscrivant dans la continuité des mesures déjà portées par le Gouvernement dans le champ sanitaire, a entériné une revalorisation de 183 euros nets par mois aux professionnels de la filière socio-éducative, par équité avec les personnels soignants. Cette revalorisation, applicable à compter du mois d'avril 2022, s'adresse à tous les salariés intervenant auprès des publics du champ de l'AHI (sans abri, en hébergement ou fréquentant des accueils de jour) mais aussi auprès des personnes handicapées, des personnes âgées et d'autres publics en situation de vulnérabilité (protection judiciaire de la jeunesse, aide sociale à l'enfance, protection juridique des majeurs).

Pour en bénéficier, la fonction doit être exercée à titre principal et l'accompagnement correspondre, a minima, à 50% du temps de travail effectif. Pour les salariés à temps partiel, l'aide est proratisée.

Afin de recueillir les besoins, une enquête a été ouverte sur le site « Démarches simplifiées » dès le début de l'été de manière à permettre aux associations gestionnaires financées sur le BOP 177 de déclarer leurs effectifs éligibles. Un contrôle de cohérence a été effectué par les services de l'Etat en département et en région, puis transmis à la Dihal pour validation. Une première délégation de crédits est intervenue en septembre pour les CHRS, puis dans le courant du dernier trimestre pour les autres dispositifs et les établissements présentant des demandes complémentaires.

Tous dispositifs relevant du BOP 177 ont été concernés par ce recensement à l'exception des pensions de famille, bénéficiant d'un relèvement de leur forfait passant de 18 à 19.5 € par place et par jour, ainsi que les mesures d'intermédiation locative, dont le plafond a été réévalué à 2 375 € par mesure contre 2 200 € antérieurement.

Les personnels exerçant au sein d'autres dispositifs co-financés par les collectivités territoriales, tels que les FJT, ont également pu bénéficier de cette revalorisation.

En Occitanie, le montant de la revalorisation pour l'année 2022 du BOP 177 au titre du Ségur de la Santé s'établit à 6 564 713 € et concerne 1 733 ETP.

Dispositif	Montant	Dispositif	Montant
Accompagnement GDV	43 167 €	AAVA	16 366 €
Accompagnement bidonvilles	66 292 €	ALT1	157 098 €
Prévention des expulsions	45 024 €	IML	355 033 €
Accueil de jour / nuit	509 906 €	Territoires AMI LDA	64 355 €
Equipe mobile	189 145 €	ACT "Un chez-soi d'abord"	22 532 €
SAO	236 929 €	Accompagnement Réfugiés	93 726 €
Héb. hors CHRS	1 728 956 €	Autre Accompagnement social	119 506 €
Accompagnement hôtel	72 086 €	Résidence sociale (hors RS-FJT, hors PF-RA)	117 510 €
Tiers lieux alimentaires hôtel	3 953 €	FJT	528 596 €
Projets "Grands marginaux"	27 197 €	FTM	11 266 €
CHRS	1 929 040 €	AVDL	227 030 €
Total région 2022			**6 564 713 €**

Ce coût de cette mesure est évalué à 8 822 744 € en année pleine.

Ces efforts auprès des professionnels du travail social seront prolongés en 2023 par la poursuite des travaux de modernisation et d'harmonisation du cadre conventionnel de la branche du secteur

sanitaire et social (BASS) ainsi que la mise en œuvre d'un vaste plan quadriennal de formation en santé mentale des travailleurs sociaux.

Les crédits Stratégie Pauvreté

Dans le cadre du plan de lutte contre la pauvreté, des crédits spécifiques ont permis de reconduire en 2022 le financement des équipes et chargés de mission prévention des expulsions, les dispositifs d'hébergement dédiés aux grands marginaux, les tiers-lieux alimentaires ainsi que les places pour femmes sortantes de maternité.

Des crédits non reconductibles (CNR), accordés aux CHRS depuis 2019 dans le cadre de la DRL ont également été reconduits dans les mêmes proportions que l'année précédente, à savoir 695 877 €. Ces crédits ont notamment été consacrés :

- au soutien d'établissements rencontrant des difficultés de fonctionnement structurelles, notamment dans les zones rurales ;
- à l'évolution du modèle CHRS, en développant le « hors les murs » et les démarches innovantes,
- au soutien d'établissements prenant en charge des publics présentant des besoins d'accompagnement spécifiques, notamment les femmes victimes de violences.

L'accès au logement des déplacés ukrainiens

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'instruction du 22 mars 2022 relative à l'accès à l'hébergement et au logement des personnes déplacées d'Ukraine bénéficiaires de la protection temporaire, le BOP 177 a vocation à prendre en charge les dépenses suivantes :

- Les dépenses d'intermédiation locative pour des logements en location / sous location et les contributions exceptionnelles à des paiements de loyer,
- Les dépenses d'accompagnement social des personnes logées en hébergement gratuit ou dans le cadre d'un hébergement citoyen,
- Les dépenses d'ingénierie des opérateurs départementaux

En Occitanie le montant total des dépenses exécutées sur cette action au titre du BOP 177 s'établit à 4 477 735 €.

BOP 177 – UKRAINE
CREDITS CONSOMMES AU 31/12/22 PAR ACTION ET PAR UNITE OPERATIONNELLE

UO	Exécution (en AE)			Total UKR
	0177-01-06-12-70	0177-01-06-12-71	0177-01-08-14-70	
	Ukraine IML	Ukraine Accomp. social en HC-HG	Ukraine Ingénierie	
ARIEGE	50 146 €	0 €	0 €	**50 146 €**
AUDE	62 582 €	304 885 €	88 721 €	**456 188 €**
AVEYRON	284 104 €	175 355 €	7 472 €	**466 931 €**
GARD	193 506 €	70 200 €	144 965 €	**408 671 €**
HAUTE-GARONNE	244 631 €	365 550 €	32 190 €	**642 371 €**
GERS	56 925 €	54 950 €	10 200 €	**122 075 €**

HERAULT	147 193 €	270 075 €	121 452 €	**538 720 €**
LOT	193 018 €	55 150 €	0 €	**248 168 €**
LOZERE	80 960 €	15 510 €	37 500 €	**133 970 €**
HAUTES PYRENNES	112 038 €	109 132 €	0 €	**221 170 €**
PYRENNEES ORIENTALES	248 953 €	20 203 €	58 746 €	**327 902 €**
TARN	92 379 €	428 781 €	119 364 €	**640 524 €**
TARN-ET-GARONNE	41 563 €	83 322 €	96 014 €	**220 899 €**
Total BOP	**1 807 998 €**	**1 953 113 €**	**716 624 €**	**4 477 735 €**

Il convient de préciser que le BOP 177 ne prend pas en charge les dépenses liées aux accueils, celles d'hébergement de plus ou moins courte durée (SAS/HUB/Hébergement ad hoc) ni les frais de transport à des fins de desserrement. Ces dépenses sont financées par le BOP 303.
Le montant total des dépenses exécutées sur cette action au titre du BOP 303 en région s'établissant à 24 224 653 €, le montant total de l'engament de la région Occitanie en faveur de l'hébergement et du logement des déplacés Ukrainiens s'établit ainsi à 28 702 388 € au titre de l'exercice 2022.

2. Parc public

2.1 Contexte général

L'offre locative sociale dans la région Occitanie s'élève à 318 185 logements au 1er janvier 2022, soit 7 430 de plus que l'année précédente et une progression de 2,4 % sur un an.

L'Occitanie se place cette année largement en tête des régions pour la progression de son parc, bien au-dessus de la moyenne de France métropolitaine (+1,1 %).

Le dynamisme des acteurs locaux pour développer l'offre locative sociale s'inscrit dans un contexte de forte croissance démographique (+0,7 % en moyenne annuelle entre 2014 et 2019 contre +0,4 % en France métropolitaine), générant de nouveaux besoins chaque année.

La progression annuelle observée cette année, un peu supérieure à celle de l'année dernière, reste cependant en deçà de celle observée entre 2015 et 2019.

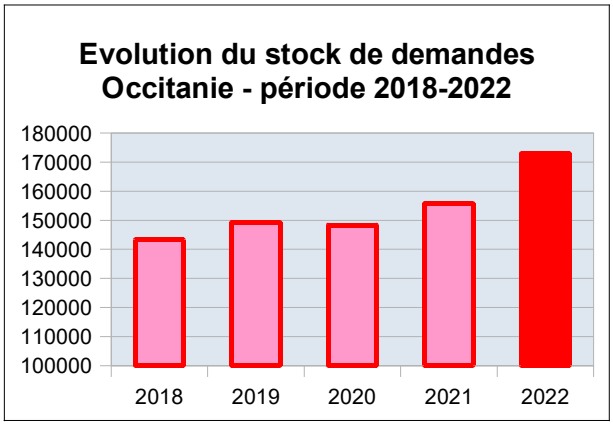
Et, malgré ces efforts soutenus depuis plusieurs années, l'Occitanie peine à rattraper son retard en offre locative sociale : le parc social représente, au 1er janvier 2022, 11,5 % des résidences principales contre 17,4 % au niveau national.

Fin 2022, plus de 121 500 ménages étaient en attente d'un logement social en Occitanie (hors demandes de mutation), soit 13% de plus qu'en 2021.

On note également une diminution du nombre d'attributions (24 840 attributions hors mutations), soit 2,7% de moins qu'en 2021.

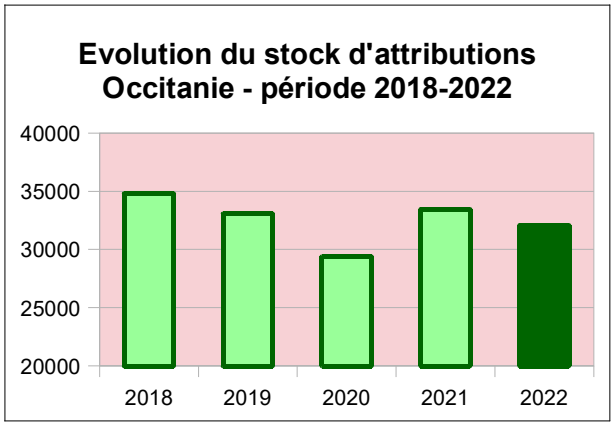
172 885

Demandes actives en occitanie au 31/12/2022 dont **51 307** demandes de mutation (demandeurs déjà locataires HLM), soit **29,7 %**



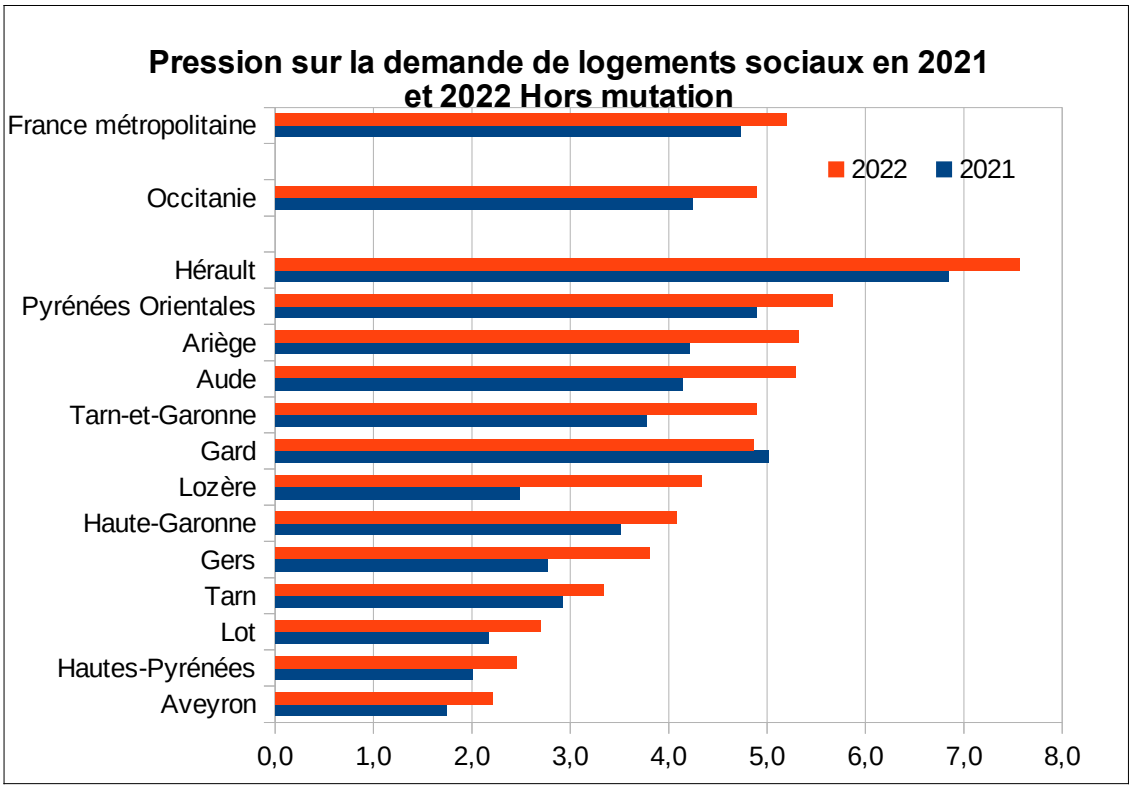
32 062

Demandes satisfaites en Occitanie en 2022 dont **7 222** à des demandeurs déjà locataires HLM, soit **22,5 %**

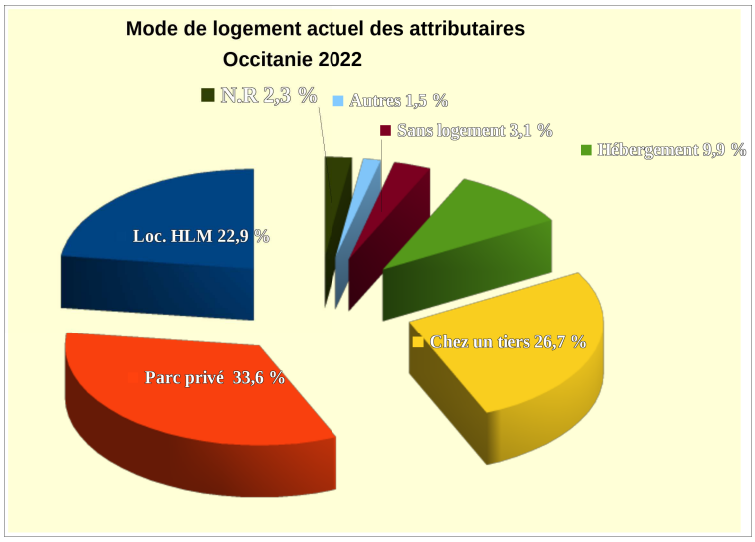


Aussi, la pression de la demande (le rapport entre les demandes et les attributions de logements) en Occitanie comme France métropolitaine connaît une augmentation importante entre 2021 et 2022. La pression de la demande atteint 4,9 en 2022 en Occitanie, alors qu'elle était de 4,2 en 2021. Cette pression est cependant moins importante qu'au niveau de la France métropolitaine où on observe plus de 5 demande pour 1 attribution.

Au sein de l'Occitanie, la pression est particulièrement élevée dans l'Hérault avec près de 8 demandes pour 1'attribution et une augmentation de 0,7 points. Il est à noter que 4 départements, habituellement peu contraints, connaissent une forte augmentation de la pression : l'Ariège, l'Aude, la Lozère et le Tarn-et-Garonne.



A noter, 38% des ménages attributaires de logements sociaux ont des revenus par unité de consommation compris entre 500 et 999 €. La majorité des demandes portent sur des T2 et T3.



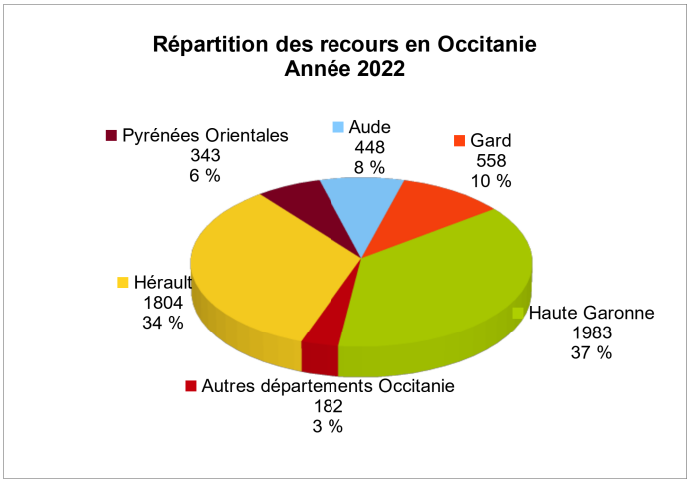
- La majorité des demandeurs fin 2022 étaient logés dans le parc privé (39,3%) ou étaient déjà locataires HLM (29,7%)

- Les logements attribués en 2022 l'ont été majoritairement à des ménages logés dans le parc privé (33,6%) ou à des ménages déjà locataires HLM (23%)

Focus sur le DALO

Le droit au logement ou hébergement opposable a été institué par la loi du 5 mars 2007. Cette loi permet aux personnes mal logées, ou ayant attendu en vain un logement social pendant un délai anormalement long, ou en attente d'un hébergement adapté à sa situation, de faire valoir leur droit à un logement décent (ou à un hébergement selon les cas) si elles ne peuvent l'obtenir par leurs propres moyens. L'État est garant de ce droit et doit faire reloger (ou héberger) les personnes reconnues prioritaires.

En 2022 comme en 2021, l'Occitanie est la 4e région totalisant le plus de recours DALO/DAHO, après l'Île-de-France, PACA et AURA. 5 318 recours ont été déposés en Occitanie en 2022, ce qui représente 5 % du total national (111 709 recours). Ce chiffre est en légère augmentation par rapport à 2021 (+ 1 %). 2 départements demeurent très tendus : l'Hérault et la Haute-Garonne avec respectivement 1 804 et 1983 recours déposés.



En 2022, 2 départements totalisent 71% des dépôts de dossiers régionaux : la Haute-Garonne (1 983 recours) et l'Hérault (1 804 recours déposés).

3 départements représentent 25 % des recours : l'Aude, le Gard et les Pyrénées Orientales.

Les logements financés en 2022

La programmation initiale de la production de logements sociaux a été validée en CRHH le 9 mars 2022.

Le Ministère de la Transition écologique avait préalablement notifié les **objectifs** suivants : 4 863 PLAI, 6 085 PLUS, 2 393 PLS, soit **un total de 13 341 logements.**

En CRHH, au vu des perspectives de production des territoires, les **objectifs** suivants ont été **validés** : 4072 PLAI, 6057 PLUS et 2428 PLS, soit **12 557 logements locatifs sociaux**,

Au final, **10 530 logements ont été agréés en 2022** (3 353 PLAI, 4 510 PLUS et 2 667 PLS), soit 79 % de l'objectif notifié.

Pour mémoire, les aides à la pierre 2022 ont été ventilées au niveau régional en tenant compte des critères suivants :

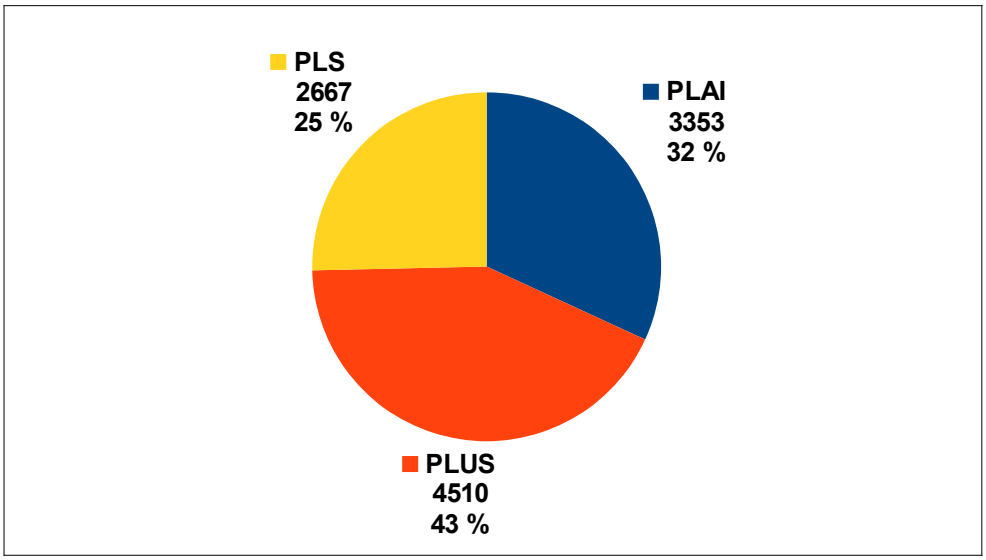
- respect du montant moyen de subvention régional de 7 850 €,
- PLUS et PALULOS à 0 € ;
- montant forfaitaire différencié par classes de tension en logement social
- 3 bonus identifiés (communes SRU, acquisition / amélioration et PLAI structures).

2.2 Bilan quantitatif : une nette reprise de la production globale

Bilan global de la production de logements PLAI PLUS PLS

Au total, 10 530 logements locatifs sociaux ont été financés en 2022 en Occitanie (cf annexe 1).

10 530 logements agréés



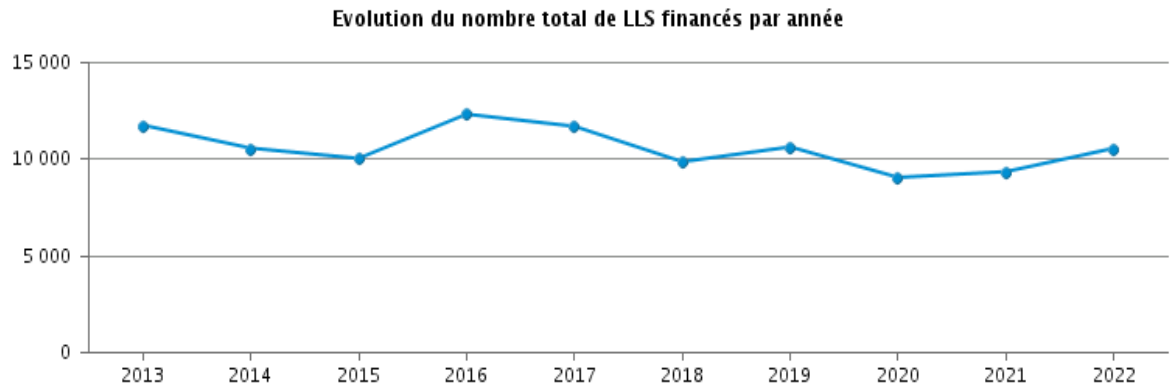
De plus, **1 324 logements ont été financés par l'ANRU en Occitanie** en 2022, soit une augmentation de 67 % par rapport à 2021 (793 logements).

Au total, **11 854 logements locatifs sociaux ont été financés soit par le FNAP soit par l'ANRU en 2022.**

Pour le FNAP, on constate une **nette reprise de la production en 2022 : plus 10 % par rapport à 2021** (9 578 logements agréés en 2021).

Cependant, globalement depuis 2016, on observe un ralentissement de la dynamique de production.

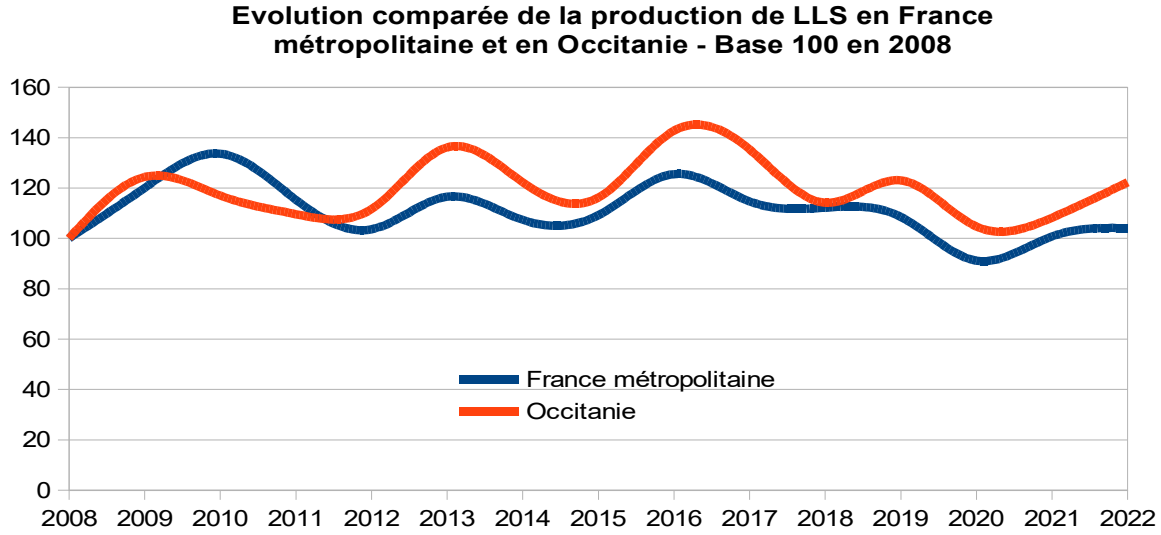
.



Au niveau national, la production est stable : 95 679 logements locatifs sociaux ont été financés en France métropolitaine en 2022, soit une hausse de 1 % par rapport à 2021.

De plus, 10 433 logements ont été financés par l'ANRU, soit le double par rapport à 2021 (5232 logements). Aussi, au total, 106 112 logements ont été agréés sur l'ensemble du territoire national.

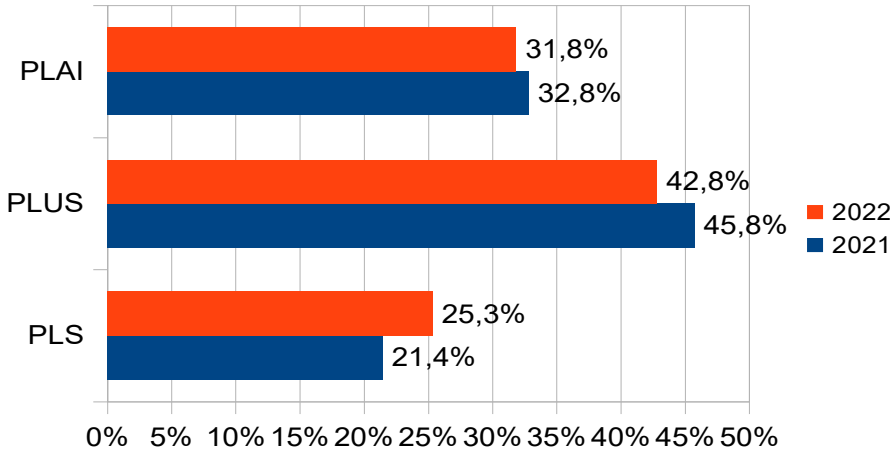
À titre d'illustration, le graphique ci-dessous fait apparaître l'évolution comparée de la production de logements sociaux de droit commun en France métropolitaine et en Occitanie.



L'Occitanie demeure la troisième région en France en termes de production (après l'Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes).

Le bilan global est en hausse, mais on note des évolutions différentes en fonction des types de produits :

- PLAI : 3353 logements, soit + 7 % par rapport à 2021 (3134 logements)
- PLUS : 4510 logements, soit + 2 % par rapport à 2021 (4406 logements)
- PLS : 2667 logements, soit + 30 % par rapport à 2021 (2038 logements)



En région, la part des PLAI et des PLUS est en baisse, alors que la part des PLS est en hausse. De même, au niveau national, la part des PLS est en forte hausse, atteignant 28 %.

L'augmentation des agréments en offre nouvelle observée entre 2021 et 2022 a en majorité été portée par la production de PLS.

Zoom sur la production de logements PLAI

Le montant moyen de subvention régional a été de 8 249 € en 2022.

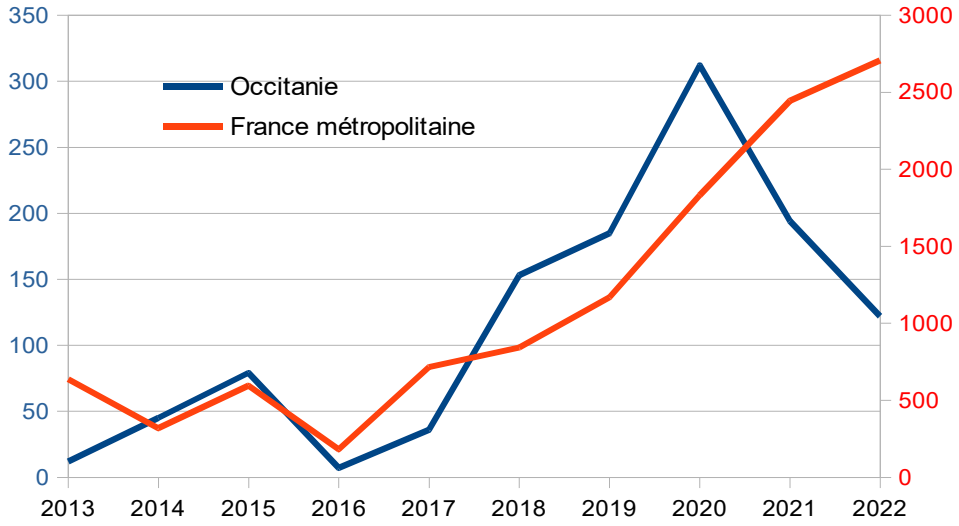
Le montant moyen de subvention des logements ordinaires a été de 7 950 €, soit très proche du montant moyen de subvention notifié (7 850 €). Tandis que le montant moyen de subvention en logements en structures s'est élevé à 9 194 €.

Le montant moyen de subvention varie de 5 514 € (DDT Aveyron) à 10 211 € (Sicoval).

Zoom sur la production de logements PLAI adapté

Les PLAI adaptés financent des logements très sociaux, garantissant un loyer et des charges maîtrisés, à destination de ménages cumulant des difficultés financières et sociales, avec un accompagnement de type gestion locative renforcée.

Le complément de subvention associé au PLAI adapté améliore l'équilibre financier de l'opération compte tenu des contreparties sociales exigées.



En Occitanie, 122 PLAI adaptés ont été financés en 2022, soit une baisse de 40 % par rapport à 2021 (206 PLAI adaptés agréés).

Au niveau national, a contrario, la production s'accélère : 2 707 logements agréés, soit + 50 % par rapport à 2020.

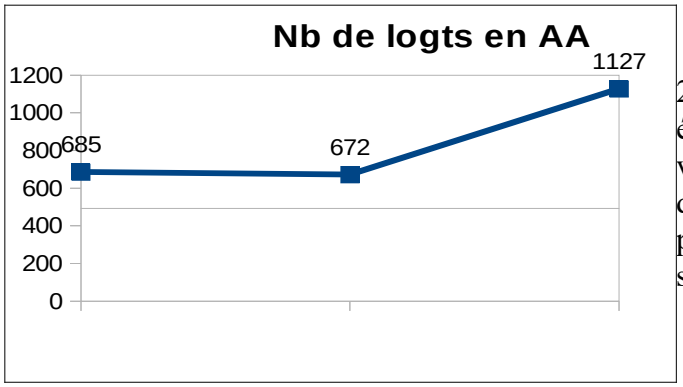
La part des PLAI adaptés par rapport aux PLAI classiques est d'à peine 4 % en Occitanie, alors que l'objectif attendu est de 10 %. Au niveau national, cette part atteint près de 9 %.

À noter, la part des PLAI adaptés en logements ordinaires est particulièrement faible : seuls 45 logements ont été agréés en 2022 sur l'ensemble de la région.

Zoom sur la production de logements en acquisition/amélioration

On observe une forte progression de la production de logements en acquisition / amélioration, qui représentent 11 % de la production en 2022, alors qu'ils ne représentaient que 7 % de la production en 2021.

Au total, en 2022, 1127 logements en acquisition/amélioration ont été produits, soit 67 % de plus qu'en 2021 (672 logements). L'objectif fixé par le FNAP, 1184 logements, a ainsi été quasi atteint. À noter, 56 % des logements produits à Nîmes Métropole sont en acquisition / amélioration, ce taux atteint même 85 % en Lozère. En valeur absolue, c'est Toulouse Métropole qui compte le plus de logements en acquisition/amélioration (376 logements).

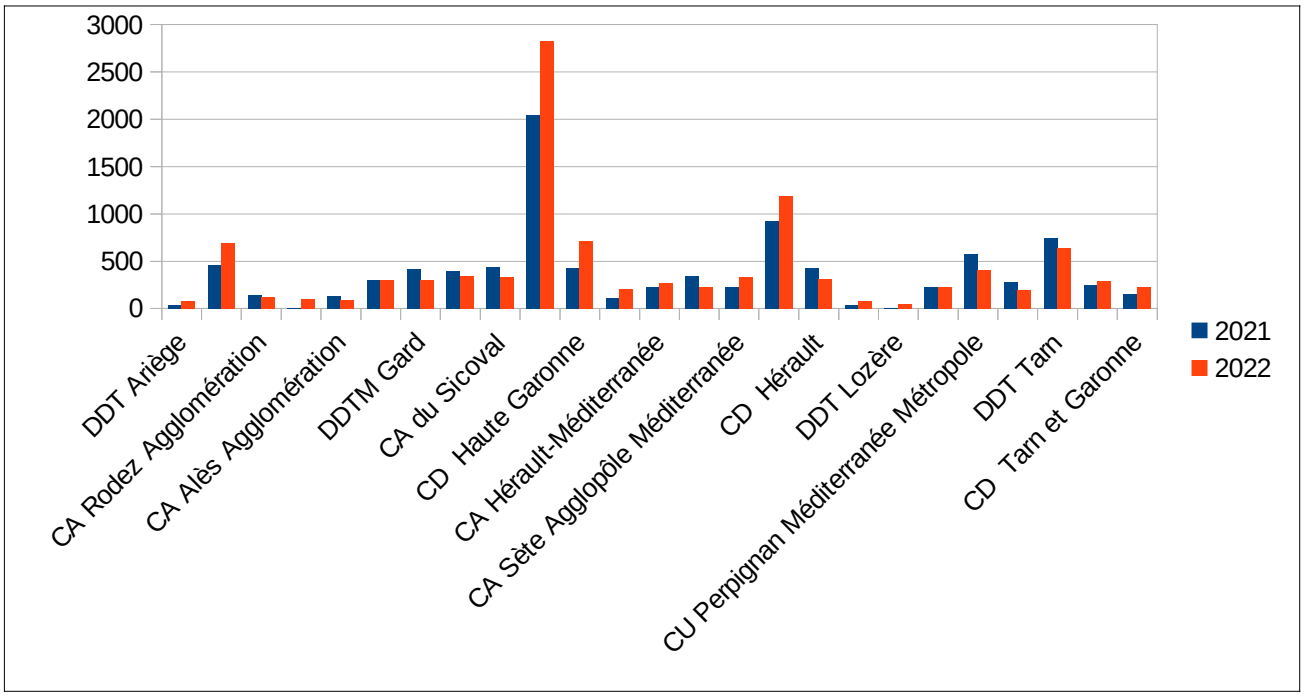


210 logements en acquisition/amélioration ont été produits en communes « Action cœur de ville » et 136 en communes « Petites villes de demain », soit respectivement 17 % et 10 % de part de production en acquisition/amélioration sur ces territoires.

2.3 Bilan territorialisé

Un bilan contrasté par territoire

En 2022, comme les années précédentes, le bilan est contrasté d'un territoire à l'autre (cf annexes 1 et 2).



Entre 2021 et 2022, sur les 25 territoires de gestion que compte la région :

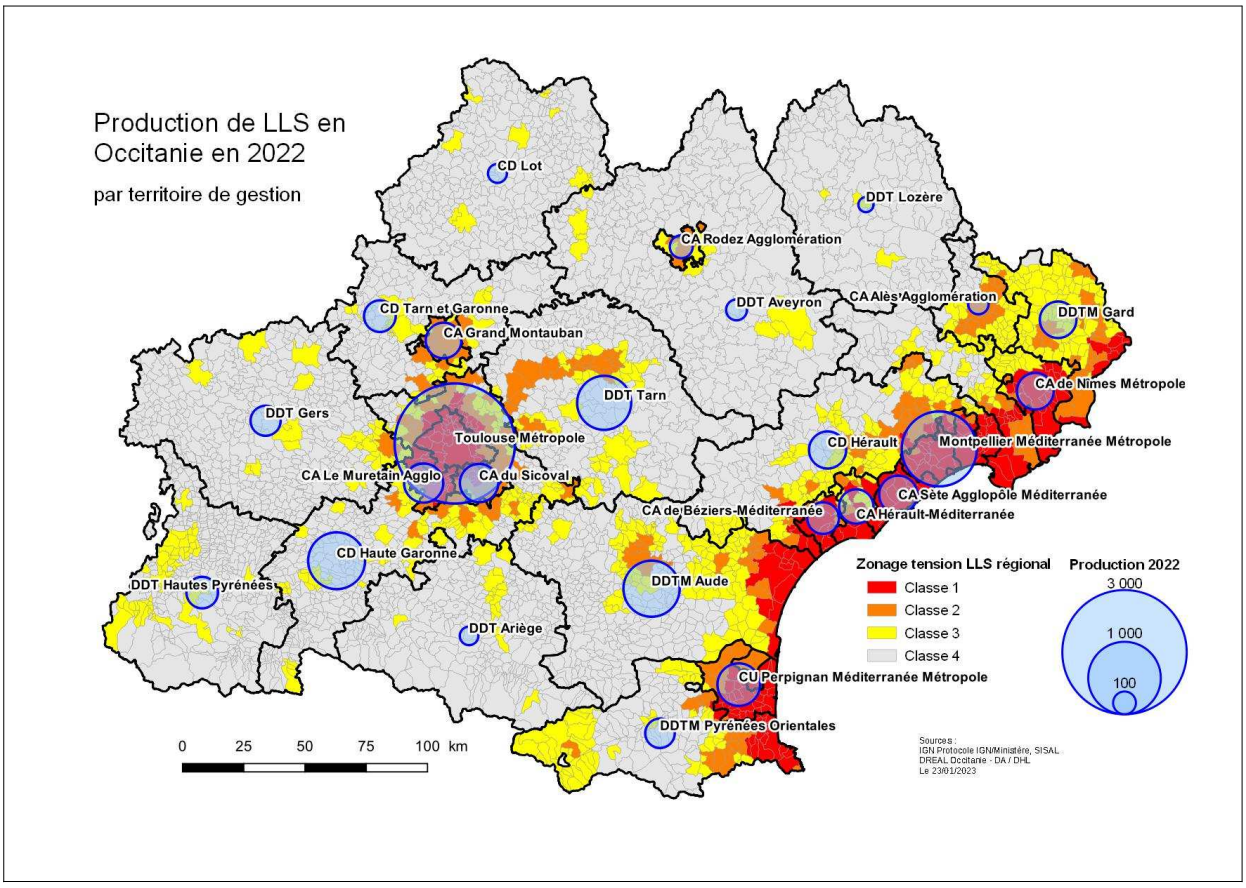
- 13 voient leur production augmenter (DDT de l'Aveyron, DDT de Lozère, DDT de l'Ariège, Conseil départemental du Lot, DDT du Gers, Conseil départemental de Haute-Garonne, Conseil départemental de Tarn-et-Garonne, DDTM de l'Aude, Sète Agglopôle Méditerranée, Toulouse Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole, Grand Montauban, Hérault Méditerranée).

- 10 voient leur production diminuer (Alès Agglomération, Béziers Méditerranée, Perpignan Méditerranée Métropole, DDTM des Pyrénées-Orientales, DDTM du Gard, Conseil départemental de l'Hérault, SICOVAL, Rodez Agglo, Le Muretain Agglo, DDT du Tarn).

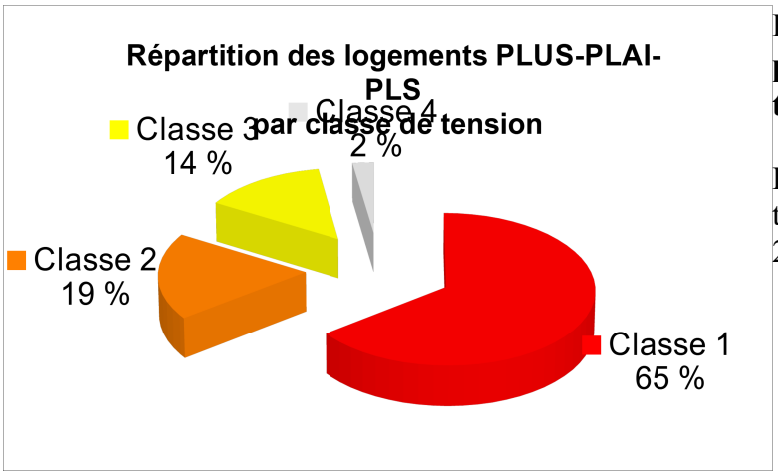
- 2 territoires sont stables ou quasi stables (Nîmes Métropole, DDT des Hautes-Pyrénées)

Haute-Garonne et Hérault concentrent 62 % de la production régionale (respectivement 40 % et 22 %). Ces 2 départements voient leur production augmenter entre 2021 et 2022 : +27 % en Haute-Garonne (4209 logements) et +8 % dans l'Hérault (2327 logements). Cette augmentation est encore plus sensible dans les 2 métropoles régionales : +38 % pour Toulouse Métropole (2824 logements) et +29 % pour Montpellier Méditerranée Métropole (1190 logements).
A contrario, plusieurs départements voient leur production diminuer : Pyrénées-Orientales (-29% ; 605 logements), Gard (- 19 % ; 699 logements).

La carte ci-dessous illustre la production par territoire de gestion.



La part de la production en zone très tendue continue à diminue

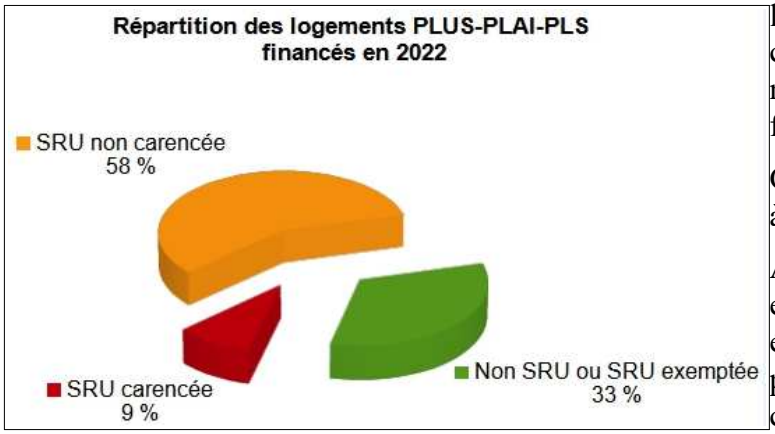


En 2022, seulement 65% de la production s'effectue en zone très tendue (classe de tension 1).

La part de production en zone très tendue continue de diminuer (78 % en 2019 / 71 % en 2020 / 66 % en 2021).

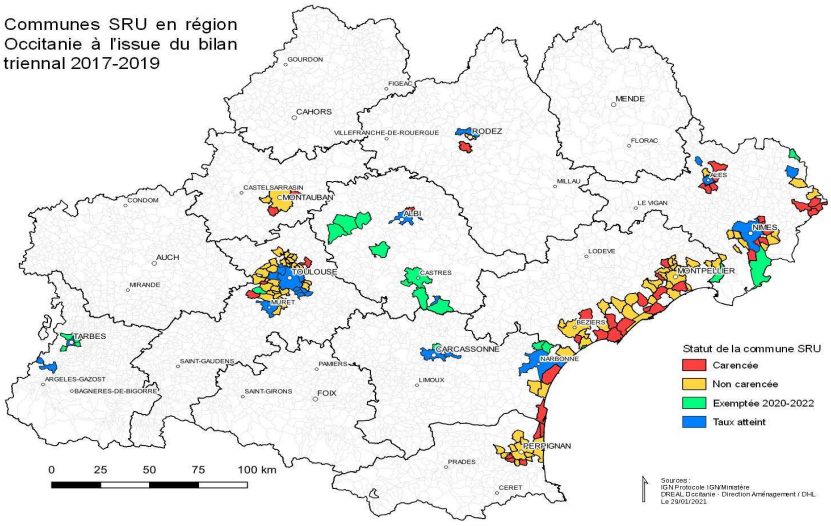
Bilan de la production sur les communes SRU

En 2022, 7063 logements locatifs sociaux ont été financés dans les communes concernées par l'article L302-5 du code de la construction et de l'habitat (SRU) et non exemptées, soit 67 % des financements en région.



Cette part est en diminution par rapport à 2021 (70%).

À l'issue du bilan triennal 2017-2019, en Occitanie, auquel 129 communes étaient soumises, 64 communes n'ont pas atteint leurs objectifs et 41 communes ont été carencées.



2.4 Bilan qualitatif

La part des T1/T2 dans la production en hausse constante

Tous logements confondus, en 2022, 51 % des logements financés sont des T1/T2, ce qui permet de mieux répondre aux besoins. Parmi les logements ordinaires, 41 % des logements sont des T1/T2. Cette part est stable par rapport à 2021.

Le développement des pensions de famille

Le développement des pensions de famille, dans le cadre du plan logement d'abord, se poursuit : 131 logements en pensions de famille ont été financés en 2022, soit 63 % de l'objectif fixé par le FNAP.

Forte production de logements étudiants et jeunes

580 PLS ont été financés en 2022 à destination des étudiants, soit 90 % de l'objectif notifié par le FNAP. En outre, 775 logements à destination des jeunes ont été financés, dont 337 logements locatifs sociaux dédiés à des moins de 30 ans (article 109 loi ELAN). Ces 337 logements représentent un tiers de la production nationale. A noter, 68 % des logements produits sont des PLS (232 PLS), alors que dans les autres régions la part de PLAI/PLUS est beaucoup plus importante.

La production de logements « autonomie »

En 2022, 12 opérations de 565 logements étaient dédiées, en totalité ou en partie, au public en perte d'autonomie.

Le nombre de PSLA demeure stable

820 PSLA ont été financés en 2022, ils étaient 870 en 2021.

La proportion de VEFA diminue

Le taux de logements produits en VEFA a diminué en 2022, il est de 47 %, alors qu'il était de 55 % en 2021.

La taille moyenne des opérations demeure stable

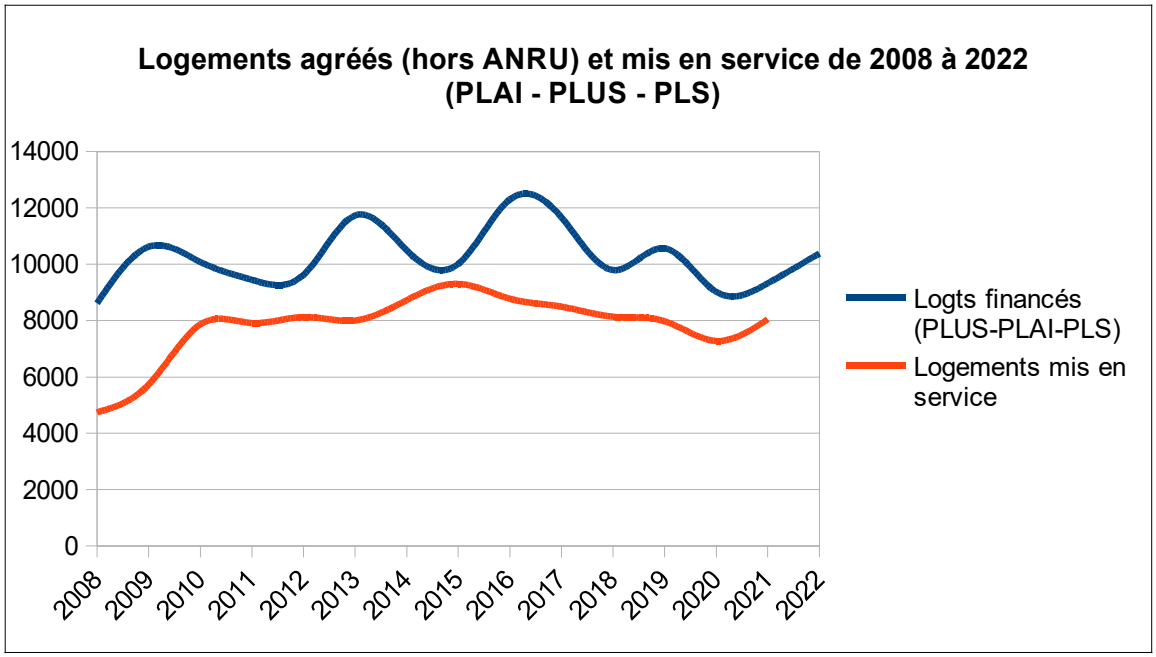
En région, en moyenne, il y a 18 logements par opération. Ce chiffre est stable (moyenne de 17 logements sur les 10 dernières années).

Le financement des démolitions

Pour la quatrième année en 2022, le FNAP a dédié une enveloppe à la démolition en zones détendues B2/C (hors ANRU). En Occitanie, la démolition de 230 logements a été financée, à hauteur de 711 410 €.

2.5 Logements mis en service

Entre le 2 janvier 2021 et le 1er janvier 2022, 8 042 logements sociaux ont été mis en service dans la région Occitanie. On observe une nette reprise, après une année 2020 marquée par la pandémie et plusieurs confinements.



2.6 Plan de relance : Bilan des restructurations et rénovations énergétiques

En Occitanie, 896 logements ont fait l'objet d'une restructuration lourde couplée à une rénovation énergétique, 174 logements ont fait l'objet d'une rénovation énergétique seule (DPE F et G avant travaux) et 386 logements ont été financés via l'appel à projets MassiRéno, pour un total de subventions de près de 15 millions d'euros.

2.7 Bilan du fonds friches : effets sur la production de logements sociaux

Dans le cadre du plan de relance, le Gouvernement a déployé en 2021 et 2022 un fonds d'aide au recyclage des friches urbaines, doté de 750 M€. Ce dispositif avait pour vocation de relancer l'activité économique avec des actions concourant à réduire l'artificialisation des sols. Les friches représentent à ce titre un gisement foncier dont la mobilisation et la valorisation doivent être préférées à l'artificialisation d'espaces naturels pour développer de nouveaux projets.

Les appels à projets « fonds friches » en Occitanie s'inscrivent dans la continuité de l'accord de relance signée le 9 janvier 2021 par l'État et le Conseil régional.

Le 15 janvier 2021, puis le 15 juillet 2021 et le 18 février 2022, le préfet d'Occitanie a lancé les 3 appels à projets « Recyclage foncier des friches en Occitanie». Sur 249 dossiers déposés, **119**

projets ont été retenus et se sont vus attribuer 53,49 M€ de subventions. Cette enveloppe permettra au final le recyclage de 192 ha de friches.

Parmi opérations aidées, les 2/3 sont consacrés à la production de logements à titre principal. **Environ 5 000 logements seront produits (plus ou moins directement), dont environ 2 700 logements locatifs sociaux (54 % des logements produits),** ainsi que 542.000 m² d'activités économiques diverses.

Les actions d'aménagement à vocation résidentielle ont fait l'objet, dès l'origine, d'une priorisation. L'objectif était également de s'inscrire dans des dispositifs ou des programmes tels que ACV ou PVD.

Pour atteindre cet objectif, une large palette de porteurs de projets s'est mobilisée : collectivités, établissements publics de l'Etat (dont l'EPFO), aménageurs publics, bailleurs sociaux, entreprises privées, et quelques associations.

Si un tiers des opérations ne comportaient pas de logement social, plus de la moitié des opérations étaient des « petites opérations » de logement social (< 50 LLS). Les 10 % de « grosses opérations » ont toutefois concentré près des 2/3 des 170.000 m² de surface de plancher de logements sociaux produits.

A noter que le fonds friches semble avoir permis de débloquer un grand nombre d'opérations en secteur détendu : les 2/3 des opérations aidées sont en zone C et vont permettre la création de plus de 1000 logements sociaux.

Enfin, plus de la moitié des opérations financées étaient situées dans des communes Action Coeur de Ville et Petites Villes de Demain. A contrario, il y a eu assez peu d'opérations dans les secteurs QPV/ANRU (une dizaine).

Conclusion

On constate globalement un net rebond de la production de logements sociaux en Occitanie entre 2021 et 2022.

A noter, le nombre de logements en acquisition/amélioration est en forte augmentation, ce qui marque un tournant vers un mode de production plus sobre foncièrement. A contrario, la production de PLAI adaptés est en forte diminution, ce qui ne permet pas d'apporter une réponse aux besoins des ménages les plus en difficulté.

Si le bilan est contrasté d'un territoire à l'autre, il est à noter que la production a fortement augmenté dans les deux métropoles régionales, même si, globalement, la part de production dans la zone de tension la plus forte, là où se concentrent les besoins, continue de diminuer.

3. Parc privé : Des résultats 2022 très positifs

Contexte général :
En 2022, l'Anah a financé la rénovation de 718 555 logements grâce au 3,4 milliards d'euros d'aides distribuées. L'amélioration de l'habitat privé continue d'atteindre des niveaux élevés, dans tous les champs d'intervention grâce à une forte dynamique portée par la rénovation énergétique au travers de MaPrimeRénov' mais également par les autres aides (intervention sur les copropriétés, adaptation des logements à la perte d'autonomie, traitement de l'habitat indigne) et la progression des rénovations de logements locatifs.

Des résultats très positifs sont donc enregistrés pour les aides à la pierre sur l'ensemble des programmes, avec une hausse de 5 % par rapport à 2021.

Région Occitanie :

En 2022, la région Occitanie a contribué à la rénovation de 11 921 logements toutes thématiques confondues, soit + 4 % par rapport à 2021.

Le budget initial 2022 de 116 154 285 € (en hausse de 6,8 M€ par rapport à 2021) a été consommé à 99 %, soit une **consommation globale de 114 664 820 €** dont 102,1 M€ au titre de dossiers travaux et 12,56 M€ pour l'ingénierie.

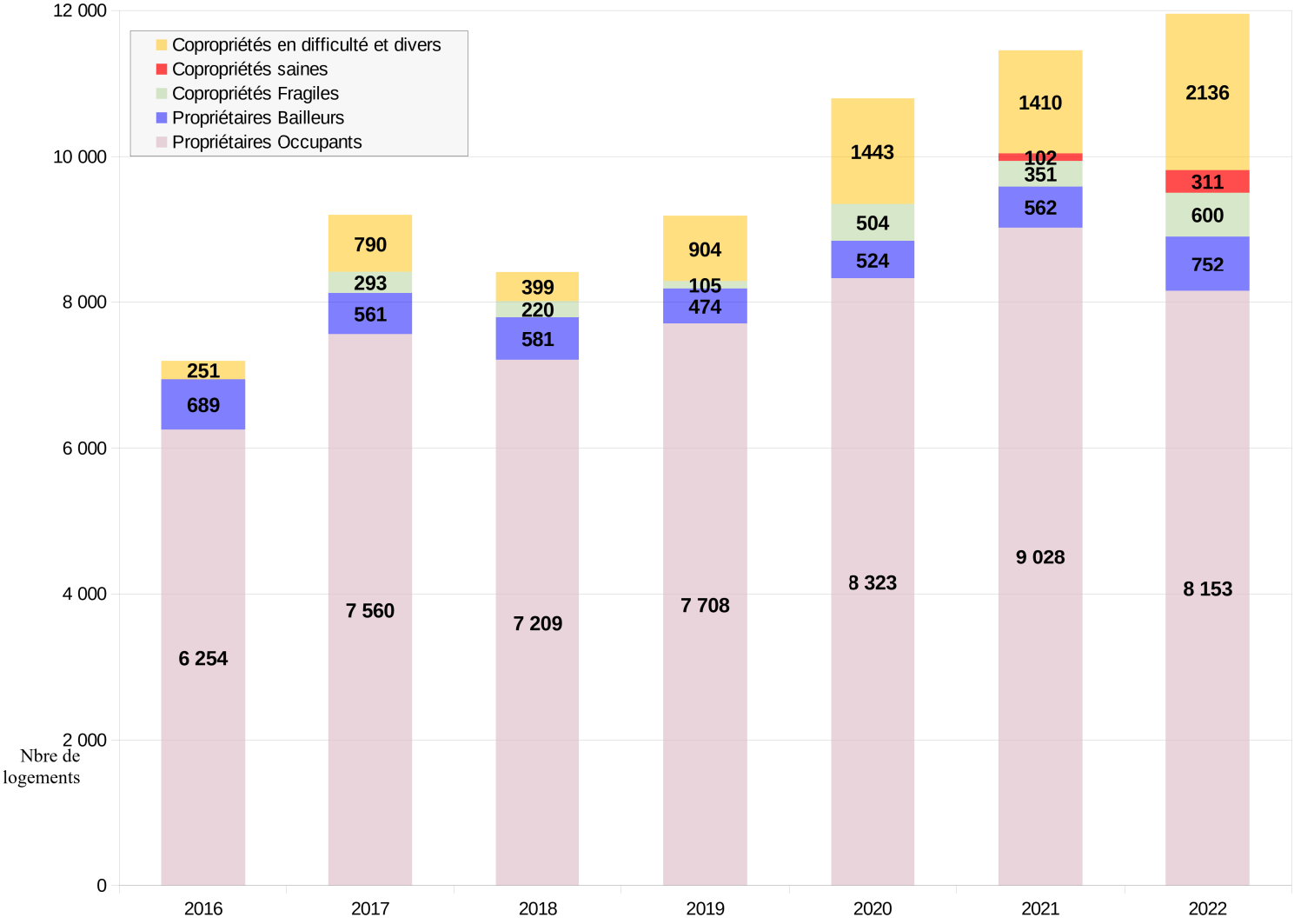
A cette consommation, il faut ajouter une dépense de 448 239 € au titre de l'humanisation des structures d'hébergements et de 394 969 € pour le financement des opérations de résorption de l'habitat insalubre irrémédiable ou dangereux (RHI) et de restauration immobilière (THIRORI) dont les budgets ne sont pas délégués au niveau régional.

Au titre de MaPrimeRénov' (MPR), qui finance des rénovations par gestes pour l'ensemble des ménages et dont la gestion est nationale, 59 850 logements situés sur le périmètre Occitanie ont été financés pour un montant de 237 M€.

Au total, en Occitanie, ces aides ont permis d'engager un volume de travaux de **233,4 M€ pour les dossiers relevant de la gestion régionale et de 637,5 M€ pour les dossiers relevant d'une gestion nationale.**

En 2022, parmi les 11 921 logements subventionnés, on constate une progression de 28 % pour les propriétaires bailleurs, 64 % pour les copropriétés et un ralentissement de 10 % pour les propriétaires occupants par rapport à 2021.

Evolution du nombre total de logements financés en Occitanie sur la période 2016-2022
(Source : Infocentre)



La progression du nombre de logements subventionnés par rapport à 2021 est le reflet de la dynamique de la région dans la majorité des domaines d'interventions.

Ces évolutions significatives sont d'ailleurs souvent supérieures aux évolutions nationales, ce qui conforte la place de la région Occitanie sur le territoire national.

Evolution du nombre de logements subventionnés 2022/2021

	Evolution 2022/2021 en logements	
	National	Occitanie
PO LHI/TD	+8 %	+23%
PO MPRS	-18%	-17%
PO AUTONOMIE	+4%	+6%
PB	+4%	+27%
COPRO DIFFICULTE	-24%	+55%
MPR Copro Fragiles	+74 %	+71%
MPR Copro Autres	+229%	+205%
Ingénierie *	+23 %	+25%

* Evolution en AE

Le volet d'intervention « Propriétaires Occupants - MaPrimeRénov'Sérénité » (PO MPRS) finance des rénovations globales pour des ménages modestes et très modestes. L'enquête menée fin septembre auprès des territoires annonçait un besoin important, mais un ralentissement en fin d'année n'a pas permis d'atteindre les objectifs. L'impact du découplage des CEE, l'augmentation du coût des travaux, la difficulté d'obtenir des devis ont certainement été des freins tant au niveau national que régional.

Le budget rectificatif d'octobre 2022

Les remontées des territoires lors du dialogue de gestion d'octobre 2022, en vue de l'atterrissage de fin de gestion, ont identifié des besoins supplémentaires à hauteur de + 11 % par rapport à la notification initiale 2022.

Le budget rectificatif a été ainsi approuvé avec une révision des objectifs et une dotation portée à près de 129 M€.

Evolution des besoins identifiés en logements au cours de l'année 2022

En nbre de logements	Aides aux Propriétaires bailleurs	Aides aux Propriétaires occupants			Copropriétés en difficulté	MPR Copropriétés autres saines	MPR Copropriétés fragiles	Total
		MPR Sérénité	Habitat dégradé	Autonomie				
Objectifs initiaux 2022	629	4 892	425	2 350	4 038	342	124	**12 800**
Objectifs révisés Oct 2022	797	5 400	250	2 988	2 550	436	709	**13 130**
Bilan 2022	721	4 831	219	2 958	2 135	311	600	**11 775**
% réalisé par rapport aux Objectifs révisés	90%	89%	88%	99%	84%	71%	85%	**90%**

Seulement 90 % de la dotation révisée a été engagée.
A noter la diminution de près de moitié des objectifs « Propriétaires occupants – Lutte contre l'habitat indigne et très dégradé » (PO LHI).

Les dossiers « copropriétés en difficulté » ont fait l'objet d'un suivi très fin tout au long de l'année mais le prévisionnel effectué en octobre n'a pu être atteint. De nombreux dossiers ont été abandonnés ou reportés en 2023.

La prise en compte de dossiers MaPrimeRénov' Copropriété au cours de l'année a permis de réévaluer la dotation initiale. Le nombre de logements subventionnés a doublé en un an, passant de 453 logements en 2021 à 911 en 2022.

3.1 Bilan par priorités d'intervention de l'Anah

3.1.1 La lutte contre l'habitat indigne et très dégradé

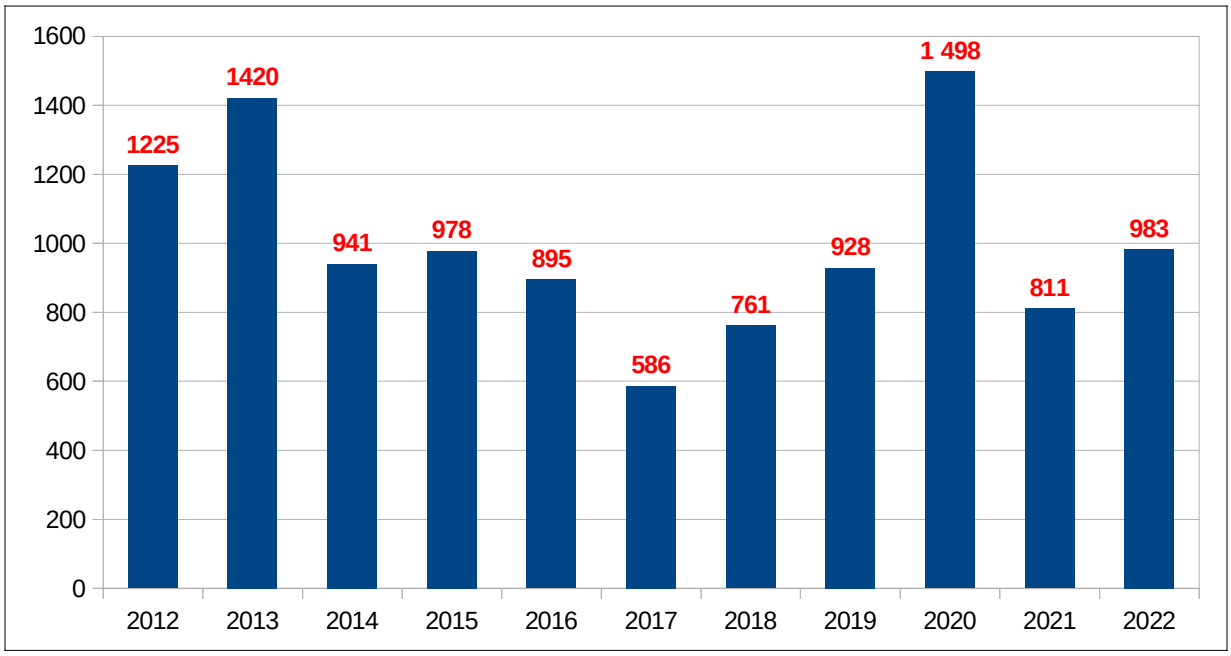
La lutte contre l'habitat indigne et très dégradé constitue un enjeu majeur de la politique du logement et se traduit notamment par des dispositifs d'aide aux travaux de l'Anah pour permettre la réhabilitation de ces logements très dégradés que ce soit des logements occupés par les propriétaires occupants, des biens vacants destinés à mettre en location ou des copropriétés.

2022			
PROFIL	Nombre de logements	Montant des aides	Aide moyenne par logement
Propriétaires occupants	219	5,6 M€	25 772 €
Propriétaires bailleurs	487	11,7 M€	24 176 €
Syndicat de copropriétaires	277	1,2 M€	4 246 €
Total/Moyenne Aide	**983**	**18,6 M€**	**18 916 €**

983 logements ont été financés au titre de la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé, mobilisant près de 18,6 M€ d'aides aux travaux. Les subventions engagées représentent 16 % du budget régional de l'Anah.

Evolution du nombre de logements LHI financés sur la période 2012-2022

(Source : Infocentre)



Les opérations de Résorption de l'Habitat insalubre irrémédiable ou dangereux (RHI) et de restauration immobilière (THIRORI) ont été financées à hauteur de 394 969 € soit plus du double des engagements 2021.

3.1.2 La lutte contre la précarité énergétique

L'année 2022 a été marquée par la poursuite et la massification de la rénovation énergétique notamment à travers le dispositif «MaPrimeRénov' » qui intervient à plusieurs niveaux :

- MaPrimeRénov' , accessible à tout public pour une aide au financement de travaux de rénovation énergétique, en fonction des revenus et dépenses prévues. La demande se fait en ligne, la gestion est nationale

- MaPrimRénov ' Sérénité réservée aux propriétaires occupants modestes et très modestes pour accompagner des rénovations globales et améliorer les passoires thermiques

- MaPrimeRénov' Copropriétés destinée à l'amélioration des copropriétés.

En Occitanie, près de 7 000 ménages ont bénéficié d'aides à la rénovation énergétique. Le gain énergétique moyen après réalisation des travaux s'élevait à plus de 53 %.

AIDE A LA RENOVATION ENERGETIQUE
Montant des aides et évolution par rapport à 2021

MaPrimeRénov'
Mieux chez moi, mieux pour la planète

Aides allouées : 237 M€
Soit + 20 %

Evolution nationale + 13 %

MaPrimeRénov'
Sérénité

Aides allouées : 63 M€
Soit - 12 %

Evolution nationale – 11 %

MaPrimeRénov'
Copropriété

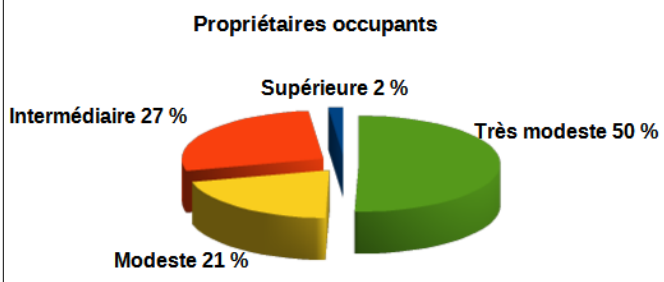
Aides allouées : 5,2 M€
Soit + 92 %

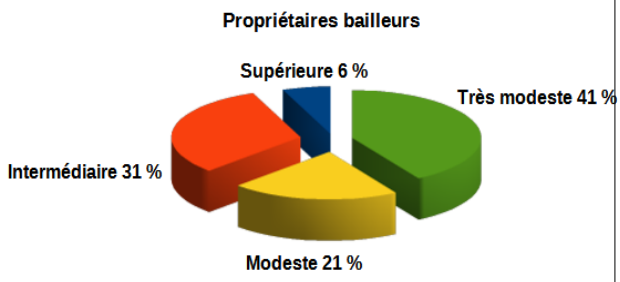
Evolution nationale + 109 %

MaPrimRénov' – 65 592 Logements rénovés pour un montant total de 305,2 M€

dont 1 715 dossiers concernent des propriétaires bailleurs, 62 966 des propriétaires occupants et 911 représentent des aides aux syndicats.

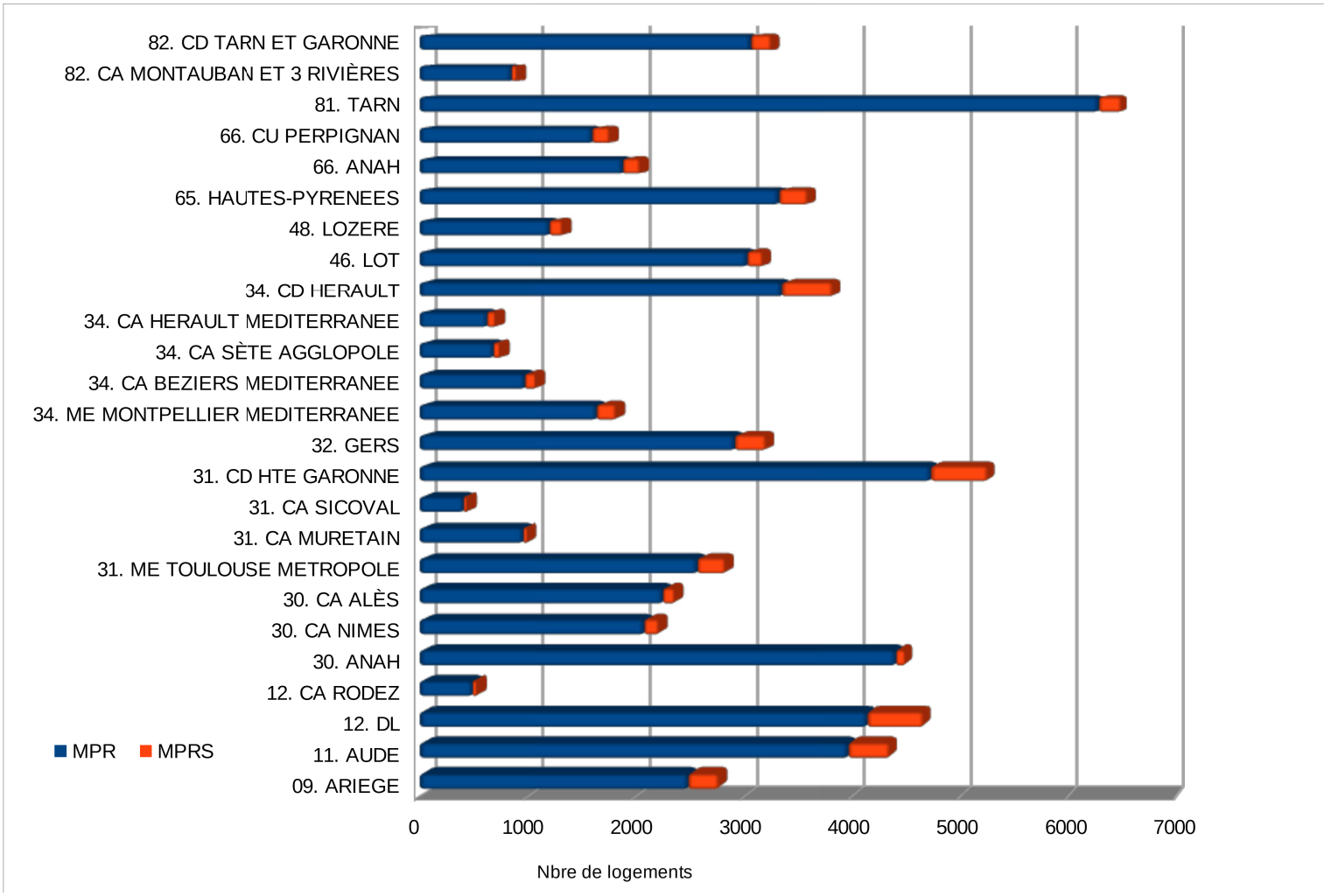
Typologie des bénéficiaires en fonction du statut social



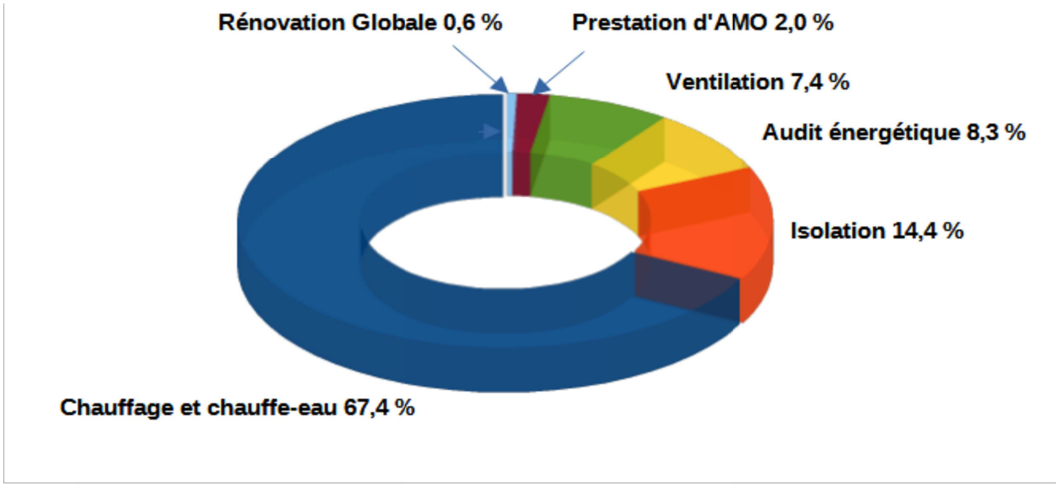


Environ 50 % des bénéficiaires appartiennent à la catégorie sociale des « très modestes» suivi par la catégorie «modeste» à hauteur de 21 % .

Nombre de logements financés MPR et MPR Sérénité en 2022 par territoires



Répartition des interventions par type de travaux



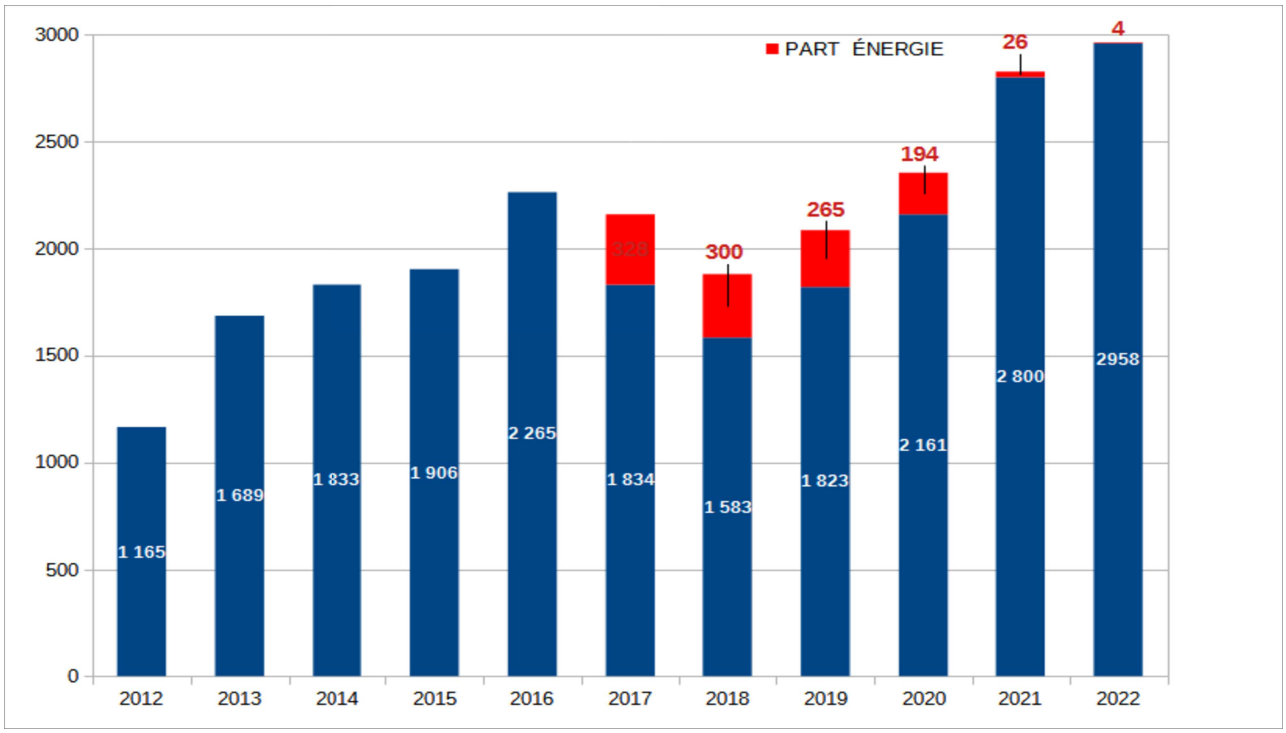
Plus de 80 % des travaux subventionnés par le biais de MPR concernent des interventions sur le chauffage, le chauffe-eau et l'isolation.

3.1.3 L'adaptation des logements à la perte d'autonomie

Le vieillissement de la population constitue un défi important pour la société. C'est pourquoi l'Anah reste un acteur majeur de l'adaptation des logements à la perte d'autonomie.

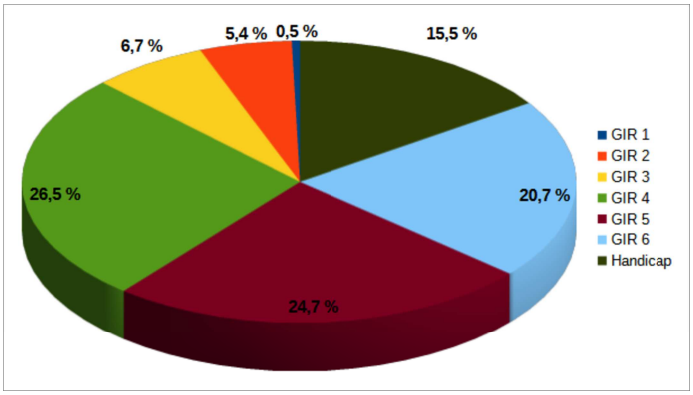
En Occitanie, 2 958 logements ont bénéficié de travaux au titre de l'adaptation à la perte d'autonomie, (soit + 6 % par rapport à 2021) dont 84 % pour maintien à domicile et 16 % pour des situations de handicap.

Evolution du nombre de logements PO Autonomie financés sur la période 2012-2022 (Source :Infocentre)



Le volet « Propriétaires occupants - Autonomie » a connu une forte tension tout au long de l'année. Les délégations et délégataires ont été amenés à prioriser les dossiers, notamment ceux répondant à une situation d'urgence.

La mesure de la perte d'autonomie permet de situer la personne selon son niveau de dépendance, appelé GIR pour Groupes Iso Ressources. Il existe six GIR classés de 1 à 6.
Le niveau 1, ou GIR 1 correspond à une perte d'autonomie totale. À l'opposé, le GIR 6, ou niveau 6, correspondant à une parfaite autonomie.



La catégorie GIR4 est la plus concernée par le bénéfice des aides de l'Anah en Occitanie.

3.1.4 Améliorer le traitement des copropriétés :

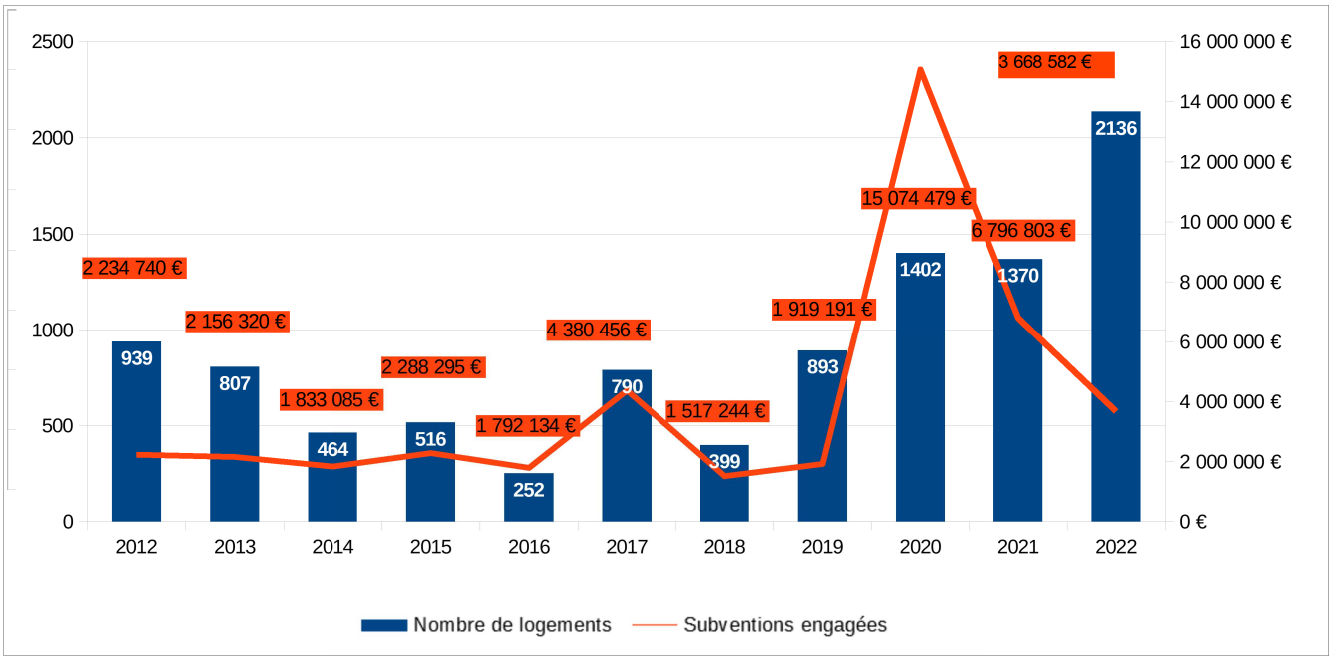
<u>Le plan « Initiative Copropriétés » : prévention et redressement des copropriétés</u>

Le comité de pilotage régional du **Plan Initiative Copropriétés (PIC)** a été lancé en 2020. Cette année s'inscrit dans la poursuite de la mise en œuvre des mesures en faveur des copropriétés en difficulté (2 136 logements ont bénéficié d'aides).

Un suivi très fin des dossiers copropriété en difficulté a été effectué tout au long de l'année mais le prévisionnel n'a pu être atteint. De nombreux dossiers ont été abandonnés ou reportés en 2023.

Copropriétés en difficulté

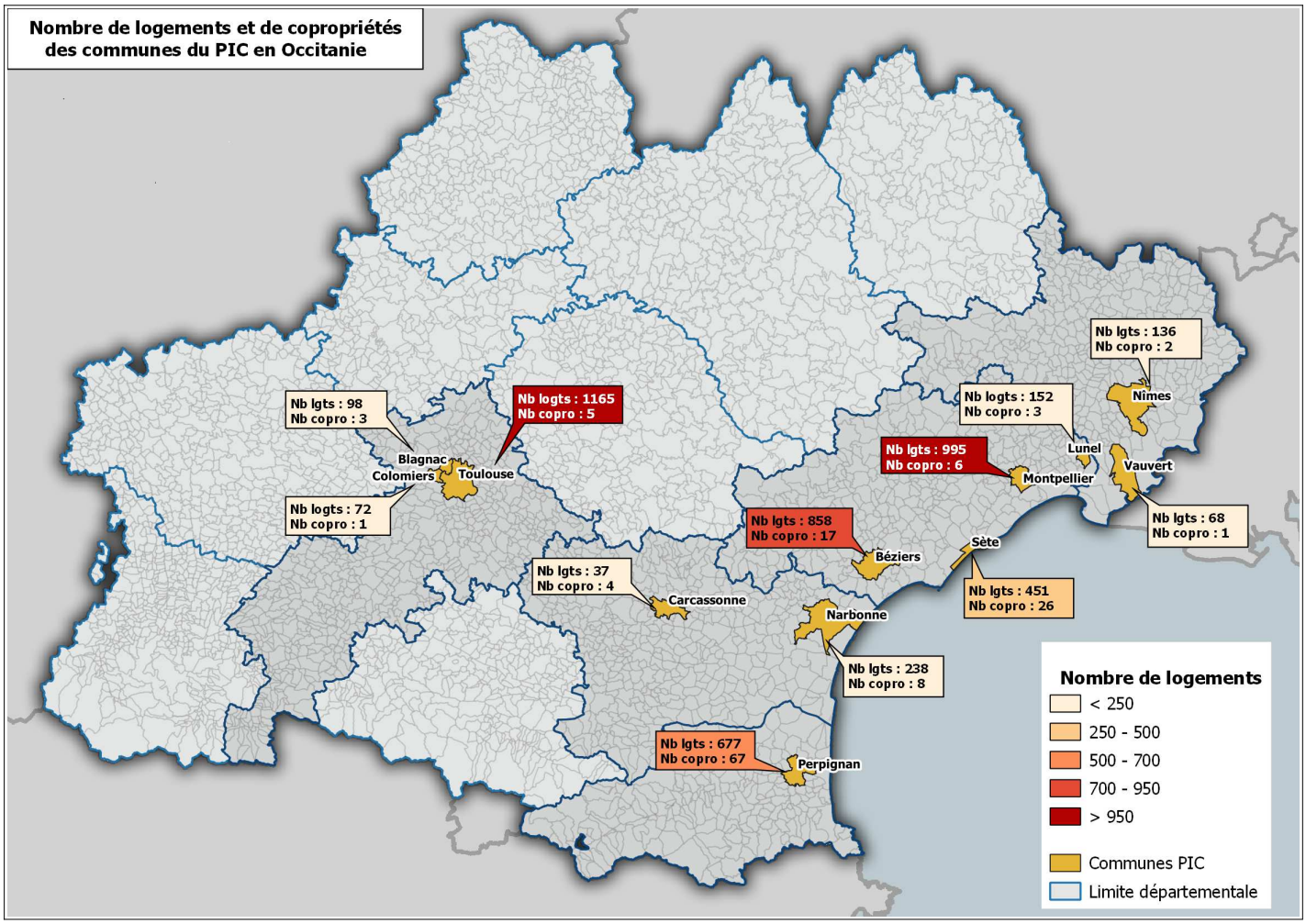
Evolution du nombre de logements financés et des moyens engagés sur la période 2012-2022
(Source :Infocentre)



Des travaux d'urgence financés à 100 % par l'Anah ont été engagés notamment sur Toulouse Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant de près de 1,4 M€

Les engagements sur le volet copropriétés n'ont pas reflété les ambitions fortes remontées lors du dialogue de gestion. Les dossiers restent complexes à traiter et les aléas d'exécution entraînent souvent des reports.

Carte des sites du suivi national et régional



La rénovation énergétique des copropriétés fragiles et saines

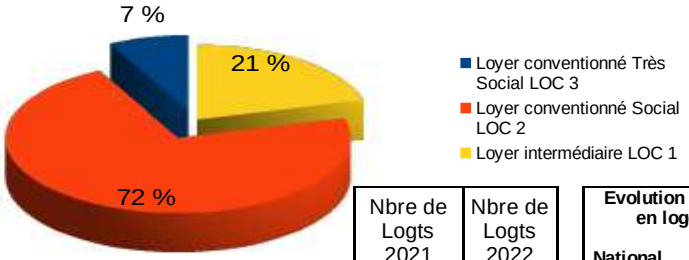
Les résultats nationaux comme régionaux sur ces programmes connaissent des évolutions plus contrastées.
Pour rappel, sur l'année 2022, 911 logements ont bénéficié de MaPrimeRénov' Copropriété pour un montant global de 5,2 M€, soit une augmentation de plus de 92 % par rapport en 2021.
Au titre des copropriétés « fragiles », deux opérations, une sur Montpellier avec 222 logements et une sur Tarbes avec 308 logements, ont été réalisées pour un montant total de près de 3,7 M€.
Au titre des copropriétés dite « saines », 248 logements sur Toulouse Métropole et le Sicoval ont bénéficié de subvention à hauteur de 0,9 M€.

3.1.5 L'offre à loyers maîtrisés : mobiliser le parc privé à des fins sociales

Dans un contexte d'accès au logement tendu pour les ménages, avec des niveaux de loyers trop élevés, le parc privé conventionné peut représenter une offre complémentaire de logements à des fins sociales.

La mise en place du dispositif « Loc'Avantages » au printemps 2022, en remplacement de « Louer Abordable », a permis aux propriétaires de bénéficier d'un dispositif encore plus avantageux sur le plan fiscal. Par l'engagement conventionnel avec l'État, les propriétaires peuvent bénéficier ainsi d'une réduction d'impôt à condition de mettre en location leur bien à un montant inférieur aux loyers du marché local. Ils peuvent également bénéficier d'aides spécifiques pour réaliser leurs travaux.

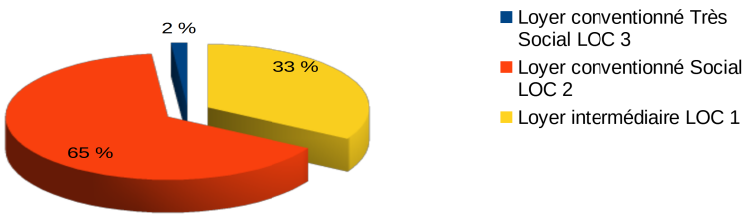
Répartition du conventionnement <u>avec travaux</u> par statut locatif



	Nbre de Logts 2021	Nbre de Logts 2022	Evolution 2022/2021 en logements National	Evolution 2022/2021 en logements Occitanie
Loyer conventionné Très Social LOC 3	39	54	- 13%	+38%
Loyer conventionné Social LOC 2	471	518	- 4%	+10%
Loyer intermédiaire LOC 1	45	150	+ 123%	+233%

En Occitanie, les propriétaires bailleurs s'orientent principalement vers du conventionnement à loyer social. Le nombre de logements concernés par ce dispositif est en nette augmentation par rapport aux deux dernières années. Les logements conventionnés à « loyer très social » représentent seulement 7% de ces conventionnements avec travaux et les logements à loyer intermédiaire 21 %.

Répartition du conventionnement <u>sans travaux</u> par statut locatif



	Nbre de Logts 2021	Nbre de Logts 2022	Evolution 2022/2021 en logements National	Evolution 2022/2021 en logements Occitanie
Loyer conventionné Très Social LOC 3	1	5	+ 21%	+400%
Loyer conventionné Social LOC 2	455	201	- 42 %	- 56%
Loyer intermédiaire LOC 1	160	103	- 40 %	- 35%

309 logements conventionnés par l'Anah et non concernés par des travaux ont pris effet en 2022 (signature du bail et emménagement du locataire). Après une hausse en 2021, le bilan enregistre le plus faible résultat depuis 10 ans.

3.1.6 L'offre de logements accompagnés : lutter contre les fractures sociales

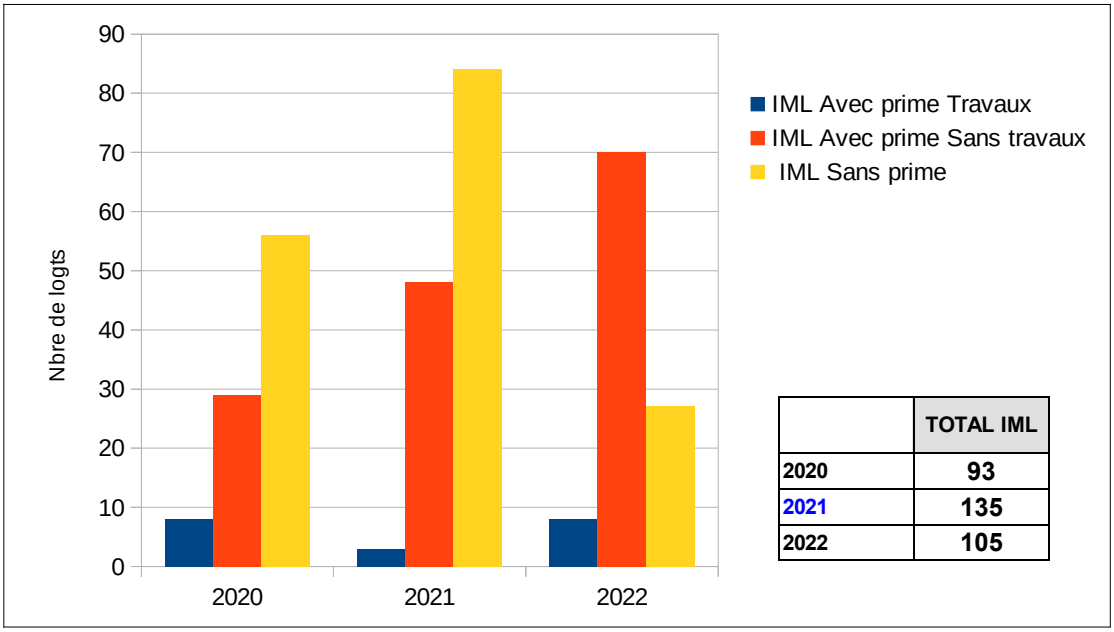
L'intermédiation locative

L'intermédiation locative est fortement encouragée. En confiant la gestion du bien à louer à un tiers (agence immobilière à vocation sociale ou association agréée par l'État), ce dispositif permet l'accès au logement de personnes en difficulté financière et/ou sociale, tout en sécurisant la gestion locative pour le propriétaire bailleur.

Le développement de ce parc s'appuie sur l'intervention de l'Anah sur le parc locatif privé : convention à destination des bailleurs privés, avec ou sans travaux, permettant de bénéficier du dispositif fiscal « Loc'Avantages » avec des majorations de réductions d'impôts et le versement de primes en « Loyer Social » et « Loyer Très Social ».

Le nombre de convention d'intermédiation locative (IML) ayant pris effet en 2022 est de 105 (soit une diminution de 20 % par rapport en 2021.

Evolution du parc « IML » sur la période 2020-2022



	TOTAL IML
2020	93
2021	135
2022	105

(Source : Infocentre)

La maîtrise d'ouvrage d'insertion (MOI)

La maîtrise d'ouvrage d'insertion apporte une réponse très concrète, durable, à des ménages qui ont connu des situations d'exclusion. L'offre en logement d'insertion a vocation à accompagner un processus d'insertion par le logement de ménages. Ce montage et ce financement permettent la production d'une offre locative très sociale.

Ce dispositif a permis de financer 22 logements soit près de 0,86 M€ de subventions, soit plus qu'en 2021 où seulement 7 logements avaient été concernés pour une aide de 0,4 M€.

L'humanisation des centres d'hébergement

Les aides de l'Anah mobilisables par ces structures regroupent des subventions pour:

– le financement des travaux d'humanisation, transformation des locaux d'ores et déjà dédiés à l'hébergement en vue d'assurer le respect de la dignité, l'intimité et la sécurité des personnes accueillies ,

- le financement de l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la conduite d'opérations qui nécessitent des compétences spécifiques.

Le montage des dossiers s'appuie sur une collaboration étroite entre la DDT(M), instructeur du dossier, la DDETS(PP), pour son analyse du projet social et à son adéquation avec les besoins du territoire, et la DREAL pour l'aspect financier.

Dans la continuité d'une mobilisation de plus en plus forte de ces aides, le budget de l'Anah pour l'humanisation des conditions d'accueil des structures d'hébergement a augmenté en 2022 en passant de 8 M€ à 10 M€

En Occitanie, 4 établissements ont bénéficié de subventions pour travaux de rénovation. Le montant engagé au titre de l'humanisation en 2022 s'est élevé à 798 239 € et a concerné 115 logements. A noter, la dynamique est moins importante qu'en 2021, où 292 logements avaient pu bénéficier de subventions pour un budget de 2,2 M€.

Département	Commune	Demandeur	Nbre de logements	Subvention
09	PAMIERS	ASS HERISSON BELLIOR	33	22 370 €
31	TOULOUSE	CITE CARITAS	45	163 369 €
46	CAHORS	LOT HABITAT	15	262 500 €
65	TARBES	ASS A. PEYRIGUERE	22	350 000 €

3.2 Bilan territorial de l'intervention de l'Anah

3.2.1 Présentation géographique des résultats

Le déploiement de l'activité de l'Anah concerne tous les territoires de la région, qu'ils soient urbains ou ruraux, en cohérence avec la volonté de l'agence d'intervenir à la fois en faveur des quartiers dégradés, notamment ceux concernés par la géographie prioritaire de la politique de la ville, et en direction des territoires marqués par des enjeux de revitalisation des centres bourgs et de cohésion sociale et territoriale.

	2022		
TYPE DE BASSIN DE VIE	Nombre de logements aidés	Part en %	Subventions
Essentiellement rural	4 932	41 %	53 M€
Intermédiaire	3 118	26 %	30 M€
Essentiellement urbain	3 902	33 %	19 M€
TOTAL tous types	11 952		102 M€

En 2022, les subventions bénéficiant aux territoires ruraux ont baissé au profit des logements situés dans les bassins de vie essentiellement urbains.

Résultats par territoire de gestion en nombre de logements financés

		Propriétaires bailleurs	Propriétaires occupants				Copropriétés			
			Habitat Dégradé	Autonomie	Energie MPRS	Total	En difficultés et Divers	Fragiles	Saines	Total
09	**Ariège**	**35**	**1**	**109**	**280**	**390**	**0**	**0**	**0**	**0**
11	**Aude**	**19**	**5**	**291**	**383**	**679**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Délégation locale	63	7	311	521	839	11	0	0	11
	Rodez Agglomération	*19*	*1*	*39*	*35*	*75*	*0*	*0*	*0*	*0*
12	**Aveyron**	**82**	**8**	**350**	**556**	**914**	**11**	**0**	**0**	**11**
	Délégation locale	26	19	96	83	198	0	0	0	0
	CA Nîmes-Métropole	*57*	*6*	*104*	*132*	*242*	*3*	*0*	*0*	*3*
	CA Alès Agglomération	*29*	*0*	*83*	*105*	*188*	*0*	*0*	*0*	*0*
30	**Gard**	**112**	**25**	**283**	**320**	**628**	**3**	**0**	**0**	**3**
	Toulouse Métropole	*11*	*2*	*114*	*258*	*374*	*343*	*46*	*106*	*495*
	CA Muretain	*3*	*0*	*23*	*34*	*57*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Sicoval	*1*	*2*	*14*	*25*	*41*	*0*	*0*	*142*	*142*
	Conseil Départemental 31	*32*	*8*	*146*	*527*	*681*	*0*	*0*	*0*	*0*
31	**Haute-Garonne**	**47**	**12**	**297**	**844**	**1 153**	**343**	**46**	**248**	**637**
32	**Gers**	**37**	**6**	**138**	**287**	**431**	**0**	**0**	**23**	**23**
	Montpellier-Méditerranée-Métropole	*28*	*5*	*153*	*177*	*335*	*1 572*	*222*	*40*	*1 834*
	CA Béziers-Méditerranée	*34*	*7*	*97*	*103*	*207*	*35*	*0*	*0*	*35*
	CA Sète Agglopôle Méditerranée	*24*	*12*	*69*	*55*	*136*	*53*	*0*	*0*	*53*
	CA Hérault-Méditerranée	*5*	*5*	*84*	*73*	*162*	*9*	*0*	*0*	*9*
	Conseil Départemental 34	*69*	*28*	*208*	*477*	*713*	*89*	*24*	*0*	*113*
34	**Hérault**	**160**	**57**	**611**	**885**	**1 553**	**1 758**	**246**	**40**	**2 044**
46	**Conseil Départemental Lot**	**17**	**24**	**157**	**140**	**321**	**0**	**0**	**0**	**0**
48	**Lozère**	**43**	**8**	**41**	**115**	**164**	**0**	**0**	**0**	**0**
65	**Hautes-Pyrénées**	**80**	**19**	**221**	**264**	**504**	**0**	**308**	**0**	**308**
	Délégation locale	*16*	*30*	*57*	*156*	*243*	*9*	*0*	*0*	*9*
	CU Perpignan Méditerranée	*66*	*5*	*81*	*159*	*245*	*12*	*0*	*0*	*12*
66	**Pyrénées-Orientales**	**82**	**35**	**138**	**315**	**488**	**21**	**0**	**0**	**21**
81	**Tarn**	**13**	**3**	**198**	**215**	**416**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Grand Montauban CA	*2*	*1*	*22*	*42*	*65*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Conseil Départemental 82	*23*	*15*	*102*	*185*	*302*	*0*	*0*	*0*	*0*
82	**Tarn-et-Garonne**	**25**	**16**	**124**	**227**	**367**	**0**	**0**	**0**	**0**
Région Occitanie		**752**	**219**	**2 958**	**4 831**	**8 008**	**2 136**	**600**	**311**	**3 047**

3.2.2 Les programmes locaux d'amélioration de l'habitat -Améliorer le traitement des centres anciens dégradés

La région Occitanie dispose d'une large couverture en opérations programmées sur tout son territoire. Elle comptabilise 113 programmes vivants et 2 programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement des copropriétés (POPAC) dont 1 s'est terminé fin 2022.

TYPE DE PROGRAMME	Nombre de programmes vivants	Nombre de logements subventionnés	Engagements Anah Dossiers travaux
OPAH	24	1 448	15,4 M€
OPAH Copropriétés Dégradées	8	1 036	2,8 M€
OPAH de Renouvellement Urbain	33	678	10,1 M€
OPAH de Revitalisation Rurale	3	65	0,6 M€
OPAH Centre Bourg	4	37	0,7 M€
Programme d'Intérêt Général	38	5 865	60,0 M€
Plan de Sauvegarde	3	1 122	1,1 M€
Total	**113**	**10251**	**90,7 M€**

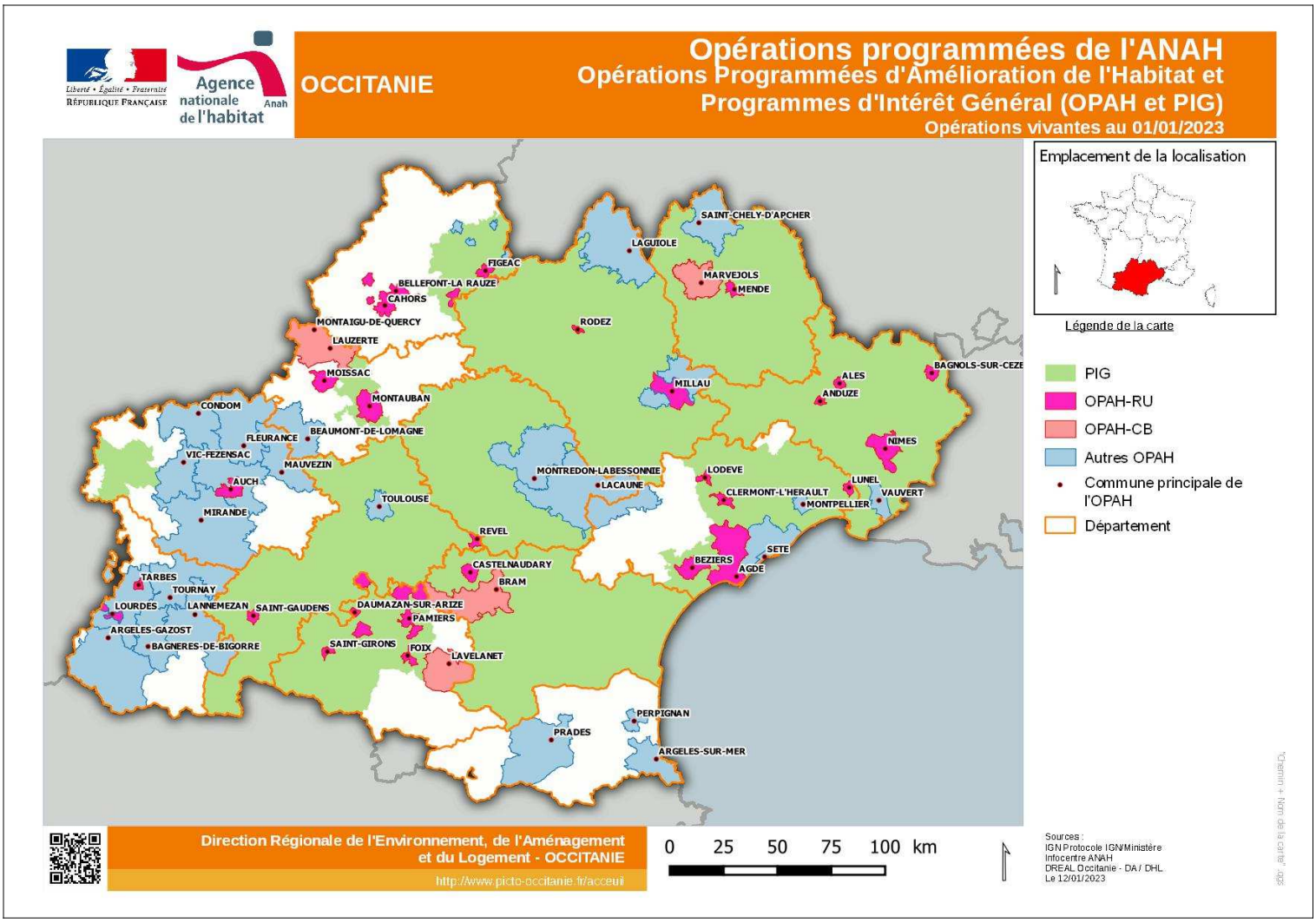
L'activité de l'Anah sur les territoires couverts par des opérations programmées représente 85,8 % du total des dossiers travaux financés. 16 programmes se sont terminés en 2022 et 13 nouveaux programmes ont été mis en place, ciblés en renouvellement urbain pour répondre aux programmes nationaux .

Le programme Petites Villes de Demain (PVD) piloté par l'ANCT vise la revitalisation d'environ 1 600 petites villes sur la période 2021-2026. Sur la région Occitanie, 227 communes ont été retenues.

La quasi totalité des crédits notifiés a été engagée. En ingénierie, 84 % des crédits préfléchés PVD ont été consommés. Sur les volets propriétaires occupants Energie et propriétaires bailleurs, les dotations initiales PVD ont été largement dépassées : + 177 % pour MaPrimeRénov' Sérénité et + 194 % pour les propriétaires bailleurs.

Un suivi particulier des crédits pré-fléchés PVD a été effectué notamment dans le cadre du Plan de Relance. Cette disposition ne sera plus applicable en 2023, les crédits PVD seront intégrés aux dotations par volet d'intervention.

Couverture en opérations programmées (OPAH et PIG) de l'Anah vivantes au 31 décembre 2022



Conclusion

Avec des résultats très satisfaisants en 2022, l'Anah connaît une activité très dynamique sur l'ensemble de ses programmes, répondant aux attentes fortes des citoyens pour l'amélioration du parc privé.

2022 a été l'année de la massification de la rénovation énergétique, avec le lancement par l'Anah de France Rénov', le nouveau service public de la rénovation de l'habitat, pour conseiller, orienter et accompagner les particuliers dans les travaux plus performants et les aides les mieux adaptées à leur projet.

4. Rapport d'activité du bureau et de la commission spécialisée de l'hébergement et de l'accès au logement

4.1 Bureau

Bilan d'activités 2022

L'annexe 1 détaille la programmation 2022 des dossiers sur lesquels le CRHH s'est prononcé et des sujets pour information.

Quelques chiffres de synthèse des travaux du bureau CRHH en 2022 :

9 avis sur des demandes d'agrément d'organisme foncier solidaire (OFS).
3 avis sur des demandes d'agrément de maîtrise d'ouvrage insertion (MOI).
3 avis sur des programmes locaux de l'habitat (PLH).
2 bilans PLH mi-parcours présentés.
4 bilans de délégations des aides à la pierre (DAP) présentés.
4 bilans d'activités des établissements public foncier EPF(L) présentés.

4.2 Commission spécialisée de l'Hébergement et de l'Accès au Logement (CSHAL)

La Commission Spécialisée de l'Hébergement et de l'Accès au Logement (CSHAL) est chargée d'assurer la coordination, le suivi et l'évaluation des plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD).
Elle peut être saisie de tout autre sujet entrant dans le champ des politiques sociales du logement et de l'hébergement.
En 2022, la commission s'est réunie à deux reprises (le 8 février et le 6 septembre) de manière à examiner deux demandes de prorogation ainsi qu'un nouveau PDALHPD.

- **Les demandes de prorogation**

Le 6ème PDALHPD du département de l'Hérault a été approuvé en date du 30 mars 2017 pour la période 2017-2022. Sur saisine conjointe du préfet et du président du conseil départemental, la commission a validé en date du 8 février sa prorogation jusqu'au 31 décembre 2023 afin de permettre aux partenaires de poursuivre l'articulation des outils de la mise en œuvre des Conférences Intercommunales du Logement (CIL) et poursuivre la convergence de celui-ci avec les différents documents de planification locaux de l'habitat (PLH).
Le PDALHPD du département du Gers, approuvé pour la période 2017-2022, arrivait à échéance le 31 octobre 2022. Afin de permettre aux partenaires de lier ce plan aux autres dispositifs et au développement de nouveaux outils, la commission réunie en date du 6 septembre a validé sa prorogation jusqu'au 31 octobre 2023.

- **L'adoption d'un nouveau PDALHPD**

Le 6ème PDALHPD du département de la Lozère avait été approuvé en date du 1 septembre 2016 pour la période 2016-2020. Le 11 mars 2021, sa durée a été prorogée par la CHSAL jusqu'à ce que soit arrêté le nouveau plan et au plus tard sur 12 mois.
En date du 8 février, la commission a étudié la présentation du 7ème PDALHD de la Lozère. Ce plan, défini de manière concertée avec l'ensemble des partenaires repose sur 3 objectifs stratégiques et un objectif transversal.

Au regard de l'exposé des rapporteurs et après en avoir délibéré à l'unanimité, la commission a émis un avis favorable à l'adoption de ce nouveau plan d'une durée de validité de 5 ans.

- **Programmation 2023**

3 PDALHP sont arrivés à échéance le 31 décembre 2021 (Aude, Aveyron et Tarn et Garonne).
2 autres, arrivant initialement à terme en 2022, ont été prorogés de 12 mois (Gers et Hérault).
Enfin, 5 PDALHPD arriveront à terme dans le courant de l'année 2023 (Gard, Haute-Garonne, Lot, Hautes-Pyrénées et Pyrénées-Orientales).
Sur l'année 2023, ce sont donc 10 des 13 PDALHPD de la région qui ont vocation à être renouvelés :

Département	Génération PDALHPD	Validité PDALHPD	Observations
9-Ariége	n.c	2018-2024	
11-Aude	n.c	2017-2021	Passage en CSHAL prévu cette année
12-Aveyron	5ème	2016-2021	Un marché public a été passé avec le cabinet CISAME pour son évaluation et l'élaboration d'un nouveau plan. Les travaux sont en cours. Passage en CSHAL prévu cette année
30-Gard	7ème	2019-2023	
31-haute-garonne	6ème	2019-2023	Financement demandé pour révision en 2023
32-Gers	n.c	2017-2022	Prorogé jusqu'au au 31-10-2023 révision lancée avec marché et BE désigné
34-Hérault	6ème	2017-2022	Prorogé jusqu'au au 31-12-2023 (révision menée en 2022 avec ligne 05-06)
46-Lot	n.c	2018-2023	Prorogé jusqu'au au 31-12-2023 (révision menée en 2022 avec ligne 05-06)
48-Lozère	7ème	2022-2026	
65-Hautes-pyrénees	n.c	2018-2023	Financement demandé pour révision en 2023
66-Pyrénées-orientales	6ème	2017-2023	
81-Tarn	5ème	2020-2025	
82-Tarn-et-garonne	n.c	2017-2021	Révision conjointe des PDH et PDALHPD lancée en 2022 avec ligne 05-06. Procédure en cours avec une date cible autour d'avril 2023. Passage en CSHAL prévu cette année

Programmation régionale 2023

5. Hébergement et logement accompagné

Les éléments seront présentés en CRHH plénier du 9 mars 2023

6. Parc public

6.1 Le cadrage national

Les grands enjeux

La lettre du Ministre délégué, chargé de la ville et du logement, du 22 février 2023, définit les objectifs et orientations en vue de mettre en oeuvre la programmation des aides à la pierre pour 2023.

Après 3 années de production insuffisante, marquées notamment par la crise sanitaire, le Ministre appelle à une **relance significative de la production de logements locatifs sociaux en 2023, en atteignant les objectifs de 110 000 agréments** délivrés par le Fonds national des aides à la pierre (FNAP) et 18 294 agréments au titre de la reconstitution de l'offre sociale du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU), soit une **production totale de 128 294 agréments en 2023.**

Le conseil d'administration du Fonds national des aides à la pierre (FNAP), le 15 décembre 2022, a voté un budget de 546,5 M€ pour 2023, soit un montant légèrement plus élevé que celui inscrit au budget initial 2022. Les grandes orientations sont les suivantes :

➔ **Développer une offre de logement au service de la mixité sociale**

La programmation 2023 doit contribuer à améliorer l'équilibre territorial de l'offre de logements abordables, **en visant prioritairement les territoires déficitaires au sens de l'article 55 de la loi SRU, et tout particulièremnt les 280 communes faisant l'objet d'un constat de carence à l'issue du bilan triennal 2017-2019.**

Afin d'amplifier le soutien à la production en communes carencées, une enveloppe a été créée en 2022 dans le budget du FNAP afin d'**appuyer les préfets dans la mise en oeuvre du droit de préemption urbain, en participant à la prise en charge des surcoûts des opérations. Cette enveloppe est reconduite en 2023, à hauteur de 10 M€.** De plus le fonctionnement de cette enveloppe est simplifié, la subvention intervenant dorénavant en complément des aides classiques attribuées par le FNAP, et non plus en substitution, ce qui permettra notamment de financer les PLAI et les PLUS. L'enveloppe est conservée au niveau national et pourra être déléguée à l'opération. Enfin, des crédits d'étude sont prévus pour mener des études de préemption dans un délai restreint.

La loi dite « 3DS » adapte le dispositif de l'article 55 de la loi SRU en pérennisant, au-delà de 2025, le mécanisme de rattrapage pour les communes encore déficitaires en logements sociaux, tout en favorisant son adaptation aux territoires.

Les contrats de mixité sociale visent à mettre en place les conditions d'un dialogue renouvelé entre l'État et les collectivités, afin de contribuer à un développement significatif de l'offre sociale. L'élaboration des contrats doit être l'occasion d'une véritable analyse des conditions de production du logement social sur les communes concernées. Pour les communes qui rencontrent des difficultés avérées, un aménagement des objectifs de rattrapage, à titre dérogatoire, peut être mis en place, résultant d'engagements mesurables de la collectivité en faveur du logement social, afin de garantir un niveau maximal de production.

A contrario, dans les communes comportant plus de 40% de logements sociaux, la construction de logements PLAI et PLUS ne pourra être envisagée que dans un certain nombre de cas (reconstitution de l'offre démolie dans les quartiers ANRU, traitement des îlots dégradés et de l'habitat indigne, EHPAD conventionnés, logements étudiants, logements en usufruit locatif social ...).

➔ **Développer une offre de logements plus sobre foncièrement et énergétiquement**

La transition écologique appelle au développement d'une offre nouvelle de logements locatifs sociaux intégrant les objectifs de sobriété foncière.

Dans la continuité du bonus créé en 2022 pour encourager les opérations en acquisition-amélioration, il est proposé d'accorder un **bonus de 3000€ par logement PLAI ou PLUS aux opérations n'entraînant pas d'artificialisation nette des espaces naturels, agricoles et forestiers.** L'enveloppe allouée de 45 M€ permettra ainsi d'améliorer le financement de 15000 logements PLUS et PLAI répondant à cet objectif.

Dans le prolongement du dispositif de 2022, l'acquisition/amélioration reste une priorité, étant entendu qu'il s'agit d'un moyen très efficace pour limiter la consommation foncière tout en favorisant la rénovation du parc existant.

Cette priorité est complétée en 2023 par les autres modes de production de logements locatifs sociaux non artificialisants, tels que la surélévation d'immeubles et la démolition-reconstruction du bâti non rénovable (hors zone ANRU).

Cette priorité s'articule avec les plans de revitalisation des territoires, Action coeur de ville et Petites villes de demain.

Pour une offre plus sobre énergétiquement, une enveloppe de 200 M€ pour la restructuration lourde et la rénovation thermique des logements locatifs sociaux, dans la continuité de la mesure PALULOS Relance mise-en-place en 2021-2022, est créée. La priorité sera donnée à la rénovation thermique seule. L'enveloppe allouée à cette mesure et la répartition des objectifs ont été votés lors du conseil d'administration du FNAP du 2 mars 2023.

Enfin, dans une logique de décarbonation de l'offre nouvelle, le FNAP ne financera plus d'opération recourant au fioul et au charbon comme énergies de chauffage. La part des opérations utilisant le gaz comme énergie, en réduction tendancielle ces dernières années, devra aussi connaître une baisse amplifiée en 2023.

➔ **Poursuivre le ciblage des moyens budgétaires sur la production de logements très abordables**

Les moyens budgétaires du FNAP demeurent ciblés sur la production de PLAI. Le budget initial du FNAP prévoit le financement de **38 000 PLAI, soit 34,5 % des objectifs.**

Par ailleurs, afin de concourir au **nouveau plan quinquennal Logement d'abord**, une enveloppe de près de 50 M€ est réservée au financement de **4 000 PLAI adaptés, ce qui représente 11% de la production globale des PLAI.**

Aussi, chaque bailleur est invité à intégrer dans sa programmation annuelle une part de logement très sociaux en PLAI « adapté » d'environ 4 % de sa programmation totale.

Au regard des enjeux attachés au développement du logement accompagné à destination des ménages les plus fragiles, véritables outils de luttre contre l'exclusion et piliers de la politique du logement d'abord, **2000 agréments PLAI en pensions de famille et résidences accueil s**ont programmés au niveau national, parmi les objectifs globaux en PLAI**.**

Cette programmation devra également prendre en compte les besoins en matière de développement des résidences sociales, qui jouent un rôle essentiel pour l'accès et le maintien dans le logement.

➔ **Poursuivre l'effort en direction des étudiants et jeunes actifs et développer l'habitat inclusif pour le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie**

Au regard de la démographie étudiante et des difficultés des étudiants pour se loger à des prix abordables, il reste important de poursuivre le développement d'une offre dédiée. Aussi, l'objectif de 10 000 logements étudiants est reconduit et réparti entre régions. La mobilisation du foncier universitaire est un levier fort pour développer cette offre.

La réservation prioritaire de logements sociaux à des jeunes de moins de 30 ans (issue de l'article 109 de la loi ELAN) est à poursuivre, en fonction des besoins locaux identifiés.

Les projets de foyers de jeunes travailleurs doivent également être favorisés, pour permettre l'accueil du public nécessitant un accompagnement social approprié.

De plus, le développement de l'habitat "inclusif", à destination des personnes âgées ou handicapées, doit être encouragé, soit par l'attribution de logements locatifs sociaux ordinaires en priorité aux personnes en perte d'autonomie (art. 20 de la loi ASV), soit par la création de logements-foyers « habitat inclusif ».

Pour assurer la pleine réalisation des objectifs, un pilotage précis de l'exécution de la programmation sera mis en place, via le système d'information des aides à la pierre (SIAP), qui permettra de suivre les opérations de leur programmation à leur livraison.

Enfin, il conviendra de veiller à mieux articuler la programmation de l'offre nouvelle et la reconstitution de l'offre dans le cadre du NPNRU. L'abaissement des objectifs de production nouvelle par rapport à 2022 doit permettre la réalisation de concert des 2 programmations, tout en maintenant un haut niveau de production de l'offre de logement social de droit commun.

Les objectifs régionaux et les dotations régionales pour 2023

Le Conseil d'administration du FNAP du 15 décembre 2022 a fixé les objectifs et dotations en région.

Le développement de l'offre de logements locatifs sociaux

Pour l'Occitanie, les objectifs suivants ont été notifiés :

	PLAI	PLUS	PLS	Total LLS
Notification 2023	**3 888**	**5 401**	**2953**	**12242**
Réalisé 2022	3 353	4 510	2667	10530
Notification 2022	4 863	6 085	2393	13341

Les objectifs notifiés en 2023 sont en augmentation de 16 % par rapport au réalisé 2022 et en baisse de 8% par rapport aux objectifs notifiés en 2022.

La dotation régionale notifiée s'élève à 36,7 M€ d'autorisations d'engagement (dont 2 M€ de reliquats de crédits estimés des délégataires des aides à la pierre).

Afin de faire face à la hausse des coûts de construction constatée depuis la dernière mise-à-jour des montants moyens de subvention régionaux en 2020, le FNAP a décidé de les revaloriser. Cette revalorisation se fait ***pour moitié*** au prorata de la hausse des coûts de construction (+10,8% pour l'Occitanie entre 2017 et 2021) et ***pour moitié*** au prorata du nombre d'attributions "manquantes" pour que chaque région atteigne un taux de tension de 2 demandes pour une attribution (taux de tension régional de 4,23 en 2021). L'approche combinée conduit à une augmentation moyenne du montant moyen de subvention de 336 € par logement, soit une hausse de 4,3% pour l'Occitanie.
Le montant moyen de subvention pour la région, en 2023, est donc de 8 186 €.

Le développement de la sobriété foncière

L'objectif national de 15 000 logements n'entraînant pas d'artificialisation nette des espaces naturels, agricoles et forestiers est réparti entre régions. **Pour l'Occitanie, l'objectif est de 1 635 logements**.

Le bonus étant de 3 000 € par logements PLAI ou PLUS, l'enveloppe régionale notifiée est de 4 905 000 €.

Dans ce cadre, la production en acquisition/amélioration reste une priorité. Il est rappelé que les logements en acquisition-amélioration recouvrent une diversité de catégories d'opérations qui ne nécessitent pas toutes une subvention majorée (acquisitions avec travaux de réhabilitations de faible ampleur). Aussi, **les subventions seront fléchées prioritairement vers les opérations entraînant un surcoût pour l'opérateur, et pourront dépasser le montant de 3000 €/logement, dans le respect de l'enveloppe et de l'objectif régional.**

Le développement de l'offre de PLAI adaptés

Pour 2023, 4 000 PLAI adaptés sont programmés au niveau national. L'Occitanie se voit assigner un **objectif de 410 PLAI adaptés (277 en logements ordinaires et 133 en pensions de famille)** et une enveloppe dédiée de 4 617 260 €.

Les évolutions apportées au programme PLAI-A adoptées par le conseil d'administration du FNAP du 8 juillet 2020 (mobilisation possible du Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement, revalorisation possible des loyers et redevances plafonds dans le respect des règles de droit commun) doivent faciliter l'atteinte de cet objectif prioritaire.

La mobilisation de tous, bailleurs sociaux, collectivités, financeurs est donc nécessaire pour **que chaque opération de logements locatifs sociaux puisse intégrer une part de PLAI adaptés, pour répondre aux besoins des plus modestes.** La convention régionale en faveur du développement du PLAI adapté, signée par l'État, la Région, Habitat social en Occitanie, la Banque des territoires et la FAPIL illustre l'engagement des acteurs régionaux en la matière.

Objectif en pensions de famille

Dans le cadre de la mise en oeuvre du plan logement d'abord, l'objectif national est de produire 2000 logements en pensions de famille ou résidences accueil en 2023. Pour l'Occitanie, l'objectif est fixé à **178 logements**.

Objectif de logements étudiants

Au niveau national, l'objectif est de produire 10 000 logements dédiés aux étudiants, à financer prioritairement en PLS. Pour l'Occitanie, l'objectif est fixé à **650 logements** en 2023.

Le financement des démolitions en zones détendues

Le conseil d'administration du FNAP maintient les mêmes modalités d'utilisation de l'enveloppe dédiée aux démolitions : démolitions de logements sociaux en zones détendues (B2 et C) et hors territoires d'intervention de l'ANRU.

L'enveloppe nationale de 10 M€ doit permettre de financer la démolition de 2436 logements. L'enveloppe régionale de **453 885 €** doit permettre de financer la démolition de 111 logements en Occitanie, sur la base du montant moyen de subvention national de 4104 €/ logement démoli.

Le financement des actions d'accompagnement

Sur l'enveloppe nationale de 6,6 M€, l'Occitanie bénéficie d'une enveloppe de **457 000 €** pour financer des actions d'accompagnement de type maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (enveloppe en forte progression par rapport à l'enveloppe notifiée en 2022).

Programmation 2023 de la reconstitution de l'offre NPNRU

En Occitanie, la cible est de 1508 logements (905 PLAI et 603 PLUS).

6.2 Répartition des autorisations d'engagement

La programmation 2023 a été établie par la DREAL en étroite collaboration avec les DDT(M), les délégataires des aides à la pierre, Habitat social en Occitanie et Action Logement.

Les perspectives de production de PLAI/PLUS en Occitanie

Les perspectives de production remontées des territoires sont les suivantes : 3 838 PLAI, 5 366 PLUS et 1 762 PLS, soit **10 966 logements locatifs sociaux**. Ces perspectives étant inférieures aux objectifs notifiés, il n'y a pas de priorisation mise en place.

Il est cependant indispensable que les agréments soient délivrés le plus tôt possible dans l'année. **Aussi, l'objectif est fixé à 30 % des dossiers déposés avant le 30 juin.**

Un pilotage resserré de la programmation et un suivi rapproché de l'exécution seront mis en place aux différents échelons territoriaux. La programmation sera ajustée dans l'année sur la base d'extractions du nouveau système d'information des aides à la pierre (SIAP), renseigné par les bailleurs sociaux.

Les principes de répartition des autorisations d'engagement

Les critères retenus au niveau régional pour établir le scenario de répartition 2023 ont été ajustés à la marge par rapport à 2022. Ces principes sont les suivants :

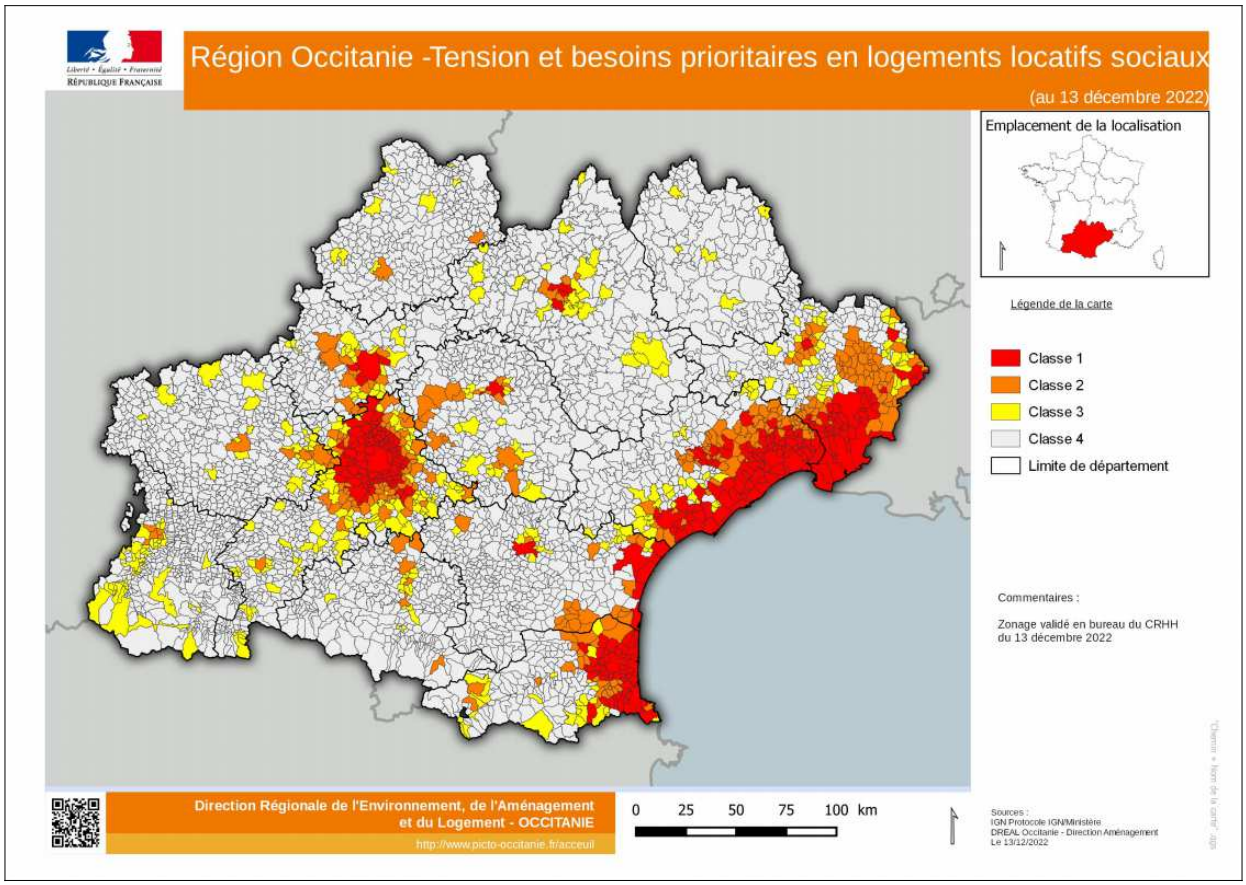
- **Utilisation de montants forfaitaires différenciés pour les PLAI par classe de tension, sur la base de la cartographe régionale de la tension et des besoins prioritaires en logements locatifs sociaux.**

  La DREAL a mené en 2022, un travail d'actualisation de la cartographe régionale de la tension et des besoins prioritaires en logements locatifs sociaux. Cette révision est apparue nécessaire au regard de l'évolution depuis 6 ans, des paramètres et des situations locales. Le nouveau zonage a pour but de rester cohérent avec les données observées sur les territoires.

  Ce travail d'actualisation a été mené en plusieurs phases successives :

  * une analyse statistique aboutissant à une proposition technique de classement.
  * les DDT/M, en lien avec les délégataires des aides à la pierre, ont proposé des reclassements/déclassements argumentés au vu des spécificités et enjeux territoriaux
  * une dernière phase d'harmonisation menée par la DREAL en lien avec les territoires

  La nouvelle cartographie régionale a été validée en Comité Régional Habitat et Hébergement du 13 décembre 2022.



Afin de relancer la production en zone très tendue, qui a fortement diminué depuis 3 ans, il est proposé de relever le montant forfaitaire de la classe 1 de 200 € (8 200 € au lieu de 8 000€) .

Les montants retenus sont les suivants :

	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4
Montant forfaitaire par PLAI	**8 200 €**	**6 200 €**	**5 400 €**	**5 000 €**

Le bonus "sobriété foncière"est fixé nationalement à 3000 € par logement PLAI ou PLUS. Ce bonus est cumulable avec les bonus régionaux. Il permet de **financer les opérations n'entraînant pas d'artificialisation nette des espaces naturels, agricoles et forestiers et générant un surcoût.**

Parmi celles-ci :

- **les opérations en acquisition/amélioration,** dont prioritairement celles qui atteignent un niveau de performance énergétique égal ou supérieur à D
- **les opérations de démolition reconstruction (hors opération ANRU)**
- **les opérations de surélévations sur de l'habitat collectif existant,** si elles sont possibles dans le PLU/PLUI

Les opérations en acquisition-amélioration ont été intégrées dans la programmation. Pour les autres opérations éligibles (démolition/reconstruction, surélévation et toutes les opérations n'entrainant pas d'artificialisation nette des espaces naturels, agricoles et forestiers et générant un surcoût), l'enveloppe demeure au niveau régional et sera déléguée au fur et à mesure des besoins, sachant que le SIAP devrait permettre d'identifier les opérations de création de logements sociaux non artificialisantes.

A noter, cette bonification pourra être modulée pour bénéficier en priorité aux opérations présentant des coûts de travaux importants.

En plus de ce bonus "sobriété foncière", il est proposé de retenir 2 bonus régionaux qui préexistaient (ces bonus sont cumulables entre eux) :

- **Communes concernées par la loi SRU : BONUS de 1 000 €.**

  Il est proposé de maintenir le bonus à 1 000 €. En effet, conformément à la notification, et compte-tenu de la spécificité de la région, une attention particulière est portée aux 176 communes concernées par la loi SRU. Ainsi, chaque logement produit en commune concernée par la loi SRU, sauf les communes exemptées, se verra attribuer un bonus de 1000 €.

- **PLAI Structure : BONUS de 1 000 €.**

  Il est proposé de relever de 100€ ce bonus pour le porter à 1000 €. Conformément à la notification, la production de logements en structures est prioritaire.

Enfin, il est proposé d'en ajouter deux supplémentaires :

- **Communes "Petites Villes de demain", en secteurs d'intervention d'opération de revitalisation de territoire (ORT) : BONUS de 1 000 €.** Ce bonus vise à mettre en cohérence le soutien au développement du logement social avec les politiques de développement territorial, impulsées nationalement.

- **Matériaux bio-sourcés : BONUS de 1 000 €**.

Ce bonus vise à promouvoir l'utilisation de matériaux écologiques représentant une réponse à la diminution de l'empreinte environnementale des bâtiments, en raison de leur renouvelabilité, de leur capacité à stocker du carbone et à diminuer notre consommation de matière première d'origine fossile.

Un recours accru à ces matériaux est un des leviers identifié pour atteindre les niveaux d'exigence ambitieux de la RE 2020, nouvelle réglementation environnementale des constructions neuves, et pour réaliser des rénovations performantes d'un point de vue thermique et environnemental.

Critères d'éligibilité liés aux matériaux biosourcés : le taux minimal d'incorporation de matière biosourcée à respecter, selon la typologie de bâtiment, est le suivant (précisions en annexe) :

	Taux d'incorporation de matériaux biosourcés en kg/m² de SDP		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Maison individuelle	42	63	84
Bâtiment collectif d'habitation	18	24	36

En fonction de niveau d'atteinte, le bonus pourra être modulé.

Ces critères de répartition des autorisations d'engagement permettent de financer les **3 838 PLAI** retenus dans la programmation, à hauteur de **32 364 800 €,** ce qui équivaut à un montant moyen de subvention régional de 8 117 € pour les logements ordinaires. En outre, le bonus national de 3000 € par PLAI ou PLUS permet d'ores et déjà d'allouer une enveloppe complémentaire de **2 595 000 €** pour financer les **865 logements en acquisition/amélioration** retenus dans la programmation (518 PLAI et 347 PLUS).

Il conviendra d'être attentif au respect de ce montant moyen de subvention au niveau régional agrégé.

A noter, la PALULOS communale peut être mobilisée pour effectuer des travaux sur des logements déjà existants et appartenant à une commune, si aucun bailleur social ne s'y engage.

Le cadre de l'adaptation locale

Dans le respect des critères régionaux validés en CRHH, chaque territoire de gestion a la possibilité d'infléchir ou de renforcer un axe particulier pour répondre au mieux aux besoins du territoire, en respectant enveloppe et montant moyen de subvention. Cette adaptation locale doit être présentée et validée dans le cadre de l'instance de concertation départementale réunissant a minima État, délégataires, bailleurs et collectivités.

Cette adaptation doit répondre au cadre suivant :

- respect des enveloppes définies en CRHH / respect du montant moyen de subvention
- cohérence avec les orientations régionales notamment par la différentiation des montants par classe de tension et l'utilisation des bonus, avec les ventilations limites suivantes :
  - 5 % sur le montant des classes de tension
  - ± 50 % sur le montant des bonus
- les marges dégagées par ces variations peuvent permettre de créer de nouveaux bonus du type bonus T1/T2 ; bonus T5 et plus …

La proposition de répartition des objectifs et autorisations d'engagement 2023

pour les PLAI et PLUS par territoires de gestion

Territoires		Total logts PLUS + PALULOS Com. + PLAI +PSH	PLAI (tout type)				PLAI Structure	PLAI Adapté « Appel à projets »	Programmation des logements PLAI															Proposition de dotation totale PLAI (tout type, hors sobriété foncière)	Proposition de dotation Bonus sobriété foncière	MMS PLAI (tout type, hors sobriété foncière)
										PLAI (= Forfait Classe Tension)					PLUS				PSH							
			Total logts PLAI + PSH (tout type)	Logts PLAI (tout type) Commune SRU hors exemptées (= Bonus SRU)	Logts PLAI (tout type) Acquis-Améliorés (= Bonus AA) (classes tension 1, 2, 3 & 4)	Logts PLAI (tout type) Commune PVD-ORT / Mat BioS (= Bonus PVD)	Bonus PLAI Structure	Total Bonus PLAI Adaptés	Total Logts Familiaux	Total logts PLAI (toute Classe tension)	Logts PLAI Classe Tension 1	Logts PLAI Classe tension 2	Logts PLAI Classe tension 3	Logts PLAI Classe tension 4	Total logts PLUS-PALULOS Com.	*Dont PLUS AA*	*Dont logts PLUS*	*Dont logts PALULOS Com.*	Total PSH (toute Classe tension)	PSH Classe Tension 1	PSH Classe tension 2	PSH Classe tension 3	PSH Classe tension 4			
I – OBJECTIF TERRITORIALISES				MMS / logt Bonus SRU	MMS / logt Bonus AA/SF	MMS / logt Bonus PVD	MMS / logt Bonus Structure	MMS / logt Bonus Adapté			MMS / logt Classe 1	MMS / logt Classe 2	MMS / logt Classe 3	MMS / logt Classe 4		Bonus AA/SF				MMS / logt Classe 1	MMS / logt Classe 2	MMS / logt Classe 3	MMS / logt Classe 4			
				1 000 €	3 000 €	1 000 €	1 000 €	0 €			8 200 €	6 200 €	5 400 €	5 000 €		3 000 €				8 200 €	6 200 €	5 400 €	5 000 €			
ARIEGE (09)	DDT Ariège	169	67	0	7	28	10	0	169	67	0	46	4	17	102	14	102	0	0	0	0	0	0	429 800	63 000	6 415
	TOTAL ARIEGE	**169**	**67**	**0**	**7**	**28**	**10**	**0**	**169**	**67**	**0**	**46**	**4**	**17**	**102**	**14**	**102**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**429 800**	**63 000**	**6 415**
AUDE (11)	DDTM Aude	552	244	138	80	88	30	0	508	200	91	26	14	69	308	39	306	2	44	14	0	30	0	1 860 800	357 000	7 626
	TOTAL AUDE	**552**	**244**	**138**	**80**	**88**	**30**	**0**	**508**	**200**	**91**	**26**	**14**	**69**	**308**	**39**	**306**	**2**	**44**	**14**	**0**	**30**	**0**	**1 860 800**	**357 000**	**7 626**
AVEYRON (12)	CA Rodez Agglomération	21	9	9	3	0	0	6	21	9	9	0	0	0	12	2	12	0	0	0	0	0	0	82 800	15 000	9 200
	DDT Aveyron	245	100	0	56	66	18	14	245	100	0	0	33	67	145	46	145	0	0	0	0	0	0	597 200	306 000	5 972
	TOTAL AVEYRON	**266**	**109**	**9**	**59**	**66**	**18**	**20**	**266**	**109**	**9**	**0**	**33**	**67**	**157**	**48**	**157**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**680 000**	**321 000**	**6 239**
GARD (30)	CA Alès Agglomération	288	114	101	2	2	0	0	288	114	0	112	2	0	174	4	174	0	0	0	0	0	0	808 200	18 000	7 089
	CA de Nîmes Métropole	346	139	119	8	7	0	0	346	139	133	6	0	0	207	13	207	0	0	0	0	0	0	1 253 800	63 000	9 020
	DDTM Gard	236	100	52	0	14	0	0	236	100	50	47	3	0	136	0	136	0	0	0	0	0	0	783 600	0	7 836
	TOTAL GARD	**870**	**353**	**272**	**10**	**23**	**0**	**0**	**870**	**353**	**183**	**165**	**5**	**0**	**517**	**17**	**517**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 845 600**	**81 000**	**8 061**
HAUTE-GARONNE (31)	CA Le Muretain Agglo	299	118	95	0	0	31	0	299	118	97	21	0	0	181	0	181	0	0	0	0	0	0	1 051 600	0	8 912
	CA du Sicoval	176	62	49	0	0	0	0	176	62	62	0	0	0	114	0	114	0	0	0	0	0	0	557 400	0	8 990
	Toulouse Métropole	1 749	730	715	76	0	284	98	1 749	730	730	0	0	0	1 019	0	1 019	0	0	0	0	0	0	6 985 000	228 000	9 568
	CD Haute Garonne	412	153	50	6	32	0	0	412	153	54	71	28	0	259	12	259	0	0	0	0	0	0	1 116 200	54 000	7 295
	TOTAL HAUTE-GARONNE	**2 636**	**1 063**	**909**	**82**	**32**	**315**	**98**	**2 636**	**1 063**	**943**	**92**	**28**	**0**	**1 573**	**12**	**1 573**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**9 710 200**	**282 000**	**9 135**
GERS (32)	DDT Gers	192	69	0	11	21	10	8	192	69	0	31	21	17	123	16	123	0	0	0	0	0	0	421 600	81 000	6 110
	TOTAL GERS	**192**	**69**	**0**	**11**	**21**	**10**	**8**	**192**	**69**	**0**	**31**	**21**	**17**	**123**	**16**	**123**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**421 600**	**81 000**	**6 110**
HERAULT (34)	CA Hérault-Méditerranée	356	153	141	21	27	19	0	356	153	141	0	8	4	203	41	203	0	0	0	0	0	0	1 406 400	186 000	9 192
	CA de Béziers-Méditerranée	264	104	63	0	0	0	10	264	104	71	16	0	17	160	10	160	0	0	0	0	0	0	829 400	30 000	7 975
	CA Sète Agglopôle Méditerranée	286	110	98	4	17	0	0	286	110	110	0	0	0	176	6	176	0	0	0	0	0	0	1 017 000	30 000	9 245
	Montpellier Méditerranée Métropole	1 110	461	427	0	0	63	14	1 110	461	461	0	0	0	649	0	649	0	0	0	0	0	0	4 270 200	0	9 263
	CD Hérault	357	142	14	1	20	0	0	357	142	81	40	21	0	215	0	215	0	0	0	0	0	0	1 059 600	3 000	7 462
	TOTAL HERAULT	**2 373**	**970**	**743**	**26**	**64**	**82**	**24**	**2 373**	**970**	**864**	**56**	**29**	**21**	**1 403**	**57**	**1 403**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**8 582 600**	**249 000**	**8 848**
LOT (46)	CD Lot	195	87	0	44	49	18	18	195	87	0	28	41	18	108	12	108	0	0	0	0	0	0	552 000	168 000	6 345
	TOTAL LOT	**195**	**87**	**0**	**44**	**49**	**18**	**18**	**195**	**87**	**0**	**28**	**41**	**18**	**108**	**12**	**108**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**552 000**	**168 000**	**6 345**
LOZERE (48)	DDT Lozère	43	10	0	7	0	0	0	43	10	0	0	9	1	33	16	33	0	0	0	0	0	0	53 600	69 000	5 360
	TOTAL LOZERE	**43**	**10**	**0**	**7**	**0**	**0**	**0**	**43**	**10**	**0**	**0**	**9**	**1**	**33**	**16**	**33**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**53 600**	**69 000**	**5 360**
HAUTES-PYRENEES (65)	DDT Hautes Pyrénées	324	206	146	144	0	157	2	324	206	0	153	53	0	118	12	118	0	0	0	0	0	0	1 537 800	468 000	7 465
	TOTAL HAUTES-PYRENEES	**324**	**206**	**146**	**144**	**0**	**157**	**2**	**324**	**206**	**0**	**153**	**53**	**0**	**118**	**12**	**118**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 537 800**	**468 000**	**7 465**
PYRENEES-ORIENTALES (66)	CU Perpignan Méditerranée Métropole	549	267	267	13	21	158	0	549	267	267	0	0	0	282	19	275	7	0	0	0	0	0	2 635 400	96 000	9 870
	DDTM Pyrénées Orientales	286	130	3	15	49	30	0	286	130	119	10	1	0	156	36	156	0	0	0	0	0	0	1 125 200	153 000	8 655
	TOTAL PYRENEES-ORIENTALES	**835**	**397**	**270**	**28**	**70**	**188**	**0**	**835**	**397**	**386**	**10**	**1**	**0**	**438**	**55**	**431**	**7**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 760 600**	**249 000**	**9 473**
TARN (81)	DDT Tarn	519	189	72	18	55	40	12	519	189	34	104	47	4	330	45	330	0	0	0	0	0	0	1 364 400	189 000	7 219
	TOTAL TARN	**519**	**189**	**72**	**18**	**55**	**40**	**12**	**519**	**189**	**34**	**104**	**47**	**4**	**330**	**45**	**330**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 364 400**	**189 000**	**7 219**
TARN-ET-GARONNE (82)	CA Grand Montauban	117	32	30	0	0	0	0	117	32	30	2	0	0	85	0	85	0	0	0	0	0	0	288 400	0	9 013
	CD Tarn et Garonne	113	42	0	2	37	0	0	113	42	0	20	16	6	71	4	71	0	0	0	0	0	0	277 400	18 000	6 605
	TOTAL TARN-ET-GARONNE	**230**	**74**	**30**	**2**	**37**	**0**	**0**	**230**	**74**	**30**	**22**	**16**	**6**	**156**	**4**	**156**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**565 800**	**18 000**	**7 646**
TOTAL OBJECTIFS TERRITORIALISES		**9 204**	**3 838**	**2 589**	**518**	**533**	**868**	**182**	**9 160**	**3 794**	**2 540**	**733**	**301**	**220**	**5 366**	***347***	***5 357***	**9**	**44**	**14**	**0**	**30**	**0**	**32 364 800 €** *dont MMS logement ordinaire seul*	**2 595 000 €**	**8 433 €** *8 117 €*
II – OBJECTIF GLOBAL REGION																										
GLOBAL REGION		**9 289**	**3 888**												**5 401**											**8 186 €**

Programmation de l'enveloppe complémentaire PLAI adaptés

Les perspectives de production remontées des territoires s'élèvent à **182 PLAI adaptés : 134 logements en pensions de famille et résidences sociales** (pour un objectif de 133 fixé par le FNAP) et **48 logements ordinaires (pour un objectif de 277 fixé par le FNAP).** Comme en 2022, les enveloppes seront réparties entre territoires de gestion sur la base de la programmation validée en CRHH, seules les demandes de sur-financement demeureront instruites au niveau régional.

La proposition de répartition des objectifs et autorisations d'engagement 2023 pour les PLAI adaptés par territoires de gestion

Territoires		Total logts PLAI adaptés	Logements ordinaires			Logts foyer	Complement de subvention spécifique éventuellment accordé	Proposition de dotation totale PLAI adapté
			Opérations de 1 à 3 logts	Opérations de 4 à 8 logts	Opérations de 9 logts et +	Pension de famille / résidence sociale		
I – OBJECTIF TERRITORIALISES			Subvention par logement					
			13 980 €	10 480 €	5 600 €	5 600 €		
ARIEGE (09)	DDT Ariège	0	0	0	0	0		0
	TOTAL ARIEGE	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUDE (11)	DDTM Aude	0	0	0	0	0		0
	TOTAL AUDE	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AVEYRON (12)	CA Rodez Agglomération	6	6	0	0	0		83 880
	DDT Aveyron	14	0	0	0	14		78 400
	TOTAL AVEYRON	**20**	**6**	**0**	**0**	**14**	**0**	**162 280**
GARD (30)	CA Alès Agglomération	0	0	0	0	0		0
	CA de Nîmes Métropole	0	0	0	0	0		0
	DDTM Gard	0	0	0	0	0		0
	TOTAL GARD	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
HAUTE-GARONNE (31)	CA Le Muretain Agglo	0	0	0	0	0		0
	CA du Sicoval	0	0	0	0	0		0
	Toulouse Métropole	98	0	0	0	98		548 800
	CD Haute Garonne	0	0	0	0	0		0
	TOTAL HAUTE-GARONNE	**98**	**0**	**0**	**0**	**98**	**0**	**548 800**
GERS (32)	DDT Gers	8	8	0	0	0		111 840
	TOTAL GERS	**8**	**8**	**0**	**0**	**0**	**0**	**111 840**
HERAULT (34)	CA Hérault-Méditerranée	0	0	0	0	0		0
	CA de Béziers-Méditerranée	10	0	0	0	10		56 000
	CA Sète Agglopôle Méditerranée	0	0	0	0	0		0
	Montpellier Méditerranée Métropole	14	2	0	12	0		95 160
	CD Hérault	0	0	0	0	0		0
	TOTAL HERAULT	**24**	**2**	**0**	**12**	**10**	**0**	**151 160**
LOT (46)	CD Lot	18	0	0	18	0		100 800
	TOTAL LOT	**18**	**0**	**0**	**18**	**0**	**0**	**100 800**
LOZERE (48)	DDT Lozère	0	0	0	0	0		0
	TOTAL LOZERE	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
HAUTES-PYRENEES (65)	DDT Hautes Pyrénées	2	2	0	0	0		27 960
	TOTAL HAUTES-PYRENEES	**2**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**27 960**
PYRENEES-ORIENTALES (66)	CU Perpignan Méditerranée Métropole	0	0	0	0	0		0
	DDTM Pyrénées Orientales	0	0	0	0	0		0
	TOTAL PYRENEES-ORIENTALES	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TARN (81)	DDT Tarn	12	0	0	0	12		67 200
	TOTAL TARN	**12**	**0**	**0**	**0**	**12**	**0**	**67 200**
TARN-ET-GARONNE (82)	CA Grand Montauban	0	0	0	0	0		0
	CD Tarn et Garonne	0	0	0	0	0		0
	TOTAL TARN-ET-GARONNE	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL OBJECTIFS TERRITORIALISES		**182**	**18**	**0**	**30**	**134**	***0***	**1 170 040 €**
II – OBJECTIF GLOBAL REGION								
GLOBAL REGION		**410**						

Répartition des agréments PLS

Les PLS permettent de financer des logements familiaux (bailleurs publics ou investisseurs privés), des logements pour étudiants, jeunes, saisonniers, des foyers pour personnes âgées ou handicapées. Les perspectives de production remontées des territoires s'élèvent à **1762 logements**.

Territoires		Total PLS	PLS familiaux	PLS hors familial					
				Total PLS hors familial	Personnes âgées	Personnes handicapées	Saisonniers	Etudiants	Jeunes
I – OBJECTIF TERRITORIALISES									
ARIEGE (09)	DDT Ariège	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL ARIEGE	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUDE (11)	DDTM Aude	80	1	79	79	0	0	0	0
	TOTAL AUDE	**80**	**1**	**79**	**79**	**0**	**0**	**0**	**0**
AVEYRON (12)	CA Rodez Agglomération	0	0	0	0	0	0	0	0
	DDT Aveyron	3	0	3	3	0	0	0	0
	TOTAL AVEYRON	**3**	**0**	**3**	**3**	**0**	**0**	**0**	**0**
GARD (30)	CA Alès Agglomération	14	4	10	10	0	0	0	0
	CA de Nîmes Métropole	78	38	40	0	0	0	0	40
	DDTM Gard	72	18	54	34	0	0	0	20
	TOTAL GARD	**164**	**60**	**104**	**44**	**0**	**0**	**0**	**60**
HAUTE-GARONNE (31)	CA Le Muretain Agglo	121	13	108	108	0	0	0	0
	CA du Sicoval	26	26	0	0	0	0	0	0
	Toulouse Métropole	524	163	361	200	0	24	90	47
	CD Haute Garonne	60	29	31	31	0	0	0	0
	TOTAL HAUTE-GARONNE	**731**	**231**	**500**	**339**	**0**	**24**	**90**	**47**
GERS (32)	DDT Gers	2	2	0	0	0	0	0	0
	TOTAL GERS	**2**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
HERAULT (34)	CA Hérault-Méditerranée	40	20	20	20	0	0	0	0
	CA de Béziers-Méditerranée	25	25	0	0	0	0	0	0
	CA Sète Agglopôle Méditerranée	13	13	0	0	0	0	0	0
	Montpellier Méditerranée Métropole	365	17	348	0	0	0	348	0
	CD Hérault	6	6	0	0	0	0	0	0
	TOTAL HERAULT	**449**	**81**	**368**	**20**	**0**	**0**	**348**	**0**
LOT (46)	CD Lot	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL LOT	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
LOZERE (48)	DDT Lozère	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL LOZERE	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
HAUTES-PYRENEES (65)	DDT Hautes Pyrénées	127	9	118	106	12	0	0	0
	TOTAL HAUTES-PYRENEES	**127**	**9**	**118**	**106**	**12**	**0**	**0**	**0**
PYRENEES-ORIENTALES (66)	CU Perpignan Méditerranée Métropole	10	10	0	0	0	0	0	0
	DDTM Pyrénées Orientales	50	3	47	47	0	0	0	0
	TOTAL PYRENEES-ORIENTALES	**60**	**13**	**47**	**47**	**0**	**0**	**0**	**0**
TARN (81)	DDT Tarn	87	24	63	63	0	0	0	0
	TOTAL TARN	**87**	**24**	**63**	**63**	**0**	**0**	**0**	**0**
TARN-ET-GARONNE (82)	CA Grand Montauban	32	32	0	0	0	0	0	0
	CD Tarn et Garonne	27	5	22	22	0	0	0	0
	TOTAL TARN-ET-GARONNE	**59**	**37**	**22**	**22**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL OBJECTIFS TERRITORIALISES		**1 762**	**458**	**1 304**	**723**	**12**	**24**	**438**	**107**
II – OBJECTIF GLOBAL REGION									
GLOBAL REGION		**2 953**						**650**	

Rénovation énergétique et réhabilitation lourde des logements locatifs sociaux

Le conseil d'administration du FNAP du 2 mars 2023 met en place une enveloppe supplémentaire destinée à subventioner les travaux de rénovation et de réhabilitation énergétiques des logements locatifs sociaux.

Cette nouvelle enveloppe, de 200 M€ au niveau national, s'inscrit dans la suite des mesures portées dans le cadre du Plan de Relance.

Pour 2023, l'objectif national est fixé à 37 377 logements et l'objectif régional à 1090 logements, soit une enveloppe de 5,7 M€ pour l'Occitanie.

Le recensement des opérations éligibles en région comptabilise 757 logements en rénovation seule, subventionnés à 4000 € par logement, et 335 en restructuration lourde, subventionnées à 8000 € par logement. L'enveloppe de 5,7 M€ permet donc de financer l'intégralité des opérations recensées dans le cadre de l'enquête de début d'année.

La répartition est la suivante :

Répartition de l'enveloppe et des objectifs dédiés à la rénovation énergétique des logements locatifs sociaux en Occitanie

N° du département	Gestionnaire	Objectif de rénovation énergétique seule (en nombre de logements)	Montant prévisionnel affecté à la rénovation énergétique seule (AE en €)	Objectif de restructuration lourde accompagnée d'une rénovation énergétique (en nombre de logements)	Montant prévisionnel affecté à la restructuration lourde (AE en €)	Total de logements financés	Budget total
9	DDT Ariège		- €	146	1 168 000 €	146	1 168 000 €
12	CA Rodez Agglomération	1	4 000 €		- €	1	4 000 €
	DDT Aveyron	473	1 892 000 €	70	560 000 €	543	2 452 000 €
30	CA de Nîmes Métropole	7	28 000 €		- €	7	28 000 €
	DDTM Gard	34	136 000 €		- €	34	136 000 €
31	Toulouse Métropole	63	252 000 €	115	920 000 €	178	1 172 000 €
	CD Haute Garonne	37	148 000 €		- €	37	148 000 €
32	DDT Gers	28	112 000 €		- €	28	112 000 €
34	CA Hérault-Méditerranée	2	8 000 €		- €	2	8 000 €
	CA de Béziers-Méditerranée	2	8 000 €		- €	2	8 000 €
	Montpellier Méditerranée Métr	4	16 000 €		- €	4	16 000 €
48	DDT Lozère	40	160 000 €		- €	40	160 000 €
81	DDT Tarn	63	252 000 €	4	32 000 €	67	284 000 €
82	CA Grand Montauban	2	8 000 €		- €	2	8 000 €
	CD Tarn et Garonne	1	4 000 €		- €	1	4 000 €
Total général		**757**	**3 028 000 €**	**335**	**2 680 000 €**	**1092**	**5 708 000 €**

7. Programmation ANAH 2023

Le conseil d'administration de l'Anah du 22 décembre 2022 a adopté le budget 2023 qui s'élève à près de 4 milliards d'euros, en hausse de 20 % par rapport au budget initial de 2022. Ce budget marque la confiance renouvelée du Gouvernement dans l'action de l'Anah et confirme également l'importance de l'intervention sur le parc privé de logement avec un objectif de rénovation de 700 000 logements.

Au titre de l'habitat privé, le montant des autorisations d'engagement s'établit à près de 1,6 milliard d'euros contre 1,2 milliard en 2022, soit une augmentation de près de 28 %, avec des objectifs en hausse sur la plupart des axes de programmation.

Les orientations et évolutions de ce budget d'intervention 2023 se déclinent selon les grandes priorités suivantes :

- **Augmentation de l'objectif de logements rénovés énergétiquement** dans le cadre du programme « MaPrimeRénov' » (MPR), « MaPrimeRenov ' Sérénité » (MPRS) afin de répondre à l'urgence climatique et protéger les ménages des effets de l'inflation ainsi que la pérennisation du dispositif MPR Copropriété.

- Quasi doublement de l'objectif de la politique d'adaptation au vieillissement et au handicap.

- Poursuite du déploiement et des évolutions des différents dispositifs d'aides et des programmes nationaux comme le Plan Initiative Copropriété piloté par l'Anah, mais aussi les programmes nationaux de revitalisation des territoires comme « Action Cœur de Ville » et « Petites Villes de Demain »

- Renforcement également de l'intervention vis-à-vis des propriétaires bailleurs dans la déclinaison du plan « Loc' Avantage » ainsi que l'amélioration des structures d'hébergement.

Plus précisément, le budget d'intervention de 3 908,3 millions d'euros se décompose en quatre dotations distinctes :

- La dotation en faveur de l'amélioration de l'habitat privé : 1 546,9 M€ destinée à permettre la rénovation de 157 952 logements.
- Une sous-enveloppe d'intervention pour la gestion de MaPrimeRénov ' : 2 327,5 M€
- Une dotation humanisation des structures d'hébergement : 10 M€
- Une dotation résorption de l'habitat insalubre : 23, 9 M€

7.1 Répartition régionale des objectifs et des crédits

DREAL	Dotations initiales 2022	Dotations initiales 2023	*Dont copropriétés en difficultés*	Ecart BI 2022 vs 2023
Auvergne - Rhône Alpes	123 889 792	183 514 172	*17 456 592*	*59 624 380*
Bourgogne - Franche-Comté	48 344 817	64 914 085	-	*16 569 268*
Bretagne	65 894 833	92 825 719	*7 424 488*	*26 930 886*
Centre Val de Loire	38 441 763	49 295 719	*3 851 171*	*10 853 956*
Corse	7 144 410	9 646 364	*2 482 850*	*2 501 954*
Grand Est	124 558 229	163 296 532	*15 629 771*	*38 738 303*
Hauts de France	93 132 298	128 069 203	*2 474 150*	*34 936 905*
Ile-de-France	157 649 547	216 963 055	*79 743 559*	*59 313 508*
Normandie	49 472 904	72 432 246	*4 000 952*	*22 959 342*
Nouvelle Aquitaine	104 336 313	153 343 568	*25 011 209*	*49 007 255*
Occitanie	116 154 285	159 883 114	*21 626 381*	*43 728 829*
Outre Mer	2 659 741	9 528 712	*5 565 000*	*6 868 971*
Pays de la Loire	73 351 453	99 537 863	*1 399 041*	*26 186 410*
Provence Alpes Côte d'Azur	61 922 959	71 383 322	*16 134 836*	*9 460 363*
Total dotations régionales	***1 066 953 344***	***1 474 633 674***	***202 800 000***	***407 680 330***
Réserve nationale - Recyclage	34 000 000			*34 000 000*
Réserve nationale - Autonomie	-	-		-
Réserve nationale - MPRS	61 493 500	54 184 000		*7 309 500*
Réserve nationale - Ingénierie	14 553 156	4 945 518		*9 607 638*
Petites Villes de Demain	8 700 000			*8 700 000*
Réserve nationale - Expérimentation	29 000 000	12 064 167		*16 935 833*
Réserve nationale - Contrats impacts sociaux		1 026 441		- *1 026 441*
Total réserves nationales	***147 746 656***	***72 220 126***		***75 526 530***
Total	**1 214 700 000**	**1 546 853 800**		**483 206 860**

Pour la région Occitanie, le budget initial 2023 s'élève à 159 883 114 € soit + 43,7 M€ ce qui représente une augmentation de 37 % par rapport à celui de 2022.

Dans un contexte d'ambition écologique forte, cet objectif reflète une exigence accrue de rénovation énergétique et sera amené à évoluer dans le cadre de la mise à disposition de la réserve nationale et du bilan enregistré à mi-parcours.

Répartition de l'objectif régional Occitanie notifié par l'ANAH

(PO/PB/MPR Copropriétés)

En Logements	Aides aux Propriétaires bailleurs			Aides aux Propriétaires occupants			MPR Copropriétés	Total
		Dont MOI	Dont IML	MPR Sérénité	Habitat dégradé	Autonomie		
Objectifs 2023	**693**	**37**	**123**	**5 591**	**400**	**3 895**	**808**	**11 547**
Objectifs initiaux 2022	629	34	150	4 892	425	2 350	466	**8 946**
Evolution Objectifs 2023/2022	10%	9%	-18%	14%	-6%	66%	73%	

Une augmentation significative sur la quasi totalité des volets d'intervention

Afin de permettre aux DREAL de définir les cibles les plus adaptées au regard des besoins potentiels de chaque territoire, il a été décidé de fixer un objectif global pour le programme MPR Copropriétés sans distinction entre copropriétés fragiles et les autres copropriétés.

Répartition de l'objectif régional Occitanie notifié par l'ANAH

(Ingénierie/Copropriété en Difficulté)

En Autorisation d'engagement	Ingénierie	Copropriétés en difficulté
Objectifs 2023	**17 672 982**	**21 626 381**
Objectifs initiaux 2022	12 668 556	11 945 737
Evolution Objectifs 2023/2022	**40%**	**81%**

Pour les copropriétés en difficulté, une dotation régionale est allouée ne se déclinant pas en objectifs logements.

Le budget initial 2023 intègre les crédits mobilisés au cours des deux dernières années dans le cadre du plan de relance. Le fléchage et le suivi distinct des crédits inhérents au plan de relance, notamment pour le programme Petites Villes de Demain, n'ont donc plus lieu d'être maintenus.

7.2 Modalités de répartition et de suivi des objectifs et des crédits :

La programmation régionale de l'Anah en Occitanie, élaborée par les services de la DREAL, sous l'autorité du Préfet de région, et en lien étroit avec les Directions Départementales des Territoires / et de la Mer, s'appuie sur les orientations et les répartitions des objectifs et dotations entre régions, définies par le Conseil d'administration de l'Anah du 22 décembre 2022.

Afin d'établir une répartition au plus près des besoins des territoires, la programmation prend en compte les éléments suivants :

- Les besoins remontés par les territoires
- Les engagements pluriannuels déjà contractualisés ou à venir en 2023 dans le cadre des opérations programmées
- Les dynamiques territoriales observées (résultats des années antérieures et prévisions d'atterrissage)

D'autre part, une réserve régionale sera constituée afin de répondre, dans le cadre des enveloppes notifiées, aux besoins de redéploiement que pourrait rendre nécessaire le constat de dynamiques entre les différents programmes d'intervention ou entre les territoires.

Cette réserve devra représenter 10 % de la dotation totale hors copropriété en difficultés, soit pour la région Occitanie une réserve d'environ 13,8 M€.

7.2.1 Les dossiers « propriétaires bailleurs »

Les principaux enjeux de ce volet tendent à accentuer l'accompagnement des propriétaires bailleurs dans la rénovation de leurs biens afin de développer le patrimoine locatif privé indispensable, notamment :

- Apporter des aides dans le cadre des différents programmes nationaux, notamment Petites Villes de Demain et Action cœur de Ville

- Prévenir les premières interdictions de mise en location des logements énergivores, qui pour certaines interviennent au 01/01/2023

- Poursuivre le déploiement de « Loc Avantages » et notamment l'intermédiation locative pour développer le parc locatif à vocation sociale.

En Occitanie, le nombre de logements notifié 2023, bien qu'en augmentation de 10 %, ne permettra pas de répondre aux besoins globaux recensés en début d'année. Cette enveloppe intègre la prime d'intermédiation locative (IML) ainsi que les dossiers financés en Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion (MOI).

La répartition proposée tient compte des besoins remontés par les territoires et de la dynamique des trois dernières années au prorata de l'enveloppe dédiée à ce volet d'intervention.

Etant donné l'écart important entre les objectifs notifiés et les besoins, la totalité de la dotation a été répartie. La dotation couvre environ 40 % des besoins.

	Perspectives 2023 Dialogue de gestion	Actualisation Décembre 2022	Objectifs notifiés 2023	Objectifs répartis	Réserve
	1461	1407	693	693	0
Dont IML	123	133	123	123	0
Dont MOI	37	75	37	37	0

Les objectifs attribués pour les dossiers IML et MOI sont alignés sur les remontées du dialogue de gestion de septembre 2022. Mais le réajustement des besoins demandé en fin d'année a augmenté nettement leur volume.

7.2.2 Les dossiers « propriétaires occupants »

Lutte contre l'habitat Indigne et très dégradé (habitat dégradé)

Ce volet constitue un enjeu majeur de la politique du logement. L'objectif national est relativement stable par rapport à celui de 2022. Il convient de s'appuyer prioritairement sur les secteurs programmés notamment dans le cadre des projets de revitalisation et les OPAH-RU pour permettre un accompagnement renforcé, nécessaire à ces ménages en situation d'habitat dégradé.

L'objectif régional 2023 de 400 logements est un peu moins ambitieux que celui du précédent

exercice. A noter qu'en 2022, le nombre de logements subventionnés s'élevait à 219 pour un objectif initial de 425.

Perspectives 2023 Dialogue de gestion	Actualisation Décembre 2022	Objectifs notifiés 2023	Objectifs répartis	Réserve
660	512	400	358	42

La répartition infra régionale s'est basée sur les remontées des territoires, couvant en moyenne à hauteur de 70 % des besoins actualisés.

Lutte contre la précarité énergétique (énergie)

Ce programme est orienté vers le financement de projets ambitieux énergétiquement, favorisant l'eradication des passoires énergétiques, permettant de répondre à l'urgence climatique et de protéger ainsi les ménages des effets de l'inflation.

Les évolutions des aides « MaPrimeRénov » et « MaPrimeRénov Sérénité » vont permettre de poursuivre la dynamique positive de rénovation énergétique. Ces dispositifs ont fait l'objet d'ajustement lors du CA de l'Anah du 22 décembre 2022, afin de rehausser les plafonds de financement pour tenir compte de l'inflation du prix des travaux.

Pour la région Occitanie, une dotation de 5 591 logements au titre PO MPRS a été allouée. Cette dotation ne permet pas de répondre pour l'instant aux besoins initiaux toujours ambitieux.

La répartition proposée tient compte des remontées des territoires et de la dynamique territoriale enregistrée sur les 3 années précédentes , hors 2022 compte-tenu des spécificités de cet exercice (inflation et impact du découplage CEE).

Perspectives 2023 Dialogue de gestion	Actualisation Décembre 2022	Objectifs notifiés 2023	Objectifs répartis	Réserve
6344	6325	5591	5159	432

Une réserve de 432 logements bénéficiera aux territoires dont la dynamique sera plus importante au cours de l'année. Des points d'exécution seront réalisés pour permettre des redéploiements à l'appui de la réserve régionale.

Adaptation des logements à la perte d'autonomie (autonomie)

Les objectifs de la politique d'adaptation des logements au situation de vieillissement et de handicap ont quasiment doublés par rapport au budget initial de 2022. Cette massification tend à répondre à l'évolution démographique et au souhait des séniors de vieillir chez eux (le « virage domiciliaire » dans la politique du bien vieillir). Elle s'inscrit dans la perspective de la mise en œuvre en 2024 de « MaPrimeAdapt' ».
La dotation régionale s'élève à + 66 % par rapport à celle de 2022. Elle permet largement de satisfaire la totalité des perspectives remontées des territoires et de constituer une réserve de 857 logements pour compléter la dynamique des territoires.

Perspectives 2023 Dialogue de gestion	Actualisation Décembre 2022	Objectifs notifiés 2023	Objectifs répartis	Réserve
2812	3028	3895	3028	857

7.2.3 Autres domaines d'intervention

Volet ingénierie :

Ce budget prend en compte la pérennisation des besoins inhérents au déploiement du plan « Petites Villes de Demain » et au programme « MaPrimeRénov' Copropriété ». Cette enveloppe doit également permettre de couvrir les besoins en ingénierie qui résultent de l'intensification de la dynamique des aides.

Pour cette programmation initiale, la dotation régionale Ingénierie s'élève à près de 15,3 M€. Ce budget ne peut répondre intégralement aux besoins remontés, de l'ordre de 20,4 M€, dont 13,2 M€ pour l'ingénierie des programmes et 7,2 M€ relatifs à l'ingénierie copropriétés. Au titre du programme « Petites Villes de Demain », les besoins s'élèvent à 5,5 M€.

La proposition de répartition de cette enveloppe permet de satisfaire 75 % des demandes remontées avec une mise en réserve de 2,4 M€ pour les ajustements en cours d'année.

Perspectives 2023 Dialogue de gestion	Actualisation Décembre 2022	Objectifs notifiés 2023	Objectifs répartis	Réserve
19 636 647 €	20 389 572 €	17 672 982 €	15 292 179 €	2 380 803 €

À noter que les besoins ingénierie comprennent les crédits de Gestion Urbaine de Proximité (GUP) à hauteur de 0,85 M€ et ceux de l'AMO MPR copropriétés pour 0,48 M€.

Volet Copropriétés en difficulté :

Pour rappel, l'Anah n'a pas stipulé d'objectifs en nombre de logements dans ce domaine, mais seulement une enveloppe de crédits qui s'élève à 21 626 381 €, soit une augmentation de 81 % par rapport à celle de 2021. Des opérations susceptibles d'être engagées courant 1er trimestre 2023 ont été pré-fléchées. Compte tenu du caractère évolutif de la programmation en cours d'année, lié notamment à la complexité des opérations et aux délais d'approbation des travaux par les assemblées générales, un suivi très fin des opérations sera mis en place tout au long de l'année.

Cette dotation pourra être ajustée en fonction de l'actualisation de la programmation qui sera effectuée par les DREAL et examinée dans le cadre du dialogue de gestion infra-annuel en 2023.

La mise à disposition des crédits sera conditionnée au dépôt du dossier.

Perspectives	Actualisation	Objectifs notifiés	Objectifs	Réserve

2023 Dialogue de gestion	Décembre 2022	2023	répartis	
35 652 748 €	33 003 480 €	21 626 381 €	16 214 000 €	5 412 381 €

Volet MaPrimeRénov' Copropriétés

Le dispositif « MPR Copropriété » couvre le périmètre des copropriétés fragiles et l'ensemble des autres copropriétés et doit constituer pour les territoires un véritable accélérateur en matière de transition énergétique avec une augmentation de + 60 % des objectifs 2021 au niveau national.

Les objectifs définis en terme de logements portent globalement sur l'ensemble de ce périmètre, sans différenciation à ce stade entre copropriétés fragiles et les autres copropriétés.

Dans cette programmation initiale, sont retenus les dossiers matures dont l'engagement est prévu courant premier semestre 2023. Un point d'exécution fin d'été permettra de redéployer la réserve de 279 logements en fonction des besoins.

Perspectives 2023 Dialogue de gestion	Actualisation Décembre 2022	Objectifs notifiés 2023	Objectifs répartis	Réserve
1132	2364	808	529	279

7.3 Répartition des aides consacrées à l'humanisation des structures d'hébergement

La région Occitanie bénéficie d'une enveloppe de 500 000 €, non déléguée au niveau régional. Les autorisations d'engagements seront ouvertes en fonction des besoins transmis lorsque les dossiers seront prêts à être engagés.

A noter, le dispositif a évolué pour permettre d'obtenir des aides pour le transfert et la relocalisation de structures, sans création de nouvelles places.

L'enquête de remontée des besoins 2023 est programmée au printemps 2023.

7.4 Calcul dotation

Modalités de calcul de l'objectif de rénovation énergétique « MaPrimeRénov' » :

Sont comptabilisés dans l'objectif « MPPR », l'ensemble des logements relevant de la rénovation énergétiquement

Objectif total « MPR » pour la région = 7 698
Objectif PO LHI *(2000/3000)
+ Objectif PO MPR Sérénité
+ Objectif PB[1] * 0,8
+ Objectif MPR copropriétés (fragiles et autres copropriétés énergies)
+ Objectif copropriétés en difficulté * (3 000 / 25 000)

Les crédits du budget initial 2023 prennent en compte l'effet de l'inflation observée en 2022 et anticipée pour 2023. A ce titre, les coûts moyens ont évolué de la façon suivante :

Coûts moyens	PO LHI	PO MPRS	PO Autonomie	PB	MPR autres copropriétés	MPR Copropriétés fragiles
2022	22 300	12 323	3 266	19 298	3 467	6 240
2023	26 866	13 546	3 606	20 871	4 759	8 617

PO LHI : Coût moyen constaté à fin novembre 2022

PO MPRS : Prise en compte du découplage, du relèvement du plafond de travaux à 35 000 €, de l'inflation constatée en 2022 et de l'inflation prévisionnelle de 2023

PO Autonomie : Prise en compte de l'inflation prévisionnelle de +4,2 % en 2023

PB : Prise en compte de l'évolution constatée en 2022 et de l'inflation prévisionnelle 2023

MPR Copropriété : Coût moyen constaté en septembre 2022 avec prise en compte de la revalorisation du plafond de travaux à 25 000 € et le doublement des primes individuelles.

Synthèse des dotations en Autorisation d'Engagement par priorités

PB	PO MPRS	PO LHI	PO Autonomie	MPR Copropriétés	Copropriétés en Difficulté	Ingénierie	TOTAL
14 463 603 €	75 735 686 €	10 746 314 €	14 045 370 €	5 592 778 €	21 626 381 €	17 672 982 €	**159 883 114 €**

7.5 Mise en œuvre de la programmation 2023

Les objectifs définis ainsi que les dotations associées constituent des plafonds d'exécution autorisés pour 2023. Il s'agit par conséquent du cadre de gestion qui doit être strictement respecté. Un pilotage de l'activité et un pilotage budgétaire permettant de respecter ce cadre devra être mis en œuvre tant au niveau régional que par les délégations et délégataires.

Cette année le dialogue de gestion va enregistrer un point d'étape supplémentaire (début mai) en plus de celui de mi-année et d'octobre. Le pilotage du suivi de l'activité sera resserré et se traduira par des points d'exécution régulier sur l'ensemble de l'activité.

Au vu de ces éléments, les différentes perspectives de réalisation par intervention seront établies, voire actualisées, d'ici la fin de gestion. L'analyse de ces informations permettra également d'observer les premières tendances qui se dégagent.

L'outil de programmation ACT 21 est pérennisé pour 2023 et permettra le lancement des prochaines campagnes (atterrissage 2023 – perspectives 2024) courant d'année.

7.6 Tableaux de répartition initiale des objectifs et des dotations 2023

La répartition des objectifs 2023

ANNEE 2023 **REPARTITION LOGEMENTS 2023** **REGION OCCITANIE**

	PB	Dont IML	Dont MOI	PO LHI/TD	PO AUTONOMIE	PO MPRS	MPR COPRO FRAGILES	MPR COPROS SAINES	Copropriétés en Difficulté
	Objectifs 2023	Objectifs 2023	Objectifs 2023	Objectifs 2023	Objectifs 2023	Objectifs 2023	Objectifs 2023	Objectifs 2023	Objectifs 2023
09. ANAH	27	5		8	100	222			
11. ANAH	53	15		13	343	543	0	0	
12. ANAH	50	6	16	14	250	457		30	16
12. CA RODEZ	24		8	2	46	45		12	4
30. ANAH	47	4		32	91	106		0	
30. CA NIMES	24	4		11	105	141	185	0	
30. CA ALÈS	26			5	88	126		0	
31. ME TOULOUSE METROPOLE	14	5		7	120	224	0	22	796
31. CA MURETAIN	5			2	40	59			
31. CA SICOVAL	2	1		2	15	34			
31. CD HTE GARONNE	33	14		11	154	510	0		
32. ANAH	37		0	22	158	236		24	
34. ME MONTPELLIER MEDITERRANEE	23	13		11	142	143	224		1 500
34. CA BEZIERS MEDITERRANEE	21	5		10	80	97		0	30
34. CA SÈTE AGGLOPOLE	10			9	80	59			90
34. CA HERAULT MEDITERRANEE	16			8	60	108			23
34. CD HERAULT	56		0	44	204	452		32	38
46. CD LOT	23			20	173	158			
48. ANAH	25			14	50	189			
65. ANAH	55	19		28	189	305	0	0	0
66. ANAH	12			30	81	133		0	
66. CU PERPIGNAN	47	27		21	95	174		0	
81. ANAH	24	4	13	15	240	360			
82. CA MONTAUBAN ET 3 RIVIÈRES	6	1		2	36	68			
82. CD TARN ET GARONNE	33			20	98	209			
	693	**123**	**37**	**358**	**3 038**	**5 159**	**409**	**120**	**2 497**
Réserve	0	0	0	42	**857**	432	279		
Objectifs assignés 2023	**693**	**123**	**37**	**400**	**3 895**	**5 591**	**808**		

La répartition des dotations 2023

ANNEE 2023 — **REPARTITION ENVELOPPE REGIONALE** — **REGION OCCITANIE**

	PB	PO LHI	PO Autonomie	PO Energie	AIDES AUX TRAVAUX « PO /PB »	INGENIERIE	S/TOTAL Anah	COPROS EN DIFFICULTE	MPR COPROS FRAGILES	MPR COPROS AUTRES	Dotation initiale
Coûts moyens	*20 871 €*	*26 866 €*	*3 606 €*	*13 546 €*					*8 617 €*	*4 759 €*	
					Programmation initiale						
09 Ariège	563 517 €	201 495 €	360 600 €	3 007 212 €	**4 132 824 €**	548 325 €	**4 681 149 €**		**0 €**	**0 €**	**4 681 149 €**
11 Aude	1 110 337 €	360 004 €	1 236 858 €	7 358 458 €	**10 065 658 €**	872 018 €	**10 937 675 €**		**0 €**	**0 €**	**10 937 675 €**
12 Délégation locale	1 043 550 €	376 124 €	901 500 €	6 185 104 €	**8 506 278 €**	722 752 €	**9 229 029 €**	60 000 €	0 €	142 770 €	**9 431 799 €**
12 Rodez Agglomération	509 252 €	56 419 €	165 876 €	609 570 €	**1 341 117 €**	90 034 €	**1 431 151 €**	15 000 €	0 €	57 108 €	**1 503 259 €**
30 Délégation locale	976 763 €	846 279 €	328 146 €	1 437 772 €	**3 588 960 €**	637 583 €	**4 226 543 €**		0 €	0 €	**4 226 543 €**
30 CA Nîmes-Métropole	509 252 €	282 093 €	378 630 €	1 915 404 €	**3 085 380 €**	931 575 €	**4 016 955 €**		1 594 145 €	0 €	**5 611 100 €**
30 CA Alès Agglomération	542 646 €	134 330 €	317 328 €	1 704 358 €	**2 698 662 €**	441 021 €	**3 139 683 €**		0 €	0 €	**3 139 683 €**
31 Toulouse Métropole	292 194 €	188 062 €	432 720 €	3 038 368 €	**3 951 344 €**	2 566 213 €	**6 517 557 €**	10 500 000 €	0 €	104 698 €	**17 122 255 €**
31 CA Muretain	108 529 €	48 359 €	144 240 €	804 632 €	**1 105 760 €**	35 811 €	**1 141 571 €**		0 €	0 €	**1 141 571 €**
31 Sicoval	37 568 €	56 419 €	54 090 €	460 293 €	**608 369 €**	35 402 €	**643 772 €**		0 €	0 €	**643 772 €**
31 Conseil Départemental	697 091 €	282 093 €	555 324 €	6 902 771 €	**8 437 279 €**	578 873 €	**9 016 152 €**		0 €	0 €	**9 016 152 €**
32 Gers	768 053 €	582 992 €	569 748 €	3 196 856 €	**5 117 649 €**	674 011 €	**5 791 660 €**		**0 €**	**114 216 €**	**5 905 876 €**
34 Montpellier-Méditerranée-Métropole	480 033 €	300 899 €	512 052 €	1 938 704 €	**3 231 688 €**	2 811 875 €	**6 043 562 €**	4 404 000 €	1 930 208 €	0 €	**12 377 770 €**
34 CA Béziers-Méditerranée	438 291 €	255 227 €	288 480 €	1 316 671 €	**2 298 669 €**	193 294 €	**2 491 963 €**	150 000 €	0 €	0 €	**2 641 963 €**
34 CA Sète Agglopôle	208 710 €	241 794 €	288 480 €	804 632 €	**1 543 616 €**	211 494 €	**1 755 110 €**	843 000 €	0 €	0 €	**2 598 110 €**
34 CA Hérault-Méditerranée	333 936 €	206 868 €	216 360 €	1 459 988 €	**2 217 152 €**	319 556 €	**2 536 708 €**	52 000 €	0 €	0 €	**2 588 708 €**
34 Conseil Départemental 34	1 172 950 €	1 184 791 €	735 624 €	6 125 230 €	**9 218 595 €**	986 159 €	**10 204 754 €**	190 000 €	0 €	152 288 €	**10 547 042 €**
46 Conseil Départemental Lot	471 685 €	540 007 €	623 838 €	2 137 559 €	**3 773 088 €**	305 723 €	**4 078 811 €**		**0 €**	**0 €**	**4 078 811 €**
48 Lozère	517 601 €	376 124 €	180 300 €	2 559 652 €	**3 633 677 €**	263 396 €	**3 897 072 €**		**0 €**	**0 €**	**3 897 072 €**
65 Hautes-Pyrénées	1 147 905 €	752 248 €	681 534 €	4 125 841 €	**6 707 528 €**	448 367 €	**7 155 894 €**		**0 €**	**0 €**	**7 155 894 €**
66 Délégation locale	250 452 €	800 607 €	292 086 €	1 804 327 €	**3 147 472 €**	308 250 €	**3 455 722 €**		0 €	0 €	**3 455 722 €**
66 CU Perpignan Méditerranée	972 589 €	564 186 €	342 570 €	2 359 713 €	**4 239 058 €**	380 750 €	**4 619 808 €**		0 €	0 €	**4 619 808 €**
81 Tarn	505 078 €	389 557 €	865 440 €	4 881 166 €	**6 641 241 €**	498 750 €	**7 139 991 €**		**0 €**	**0 €**	**7 139 991 €**
82 Grand Montauban CA	116 878 €	56 419 €	129 816 €	926 817 €	**1 229 930 €**	93 750 €	**1 323 680 €**		0 €	0 €	**1 323 680 €**
82 Conseil Départemental	680 395 €	545 380 €	353 388 €	2 826 237 €	**4 405 400 €**	337 202 €	**4 742 601 €**		0 €	0 €	**4 742 601 €**
Réserve régionale	8 348 €	1 117 540 €	3 090 342 €	5 848 350 €	**10 064 580 €**	2 380 803 €	**12 445 383 €**	**5 412 381 €**	**1 497 345 €**		**19 355 109 €**
Dotation allouée	14 455 255 €	9 628 774 €	10 955 028 €	69 887 336 €	104 926 393 €	15 292 179 €	120 218 572 €	16 214 000 €	3 524 353 €	571 080 €	**140 528 005 €**
Dotation notifiée	14 463 603 €	10 746 314 €	14 045 370 €	75 735 686 €	114 990 973 €	17 672 982 €	132 663 955 €	21 626 381 €	5 592 778 €		**159 883 114 €**

Annexes

Bilan global LLS (PLAI, PLUS, PLS) par gestionnaire

Région Occitanie - Année 2022

Source infocentre SISAL 3 - Univers détaillé - Année historisation : 2022 - Document actualisé le 17 janvier 2023

		objectifs validés en CRHH	LLS familiaux	LLS spécifiques	Total LLS	% de réalisation des objectifs
09	DDT Ariège	138	32	42	74	53,6%
	Total Ariège	**138**	**32**	**42**	**74**	**53,6%**
11	DDTM Aude	701	572	120	692	98,7%
	Total Aude	**701**	**572**	**120**	**692**	**98,7%**
12	CA Rodez Agglomération	120	108	9	117	97,5%
12	DDT Aveyron	165	88	8	96	58,2%
	Total Aveyron	**285**	**196**	**17**	**213**	**74,7%**
30	CA Alès Agglomération	248	91		91	36,7%
30	CA de Nîmes Métropole	488	134	171	305	62,5%
30	DDTM Gard	377	277	26	303	80,4%
	Total Gard	**1 113**	**502**	**197**	**699**	**62,8%**
31	CA Le Muretain Agglo	488	341	4	345	70,7%
31	CA du Sicoval	543	150	182	332	61,1%
31	Toulouse Métropole	2 580	1 983	841	2 824	109,5%
31	CD Haute Garonne	637	522	186	708	111,1%
	Total Haute Garonne	**4 248**	**2 996**	**1 213**	**4 209**	**99,1%**
32	DDT Gers	130	185	20	205	157,7%
	Total Gers	**130**	**185**	**20**	**205**	**157,7%**
34	CA Hérault-Méditerranée	298	268		268	89,9%
34	CA de Béziers-Méditerranée	608	224	4	228	37,5%
34	CA Sète Agglopôle Méditerranée	545	329		329	60,4%
34	Montpellier Méditerranée Métropole	1 994	821	369	1 190	59,7%
34	CD Hérault	478	310	2	312	65,3%
	Total Hérault	**3 923**	**1 952**	**375**	**2 327**	**59,3%**
46	CD Lot	119	77		77	64,7%
	Total Lot	**119**	**77**		**77**	**64,7%**
48	DDT Lozère	96	46		46	47,9%
	Total Lozère	**96**	**46**		**46**	**47,9%**
65	DDT Hautes Pyrénées	205	189	36	225	109,8%
	Total Hautes Pyrénées	**205**	**189**	**36**	**225**	**109,8%**
66	CU Perpignan Méditerranée Métropole	461	320	88	408	88,5%
66	DDTM Pyrénées Orientales	425	186	11	197	46,4%
	Total Pyrénées Orientales	**886**	**506**	**99**	**605**	**68,3%**
81	DDT Tarn	458	544	99	643	140,4%
	Total Tarn	**458**	**544**	**99**	**643**	**140,4%**
82	CA Grand Montauban	157	285	3	288	183,4%
82	CD Tarn et Garonne	160	227		227	141,9%
	Total Tarn et Garonne	**317**	**512**	**3**	**515**	**162,5%**
	Total région Occitanie	**12 619**	**8 309**	**2 221**	**10 530**	**83,4%**

Production PLAI, PLUS et PALULOS communale

Région Occitanie - Année 2022

Source infocentre SISAL 3 - Univers détaillé - Année historisation : 2022 - Document actualisé le 17 janvier 2023

		PLAI adaptés		PLAI structure (hors adaptés)	Logements familiaux				TOTAL	Poids dans la production régionale
					PLAI		PLUS + Palulos	Total logts familiaux		
		ordi	struc		logts	%	logts			
09	DDT Ariège				20	62,5%	12	32	32	0,4%
	Total Ariège				**20**	**62,5%**	**12**	**32**	**32**	**0,4%**
11	DDTM Aude			110	186	37,6%	309	495	605	7,7%
	Total Aude			**110**	**186**	**37,6%**	**309**	**495**	**605**	**7,7%**
12	CA Rodez Agglomération	9			28	34,1%	54	82	91	1,2%
12	DDT Aveyron		3	5	24	28,2%	61	85	93	1,2%
	Total Aveyron	**9**	**3**	**5**	**52**	**31,1%**	**115**	**167**	**184**	**2,3%**
30	CA Alès Agglomération				38	41,8%	53	91	91	1,2%
30	CA de Nîmes Métropole				32	36,8%	55	87	87	1,1%
30	DDTM Gard		26	0	91	41,2%	130	221	247	3,1%
	Total Gard		**26**	**0**	**161**	**40,4%**	**238**	**399**	**425**	**5,4%**
31	CA Le Muretain Agglo	4			102	33,7%	201	303	307	3,9%
31	CA du Sicoval				46	40,7%	67	113	113	1,4%
31	Toulouse Métropole	4	48	542	486	30,7%	1096	1582	2176	27,7%
31	CD Haute Garonne				155	35,2%	285	440	440	5,6%
	Total Haute Garonne	**8**	**48**	**542**	**789**	**32,4%**	**1649**	**2438**	**3036**	**38,6%**
32	DDT Gers	5		15	60	32,4%	125	185	205	2,6%
	Total Gers	**5**		**15**	**60**	**32,4%**	**125**	**185**	**205**	**2,6%**
34	CA Hérault-Méditerranée				75	33,0%	152	227	227	2,9%
34	CA de Béziers-Méditerranée	4			75	36,8%	129	204	208	2,6%
34	CA Sète Agglopôle Méditerranée				103	35,8%	185	288	288	3,7%
34	Montpellier Méditerranée Métropole	6		47	332	44,7%	411	743	796	10,1%
34	CD Hérault			2	92	37,9%	151	243	245	3,1%
	Total Hérault	**10**		**49**	**677**	**39,7%**	**1028**	**1705**	**1764**	**22,4%**
46	CD Lot				22	28,6%	55	77	77	1,0%
	Total Lot				**22**	**28,6%**	**55**	**77**	**77**	**1,0%**
48	DDT Lozère				24	52,2%	22	46	46	0,6%
	Total Lozère				**24**	**52,2%**	**22**	**46**	**46**	**0,6%**
65	DDT Hautes Pyrénées				32	26,2%	90	122	122	1,6%
	Total Hautes Pyrénées				**32**	**26,2%**	**90**	**122**	**122**	**1,6%**
66	CU Perpignan Méditerranée Métropole	2			86	30,8%	193	279	281	3,6%
66	DDTM Pyrénées Orientales	11			55	34,2%	106	161	172	2,2%
	Total Pyrénées Orientales	**13**			**141**	**32,0%**	**299**	**440**	**453**	**5,8%**
81	DDT Tarn			8	182	37,4%	304	486	494	6,3%
	Total Tarn			**8**	**182**	**37,4%**	**304**	**486**	**494**	**6,3%**
82	CA Grand Montauban				76	39,4%	117	193	193	2,5%
82	CD Tarn et Garonne				80	35,2%	147	227	227	2,9%
	Total Tarn et Garonne				**156**	**37,1%**	**264**	**420**	**420**	**5,3%**
	Total région Occitanie	**45**	**77**	**729**	**2502**	**35,7%**	**4510**	**7012**	**7863**	**100,0%**

Production PLS et PSLA

Région Occitanie - Année 2022

Source infocentre SISAL 3 - Univers détaillé - Année historisation : 2022 - Document actualisé le 17 janvier 2023

		PLS						PSLA
		Logts familiaux	PLS spécifiques				Total PLS	
			Etudiants	Jeunes, saisonniers	EHPAD ou Foyer personnes handicapées	sous-total		
09	DDT Ariège			36	6	42	42	
	Total Ariège			**36**	**6**	**42**	**42**	
11	DDTM Aude	77		10		10	87	17
	Total Aude	**77**		**10**		**10**	**87**	**17**
12	CA Rodez Agglomération	26					26	99
12	DDT Aveyron	3					3	
	Total Aveyron	**29**					**29**	**99**
30	CA Alès Agglomération							
30	CA de Nîmes Métropole	47	171			171	218	
30	DDTM Gard	56					56	
	Total Gard	**103**	**171**			**171**	**274**	
31	CA Le Muretain Agglo	38					38	17
31	CA du Sicoval	37		110	72	182	219	31
31	Toulouse Métropole	401	93	84	70	247	648	226
31	CD Haute Garonne	82		2	184	186	268	90
	Total Haute Garonne	**558**	**93**	**196**	**326**	**615**	**1173**	**364**
32	DDT Gers							
	Total Gers							
34	CA Hérault-Méditerranée	41					41	1
34	CA de Béziers-Méditerranée	20					20	
34	CA Sète Agglopôle Méditerranée	41					41	35
34	Montpellier Méditerranée Métropole	78	316			316	394	74
34	CD Hérault	67					67	60
	Total Hérault	**247**	**316**			**316**	**563**	**170**
46	CD Lot							4
	Total Lot							**4**
48	DDT Lozère							6
	Total Lozère							**6**
65	DDT Hautes Pyrénées	67			36	36	103	
	Total Hautes Pyrénées	**67**			**36**	**36**	**103**	
66	CU Perpignan Méditerranée Métropole	41			86	86	127	49
66	DDTM Pyrénées Orientales	25					25	50
	Total Pyrénées Orientales	**66**			**86**	**86**	**152**	**99**
81	DDT Tarn	58			91	91	149	37
	Total Tarn	**58**			**91**	**91**	**149**	**37**
82	CA Grand Montauban	92		3		3	95	19
82	CD Tarn et Garonne							5
	Total Tarn et Garonne	**92**		**3**		**3**	**95**	**24**
	Total région Occitanie	**1297**	**580**	**245**	**545**	**1370**	**2667**	**820**

CRHH Occitanie – Activités 2022

Assemblée Plénière	
Date	ODJ
09 Mars	~~- bilan des actions conduites en 2021~~ - programmation 2022 de l'hébergement et du logement accompagné - programmation 2022 du logement locatif social - programmation 2022 de l'Anah Tables rondes thématiques : - La relance de la construction de logements sociaux, ~~- Du service public de la rue au logement,~~

Bureau CRHH	
Date	ODJ
08 Février	3. Demande Agrément Organisme Foncier Solidaire (OFS) « ICADE Pierre Pour Tous » 4. Demande Agrément Maîtrise Ouvrage Insertion « Espoir Hérault » 5. Point sur le dispositif « France Rénov » et de la mise en œuvre en Occitanie, de «Rénov Occitanie» 6. Point sur les bilans 2021 du parc public et parc privé.
12 Avril	1. Changement de nom de l'Office Public Habitat de Rodez 2. Évaluation des délégations des aides à la pierre (DAP) de la CA Hérault Méditerranée et Montpellier 3M 3. Demande Agrément Organisme Foncier Solidaire «EPFL du Grand Toulouse» 4. Demande Agrément Organisme Foncier Solidaire «FDI FONCIER SOLIDAIRE» 5. Présentation du PLH « Coeur et Côteaux Comminges »
17 Mai	1. Demande agrément OFS Maisons Claires : 2. Demande agrément OFS Montpellier Méditerranée Métropole 3. Evaluation de la convention de délégation des aides à la pierre du Grand Montauban 4. Bilan 2021 de l'activité des EPFs d'Occitanie et perspectives 2022
14 Juin	1. Point d'étape sur l'élection de la co-présidence du CRHH (suite au bureau spécial du 12 avril 2022) 2. Présentation des points conseil budget (PCB) : outil de lutte contre le surendettement utile à la prévention des expulsions locatives 3. Bilan 2021 et perspectives 2022 des EPFL Montauban et EPFL du Tarn 4. Demande agrément MOI « fédération compagnonnique régionale Occitanie » 5. Demande agrément MOI «association Albert Peyriguère » 6. Demande agrément OFS CDC Habitat 7. Extension de compétences et demande agrément OFS Toit Girondin 8. Projet de fusion ACM- SERM (Montpellier Méditerranée Métropole) 9. Plan Initiative Copropriétés (PIC) régional (5 départements)
05 Juillet	2. Point sur la programmation LLS 2022 LLS et présentation des résultats de l'enquête « livraisons LLS » 3. Actualisation de la liste régionale de mobilisation du foncier public 4. Bilan 2021 de l'activité des OFS 5. Demande de changement de statut et agrément OFS « Maisons Pour Tous » 6. Point sur l'avancée de la réforme des attributions LLS 7. Présentation des bilans 2021 « demandes et attributions de LLS » et « Droit Au Logement Opposable » 8. Présentation de la synthèse régionale des diagnostics France Rénov'
06 Septembre	2.Traité de fusion entre l'Office Public Habitat (OPH) et l'Entreprise Sociale pour l'Habitat (ESH) d'Aveyron Habitat 3. Programme Local de l'Habitat de Beaucaire Terre d'Argence 4. Point d'information sur l'actualisation de la cartographie de la tension sur le logement et évaluation des besoins de logements en région (OTELO)
11 Octobre	1. Annonce des candidatures pour la co-gouvernance du CRHH 2. Demande d'agrément de l'observatoire local des loyers de Nîmes Métropole 3. Demande d'agrément d'Organisme Foncier Solidaire (OFS) de STON 4. Présentation de la Règlementation Environnementale des bâtiments neufs RE 2020 5. Appel à Projet régional du Fonds National d'Accompagnement Vers et Dans le Logement (FNAVDL) 6. Programmation 2022 LLS 7. Retours des membres du bureau sur le congrès HLM 2022 de Lyon 8. Calendrier 2023 des bureaux CRHH
15 Novembre	1. Introduction sur le déroulement du bureau CRHH ainsi que sur les modalités de l'élection de la co-présidence 2. Présentation du bilan de la délégation des aides à la pierre de Nîmes Métropole. 3. Présentation du bilan à mi-parcours du PLH de Nîmes Métropole. 4. Présentation de la démarche zéro artificialisation nette (ZAN). 1. Dépouillement des suffrages et annonce du candidat élu en tant co-président(e) du CRHH. 2. Présentation du bilan mi-parcours du PLH de la Communauté de Communes du Grand Ouest Toulousain
13 Décembre	1. Presentation du bilan de la Delegation des Aides a la Pierre du Muretain Agglo 2. Presentation de la cartographie regionale de la tension et des besoins prioritaires en logement locatif social 3. Presentation du PLH du Grand Figeac 4. Point sur la programmation LLS 5. Point sur l'appel a projets FNAVDL 2023

ANNEXE :

Définitions des matières et produits biosourcés

Matière biosourcée : une matière issue de la biomasse végétale ou animale pouvant être utilisée comme matière première dans des produits de construction et de décoration, de mobilier fixe et comme matériau de construction dans un bâtiment;

Biomasse: une matière d'origine biologique, à l'exception des matières de formation géologique ou fossile;

Produits de construction: les produits définis au premier alinéa de l'article 2 du règlement (UE) no 305/2011 du 9 mars 2011 ;

Produits de décoration: les produits utilisés pour les revêtements des murs, sols et plafonds, à l'exclusion des produits visés au premier alinéa de l'article 2 du règlement (UE) no 305/2011 du 9 mars 2011 ;

Mobilier fixe: tout élément du bâtiment non dissociable de la construction destiné à un usage équivalent à un usage mobilier ;

Produits de construction biosourcés : les matériaux de construction ou les produits de construction et de décoration comprenant une quantité de matière biosourcée ;

Famille de produits de construction biosourcés : l'ensemble des produits de construction biosourcés incorporant majoritairement une même matière biosourcée végétale ou animale

Le calcul de la masse de matière biosourcée prend en compte le contenu en biomasse de tous les produits de construction biosourcé et mobilier fixe incorporés dans le bâtiment à la date de son achèvement.

A défaut de pouvoir justifier de la quantité de matière biosourcée contenue dans un produit de construction biosourcé mis en œuvre dans le bâtiment, les ratios par défaut définis dans l'annexe IV de l'arrêté du 19 décembre 2012 peuvent être utilisés.

Dans le cas où le matériau est composé de bois et/ou de ses dérivés, il dispose de documents attestant la gestion durable des forêts dont le bois et/ou ses dérivés sont issus. Les marques de certification forestière attestant que les approvisionnements sont issus de forêts gérées durablement peuvent également constituer des modes de preuve.

Si le produit entre dans le champ d'application du décret du 23 mars 2011 relatif à l'étiquetage des produits de construction ou de revêtement de mur ou de sol et des peintures et vernis sur leurs émissions de polluants, il est classé A ou A+ au sens de l'arrêté du 19 avril 2011.